

WINDVISION BELGIUM S.A.

**Interleuvenlaan 15 bte: D
3001 HEVERLEE**

Namur, le

17 JAN. 2014

Nos références : D3000/92054/RGPER/2013/1/EDE/sel - PU

Annexe : un arrêté ministériel

116P8

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW


Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en objet.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du
territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

Collège communal

de et à

5330 ASSESSE

Namur, le

17 JAN. 2014

Nos références :

REC.PU/13.111

11698

Annexe :

un arrêté ministériel

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW

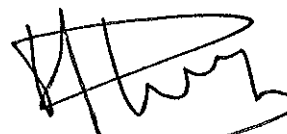
Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter le contenu de cette décision à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

Collège communal

de et à

5370 HAVELANGE

Namur, le

17 JAN. 2014

Nos références :

REC.PU/13.111

1688

Annexe :

un arrêté ministériel

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW

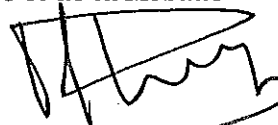
Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter le contenu de cette décision à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, §2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du
territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

Collège communal

de et à

5350 OHEY

Namur, le

17 JAN. 2014

Nos références : REC.PU/13.111 / 16 PB
Annexe : un arrêté ministériel

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW

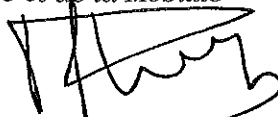
Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter le contenu de cette décision à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du
territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

Collège communal

de et à

5340 GESVES

17 JAN. 2014

Namur, le

Nos références :

REC.PU/13.111

11618

Annexe :

un arrêté ministériel

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW


Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir porter le contenu de cette décision à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du
territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

Monsieur le Fonctionnaire Technique

Avenue Reine Astrid 39
5000 NAMUR

Namur, le

17 JAN. 2014

Nos références : D3000/92054/RGPER/2013/1/EDE/sel - PU
Annexe : un arrêté ministériel

116P8

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW

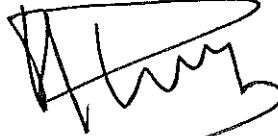
Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en objet.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du
territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

Monsieur le Fonctionnaire délégué

Place Léopold 3
5000 NAMUR

Namur, le

17 JAN. 2014
17 JAN. 2014

Nos références : D3000/92054/RGPER/2013/1/EDE/sel - PU

Annexe : un arrêté ministériel

11658

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW

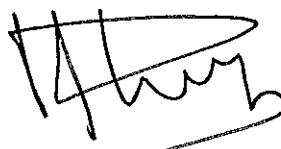
Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en objet.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du
territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

DGO3 - DPC - Direction extérieure de Namur-
Luxembourg

Avenue Reine Astrid 39
5000 NAMUR

Namur, le

17 JAN. 2014

Nos références : D3000/92054/RGPER/2013/1/EDE/sel - PU /16P8

Annexe : un arrêté ministériel

RECOMMANDÉ

OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 D à 3001 HEVERLEE
- Décision querellée : arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW

Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe, une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée en objet.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du
territoire et de la Mobilité



Philippe HENRY

REGION WALLONNE

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITÉ

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu la directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité ;

Vu le décret du 21 mars 2002 portant assentiment au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ainsi qu'aux Annexes A et B, faits à Kyoto le 11 décembre 1997 ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Vu le Livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'eau ;

Vu le décret du 7 mars 2013 interprétatif des articles 35, § 1er, alinéa 2, 40, § 7, alinéa 3, 93, § 1er, alinéa 2, et 95, § 7, alinéa 3, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifiés par le décret-programme du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

R89

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA ;

Vu la demande introduite en date du 07 février 2013, par laquelle la S.A. WINDVISION BELGIUM - Interleuvenlaan n° 15 bte D à 3001 HEVERLEE - sollicite un permis unique pour construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES ;

Vu l'ensemble des pièces des dossiers de 1^{ère} instance et de recours ;

Vu l'étude d'incidences sur l'environnement jointe au dossier de demande et réalisée par le bureau d'étude CSD ;

Vu que l'auteur de l'étude d'incidences, CSD, est agréé par le Service Public de Wallonie (SPW) comme auteur d'étude d'incidences sur l'environnement relatives aux catégories de projet n°1, 2, 3, 4 et 8 ;

Vu que le même bureau d'étude, CSD, dispose également de l'agrément défini par l'arrêté du gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux laboratoires et organismes en matière de bruit, ce qui lui permet de pouvoir effectuer les mesures et études acoustiques à réaliser dans le cadre de l'étude d'incidences ;

Vu la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice pour des matières environnementales ou convention d'Aarhus entrée en vigueur pour la Belgique et la Région wallonne le 21 avril 2003 ;

Vu l'avis de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de la Nature et des Forêts - Direction extérieure de Namur, reçu par le fonctionnaire technique de 1^{ère} instance en date du 12 février 2013, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 mars 2013 au 17 avril 2013 sur le territoire de la commune de GESVES, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :

1) Paysage et impact touristique

La qualité paysagère du Condroz et la nécessité de protéger cette qualité alors que le projet aura un impact important en termes de dégradation, région réputée pour ses paysages et son attrait touristique ;

Les défauts importants du projet sur le plan de sa visibilité et de sa lisibilité, le caractère déstructurant dans les paysages environnants de qualité dont certains sont protégés,

R81

Le projet n'est pas conforme aux prescriptions légales en vigueur, en zone agricole, qui prévoient que les lignes de force du paysage doivent être préservées, renforcées et non détruites et contestation de la demande de dérogation,

La dérogation en zone agricole du plan de secteur doit faire l'objet d'attestation d'un collège d'experts composé de professionnels du paysage pour une bonne interprétation du prescrit légal,

L'inadéquation du lieu d'implantation pour un tel projet industriel ;

La détérioration des chemins et l'atteinte aux randonneurs pédestres au équestres notamment ;

2) Caractéristiques techniques générales, du projet ou commentaires globaux

Le caractère imposant de ces éoliennes de près de 150 mètres de haut ;

La nécessité de n'autoriser ce type de projet que dans des zones déterminées et non n'importe où au gré des souhaits des promoteurs ;

L'insuffisance des distances entre les éoliennes et les éléments naturels existants ;

L'imprécision du dossier de demande de permis quant à la puissance des éoliennes qui seront installées et quant au type d'éoliennes ;

Les limites du système de production d'électricité en terme de capacité à gérer les inconstances de la production d'électricité au départ de l'éolien ;

La problématique des ombres portées générées par le projet et le non respect des normes dans ce domaine ;

La problématique de la pollution visuelle liée au balisage lumineux imposé en journée comme de nuit ;

Risque économique (exemple de l'expérience allemande dont nombreux parcs éoliens sont en faillites depuis 2003 : Trèves) ;

Le démantèlement est non réglementé : prévoir un contrôle pour les frais de démolition à charge du promoteur, prévoir le dépôt d'une caution,

Charroi important pour la construction et l'élargissement des chemins

Absence de logique dans l'approche : mutilation paysagère, l'électricité est plus chère, ne génère pas de réduction de pollution,

Le meilleur kWh est celui qui n'est pas consommé, mieux vaut miser sur l'économie d'énergie,

L'illégalité dans la démarche au regard du précédent refus de permis à la même société et intervenu en 2007

L'impact sur les chemins de promenade

3) Santé en général

Les conséquences pour la santé des riverains proches du projet (infrasons, ondes vibratoires et telluriques, nuisances sonores, stress et maladies liées au stress que générera ce projet pour les riverains),

La problématique du bruit et des infrasons générés par ces éoliennes pour des habitations situées trop près des éoliennes et la référence à ce sujet à des normes étrangères souvent plus contraignantes ou à des études proposant des distances plus importantes (notamment la recommandation de l'Académie française de Médecine pour une distance de 1500 m),

Les normes en matière de santé publique liées aux nuisances ne sont pas légales et sont dépassées,

Inconfort animalier,

4) Impact sur la biodiversité

L'impact du projet sur la flore existante,

La présence de zone Natura 2000 à proximité du projet,

5) Impact économique

Diminution de la valeur intrinsèque des biens immobiliers des riverains,

L'impact sur le tourisme,

Déséquilibre majeur montré par le rapport de la CWAPE : excédent de certificats verts pour 2020,

L'éolien n'est pas vecteur d'emploi permanent,

L'absence de retombée économique locale

6) Compensations / retombées pour la commune ou les citoyens

Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat

L'absence ou la faiblesse des compensations financières aux riverains ou aux communes pour les dommages paysagers, visuels et sonores causés par le projet

L'imprécision du projet quant aux retombées économiques proposées

La mise en cause du caractère trop mercantile du projet

La conception même du projet qui a voulu maximiser son profit économique aux dépens d'une bonne intégration environnementale et sociale du projet

7) Qualité de l'étude d'incidences

Remise en cause des photomontages avec l'insertion de vues panoramiques tronquant le regard quant à l'impact visuel réel du projet (photomontages trompeurs)

L'absence d'étude suffisante des implantations alternatives des éoliennes

La sous-estimation de l'impact du projet sur la faune présente dans les environs ou de passage lors des migrations

L'étude ne se prononce pas sur la conjonction des nuisances sonores et stroboscopiques

Non sens aérodynamique : vents dominants productivité réduite pour 5 éoliennes

L'étude n'a pas examiné le problème de rejets indirect de gaz à effet de serre

L'étude ne respecte pas et ne répond pas aux demandes formulées lors de la réunion d'information préalable

L'étude minimise ou ignore les inconvénients humains

La non dépendance de l'auteur de l'EIE puisque sollicitée par le promoteur

Erreur de calculs de la productibilité

Oubli de la présence du parc à conteneur de Ohey

Lacune de l'étude en matière de l'incidence de la dépréciation immobilière

8) Objectifs wallons en matière de développement des énergies renouvelables

Le caractère non durable du développement de l'énergie éolienne en Région wallonne notamment par la prolifération des projets et l'absence de véritable planification respectueuse des règles normales d'aménagement du territoire

La mise en cause de l'effet bénéfique de l'éolien pour la lutte contre les changements climatiques (...);

La mise en cause de l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard de l'absence d'étude de vents sur le lieu d'implantation et du faible rendement énergétique envisagé même s'il est déjà surestimé

La surenchère verte actuellement en cours au niveau politique et médiatique (certains parlent de l'obsession éolienne) conduisant à négliger les impacts du développement éolien au profit d'un bénéfice environnemental limité voire surévalué

La remise en cause de l'utilité du projet au regard du potentiel éolien pouvant exister en off-shore au large des côtes belges avec un impact minimal par rapport au développement envisagé en Wallonie et dans le cadre de ce projet

Les surcoûts que génère le développement de l'éolien pour le prix de l'électricité

La remise en cause de la forte subsideation dont fait l'objet l'éolien lui donnant une rentabilité artificielle

Faiblesse de procédure actuelle en matière de permis (seconde tentative de Windvision)

Pas de cartographie d'exclusion

L'absence de position décisionnelle communale en matière d'éolien sous le couvert de l'article 127,

L'étude d'incidence environnementale devrait être remplacée par une étude de conformité réalisée par les services publics

Erreur sur le plan de mise en œuvre de la convention de KYOTO

Parc éolien en mer est plus rentable

L'interprétation des directives européennes est confuse et la confusion est entretenue par la politique

L'intérêt doit être porté sur d'autres énergies renouvelables

9) Le promoteur

Le manque de précision quant au futur exploitant

Les doutes sur la qualité de l'exploitant et les garanties qu'il peut présenter de sérieux et de solidité financière ;

Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de GESVES en date du 29 avril 2013, rédigé comme suit :

"Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses modifications successives ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) en vigueur ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;

Vu le Cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé par le Gouvernement wallon, le 18 juillet 2002 ;

Vu le Cadre de référence actualisé pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne et approuvé par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 et servant d'outil guide pour la période transitoire dans l'attente de l'adoption du cadre décretaal (qui organisera un mécanisme combinant la reconnaissance de l'intérêt public de l'implantation d'éoliennes et des appels à projets) ainsi que de la cartographie positive de zones de développement éolien, associée à un productible minimal par lot permettant de développer le grand éolien à concurrence d'un objectif de 4500 GWh à l'horizon 2020 ;

Attendu que ce cadre de référence actualisé n'a d'autre statut que celui de donner les orientations stratégiques du Gouvernement wallon en matière de développement de projets éoliens et qu'il est dénué de toute valeur réglementaire, sauf en ce qu'il décrit le droit positif ou en voie d'adoption ;

Attendu que le cadre décretaal et la cartographie feront quant à eux l'objet d'une enquête soumise à l'avis du public et que l'avis préalable des collèges communaux peut être annexé au document de l'enquête ;

Rg

Vu l'avis défavorable émis par le collège ce 22/04/2013 au regard de ce nouveau cadre de référence éolien adopté en séance du Gouvernement wallon ce 21 février 2013, ainsi qu'au regard de la cartographie y étant jointe ;

Attendu que ce Cadre de référence détermine les critères à respecter pour l'implantation des éoliennes et que ces critères sont en phase avec la trajectoire annuelle permettant d'atteindre la cible de productible éolien à l'horizon 2020, tout en garantissant un cadre de vie de qualité et le respect des dispositions de la Convention de Florence ;

Attendu que ce Cadre précise que tout projet pour lequel une demande de permis a déjà été déposée avec accusé de réception complet devra répondre aux critères du Cadre de référence éolien de 2002, que néanmoins, les demandes de permis dont la réunion d'information préalable s'est tenue avant l'entrée en vigueur du cadre ne sont pas tenues de respecter le protocole de comptage ;

Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15 D à 3001 Heverlee, relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré

A Gesves : 1^{ère} division, Gesves, Section D N° 13A - 57L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - U8B2 - 118A2 - U8V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2

A Ohey : le division, Ohey, Section E 120 C - 120 B - 32 C - 35 M - 116 - 32 D - 32 B - 100 - 137 H - 32 E - 134A.

Vu la réunion d'information préalable intervenue le 7 février 2012 ;

Attendu que le récépissé communal de la demande porte la date du 7/2/2013 ;

Attendu que la réception du dossier au Département des Permis et Autorisations est intervenue en date du 11/02/2013 ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrétant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Considérant que conformément à l'arrêté précité le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;

Vu la notification de complétude et de recevabilité du dossier intervenue en date du 4 mars 2013 et réceptionnée en date du 5 mars 2013 ;

Considérant que les fonctionnaires technique et délégué invitent le collège à remettre un avis dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique, en même temps que les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique d'une durée de 31 jours, duquel il résulte que l'installation projetée a rencontré 1689 lettres de remarques dont 3 intervenues hors délais ;

Considérant que conformément aux articles 91 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et R.81 du Livre I^{er} du Code de l'environnement, l'avis de la CCATM a été sollicité en date du 4 mars 2013,

Attendu que la demande d'avis de la CCATM réceptionnée en date du 5 mars 2013 précise que ce dernier doit être remis dans les 60 jours à dater de la réception ; l'avis de la CCATM doit parvenir aux fonctionnaires technique et délégué pour le 3 mai 2013 au plus tard ;

Attendu que les avis des instances suivantes ont également été sollicités par les fonctionnaires technique et délégué :

(...)

Attendu que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur de Namur adopté par l'Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 14/05/1986 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité ;

Considérant que le projet est situé en aire agricole à maintenir au schéma de structure communal adopté par le conseil communal du 12 décembre 2003 ;

Attendu que le projet est situé en aire agricole de paysage ouvert au règlement communal d'urbanisme adopté définitivement par le conseil communal du 22 mars 2006 et approuvé par Arrêté Ministériel du 20/07/2006 (M.B. 20/09/2006) ;

Vu l'article 35 du CWATUPE définissant la zone agricole ;

Considérant que le projet déroge à la destination de la zone agricole telle que fixée par l'article 35 du CWATUPE, dans la mesure où les éoliennes ne relèvent pas du type d'actes et travaux ou activités admissibles dans cette zone ;

*Considérant que le projet déroge à l'aire agricole ouverte à «maintenir» qui stipule que :
« A Gesves et Sorée :*

le plateau de champs ouverts compris entre Haut-Bois et Sorée incluant Space, ainsi qu'entre Sorée et Ohey est une aire agricole de paysage ouvert du règlement communal d'urbanisme » ;

Considérant que le projet est entouré de périmètre de grande sensibilité paysagère défini aux schémas de structure communaux de Gesves et d'Ohey ;

Considérant que ces périmètres de sensibilité paysagère présentent une haute sensibilité visuelle à toute nouvelle implantation et qu'afin de préserver ces aires de vues longues, tous les actes et travaux doivent faire preuve d'un effort significatif d'intégration visuelle ;

Considérant que lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet doit être particulièrement étudié ;

Considérant que les espaces concernés sont :

-A Gesves :

Rq

- la plaine alluviale et les versants de la plaine du ruisseau des Fonds de Gesves,
- la plaine alluviale du Samson depuis Francesse jusqu'à Houyou en passant par Champia,
- les Campagnes entre Pourrain et Houyou et la vallée du ruisseau de Hoûte ;

- A Sorée, l'enveloppe paysagère du village délimitée par l'ensemble des points de vue les plus intéressants.

Vu l'article 127, §3 du CWATUPE précisant que :

«Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement – Décret du 20 septembre 2007, art. 16, 2°).»

Attendu que le projet prévoit également la création d'1 km 390 mètres de nouveaux chemins pour rejoindre les éoliennes 2, 3, 4 et 6 et le renforcement et l'élargissement à 4 m dans l'emprise publique d'1 km 820 mètres de voiries publiques existantes (chemins vicinaux 5 pour Ohey, 18 et 21 pour Gesves) pour accéder aux éoliennes 1, 5 et 6 ;

Attendu que le projet prévoit la construction de 1 km 390 mètres de nouveaux chemins sur domaine privé pour accéder aux éoliennes 2, 3, 4 ;

Attendu que le projet prévoit l'aménagement d'aires de manœuvre temporaires au niveau des différents carrefours et virages serrés ;

Considérant la mise en œuvre d'un schéma directeur dûment approuvé par l'autorité communale en date du 04/04/2013 comprenant 50 logements neufs situés à moins de 800 m de la première éolienne (quartier de Sielpont) ;

Considérant également l'implantation du projet dans des zones d'exercices militaires aériens conduisant à la nécessité d'un balisage lumineux porteur de nuisances visuelles de nuit comme de jour (pour lesquelles l'EIE préconise notamment l'occultation des feux «W» rouges (nuit) vers le bas ainsi que la synchronisation des balisages de jour et de nuit) et porteur d'un risque d'accident qui ne peut être totalement exclu ;

Considérant que selon l'EIE, le projet implique une emprise totale de l'ordre de 1,5 ha sur des sols limoneux dont l'étude en mentionne la relativement bonne valeur agricole en page 12 du résumé non technique, qu'il y a lieu de protéger les espaces ruraux nécessaires à la viabilité et à la rentabilité de l'agriculture et de l'élevage dans cette région ;

Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre de protection (pour l'éolienne 1), établissant les zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine de catégorie B dénommés «Houte E1, Houyoux G1» sis sur le territoire de la Commune de Gesves, désigné par arrêté ministériel du 20 décembre 2005 ;

Considérant que la demande se rapporte à un bien en partie situé dans une zone présentant d'éventuels conduits karstiques (pour les éoliennes 1, 2, 3 et 4 - voir carte Sb) et d'anciennes exploitations de petites carrières de terres d'argiles (éoliennes 1, 4, 5 et 6), ce qui peut présenter certains risques et influencer sur les conditions d'implantation des éoliennes, que l'étude d'incidences précise que cela nécessite la réalisation d'une étude de stabilité des terrains jusqu'à la roche-mère en plus de l'étude géotechnique classique ;

Considérant que ces essais de sol doivent faire l'objet d'un forage descriptif au droit de chaque éolienne, à réaliser avant la construction pour adapter et dimensionner précisément les fondations en fonction du type d'éolienne retenu et de la nature du sol ; que cette étude préalable n'est pas fournie dans la demande ;

Considérant que les forages dont question sont classés par AGW du 4/7/2002 en rubrique 74.30.03 forage et équipement de puits de reconnaissance géologique, de puits de prospection, de piézomètres, ou de puits de contrôle de la qualité de l'eau (classe 3) et ne figurent pas dans l'annexe I ;

Considérant également que la demande de permis déposée ne détermine pas le type exact d'éoliennes qui sera implanté (hormis le concept tripale à axe horizontal et la couleur gris clair RAL 7035 ou équivalent) sur le site et ne permet donc pas de déterminer les caractéristiques urbanistiques et environnementales exactes du projet ;

Vu le rapport final de cette étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes dont les photomontages ;

Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines urbanistique, paysager et patrimoniale, de l'énergie et du climat, d'environnement sonore, du milieu biologique, du sol, sous-sol et eaux souterraines, d'infrastructures et des équipements publics, du milieu humain et du contexte socio-économique, ainsi que du domaine de la santé et de la sécurité ;

Considérant que l'auteur de l'étude préconise des mesures compensatoires et d'atténuation pour quelques incidences négatives ;

Considérant que ces mesures d'atténuation et compensatoires sont une proposition d'aménagements pour la faune et la flore notamment la revitalisation de quelques mares bien que deux mares non situées dans des zones d'intérêt biologique élevé ;

Considérant qu'aucune mesure compensatoire n'est prévue pour les incidences négatives que pourraient subir les riverains proches ni aucune mesure de dédommagement n'est envisagée pour les riverains qui subiront inmanquablement une dépréciation économique de la valeur de leur biens ;

Vu l'enquête publique réalisée du 18/03/2013 au 17/04/2013 ;

Vu la séance de clôture organisée par le collège le 17/04/2013 à 12h00 ;

Vu les nombreuses réclamations et observations synthétisées dans le tableau en annexe ;

Considérant le nombre important de courriers adressés lors de l'enquête publique à savoir 1.686 lettres transmises soit par courrier simple, par courriel ou par dépôt à l'administration communale : d'une part 1.682 courriers faisant état d'une opposition au projet pour 1 seul étant favorable, d'autre part, 3 courriers intervenus hors délais ;

Considérant qu'un dossier de contre étude d'incidences a été déposé par le Collectif « NON aux éoliennes à Gesves-Ohey » en date du 17 avril 2013 lors de la clôture de l'enquête ;

Vu l'avis de la CCATM exprimé lors de la séance du 20 mars 2013 (...);

Considérant les nombreux éléments négatifs soulevés tant par la population que par la CCATM, qu'il y a lieu d'adopter dans ce contexte le principe de précaution ;

DECIDE

1. de transmettre le dossier au fonctionnaire technique de la DGRNE - Département des permis et des autorisations avenue Reine Astrid 39 à 5000 NAMUR (rgpe.namur.dpa.dgarne@spw.wallonie.be) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée ;

2. de transmettre le dossier au fonctionnaire délégué de la DGATLP - Direction provinciale de l'urbanisme Place Léopold 3 à 5000 NAMUR (rgpe.namur.dgatlp@spw.wallonie.be) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée ;

A) Arguments défavorables au projet :

- Balisage de jour et de nuit des éoliennes, prévu (car en catégorie C), ce qui renforcera la visibilité diurne (bande rouge et feu blanc clignotant) et nocturne (feu rouge clignotant). Mais il existe apparemment des solutions techniques pour atténuer ces incidences.*

Impacts sur le milieu biologique :

- 2 des 6 éoliennes sont situées dans le SGIB (sites de grand intérêt biologique) de la plaine de Sorée ;*
- Les éoliennes 4 et 5 sont proches d'une zone spéciale de conservation (ZSC) et l'éolienne 5 se situe dans la zone de garde d'une zone boisée du plan de secteur (voir carte des contraintes 4b du dossier cartographique de l'EIE) ;*
- Plusieurs mares situées aux alentours proches des éoliennes sont protégées par les directives de Natura 2000 ;*
- Les éoliennes 3, 4 et 6 sont localisées dans la zone avec la plus forte concentration de couples nicheurs de cailles, alouettes, vanneaux et bergeronnettes printanières (cfr figure 4 « localisation des zones intéressantes pour l'avifaune », du résumé non-technique de l'EIE) ;*

- Présence de deux amphibiens protégés (triton crêté et crapaud accoucheur) dans le périmètre d'étude ou à proximité de celui-ci ;

Impact paysager et patrimonial :

- Dans un rayon de 1 km autour du projet, présence d'un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur, de 2 zones d'intérêt paysager et de 3 lignes de vue remarquables au SSC d'Ohey ainsi que 2 périmètres de sensibilité visuelle du SSC de Gesves !
- Un arbre remarquable se situe à 160m de l'éolienne 1 ;
- Pour les habitants de la ferme de Borsu, du château de Wallay, et de la chaussée de Ciney, la modification du cadre paysager sera la plus importante ;
- 3 périmètres d'intérêt verront leur cadre paysager être fortement modifié par le projet éolien, à savoir : le périmètre de sensibilité visuelle de la vallée du Samson (SSC Gesves), le périmètre d'intérêt paysager de la campagne d'Ohey/de Turelure (plan de secteur et SSC Ohey) et le périmètre de sensibilité visuelle du village de Sorée (SSC Gesves et plan de secteur).
- Le SSC d'Ohey précise que « les implantations d'éoliennes ne sont pas autorisées dans et aux abords de ces zones d'intérêt paysager et notamment dans la campagne d'Ohey, située entre Gesves et Evelette ».
- 2 éoliennes en projet (les éoliennes 5 et 6) se situent à moins d'un km de la zone d'intérêt paysager de la Turelure du SSC d'Ohey. Le projet s'écarte donc des orientations données par le SSC.
- Le projet éolien modifiera aussi les vues paysagères depuis certains points de vue, en particulier la ligne de vue remarquable du château de Wallay (SSC Ohey).
- Le projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental. Les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé.

Impact sonore :

- La nuit, selon les modélisations effectuées, les éoliennes émettront des nuisances sonores dépassant la norme autorisée au niveau de la ferme de Borsu.
- Selon le principe d'émergence (différence entre le niveau sonore ambiant avec ou sans éolienne), il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement aux habitations les plus proches. Cela variera en fonction de la météo et du trafic routier.

Impact sur le tourisme :

- Les promeneurs empruntant l'un des trois circuits concernés par le projet éolien (GR 757, GAL) subiront un effet visuel de domination à l'approche des éoliennes.
- Les éoliennes modifieront aussi le cadre paysager de quelques hébergements touristiques de Reppe et de Sorée.

Question de sécurité :

En fonction du modèle d'éolienne choisi, les distances de sécurité entre éoliennes sont généralement insuffisantes. Le maintien d'une distance de sécurité entre éoliennes est nécessaire pour réduire les charges mécaniques et la fatigue sur les turbines, pour optimiser leur fonctionnement.

B) Conditions particulières si décision d'octroi en plus des recommandations de l'EIE :

- *Les chemins à aménager ne doivent pas être formés de matériaux perméables (voir lettre sur les recommandations pour les itinéraires du GAL - transmise hors délai : numéro 1697) ;*
- *Ajouter des aménagements prévus par le GISER contre inondations et ruissellements ;*
- *Imposer à l'exploitant de constituer une garantie bancaire pour la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc éolien ;*
- *Veiller à réduire l'impact négatif du balisage des éoliennes le jour et la nuit ;*
- *Les travaux d'aménagement des chemins d'accès aux éoliennes devront être planifiés en concertation avec les exploitants agricoles concernés afin de garantir un accès à leurs champs lorsque c'est nécessaire ;*
- *Prévoir un bridage des éoliennes la nuit afin de diminuer les nuisances-sonores dues à la rotation des pâles, en occultant les feux rouges W vers le bas la nuit et limiter leur intensité lumineuse aux exigences stipulées dans la circulaire GDF-03 et synchroniser les balisages de jour et de nuit ;*
- *Réaliser un suivi acoustique après octroi du permis, pendant l'exploitation du parc éolien, et ce par un organisme agréé ;*
- *Veiller à la convivialité du réaménagement de l'ensemble des chemins d'accès aux éoliennes pour les promeneurs." ;*

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 mars 2013 au 17 avril 2013 sur le territoire de la commune de OHEY, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :

1) Paysage

La qualité paysagère du Condroz et la nécessité de protéger cette qualité alors que le projet aura un impact important en termes de dégradation ;

L'importance de la dégradation des paysages qu'entraînera ce projet dans une région réputée pour ses paysages et son attrait touristique ;

Les défauts importants du projet sur le plan de sa visibilité et de sa lisibilité dans les paysages environnants, le caractère destructurant qu'aura le projet sur toute une série de paysages environnants de qualité dont certains sont protégés ;

R07

La nécessité de préserver les paysages notamment au regard des articles du CWATUPE sur la protection des paysages ;

Le projet n'est pas conforme aux prescriptions légales en vigueur, en zone agricole, qui prévoit que les lignes de force du paysage doivent être préservées, renforcées et non détruites ;

La détérioration des chemins et l'atteinte aux randonneurs pédestres ou équestres notamment ;

2) Caractéristiques techniques générales du projet ou commentaires globaux

Le caractère imposant de ces éoliennes de près de 150 mètres de haut ;

L'inadéquation du lieu d'implantation pour un tel projet industriel ;

La contestation du régime dérogatoire au plan de secteur utilisé pour le projet ;

La nécessité de n'autoriser ce type de projet que dans des zones déterminées et non n'importe où au gré des souhaits des promoteurs ;

L'insuffisance des distances entre les éoliennes et les zones d'habitat ;

L'imprécision du dossier de demande de permis quant à la puissance des éoliennes qui seront installées et quant au type et hauteur d'éoliennes ;

Les limites du système de production d'électricité en terme de capacité à gérer les inconstances de la production d'électricité au départ de l'éolien ;

La problématique de la pollution visuelle liée au balisage lumineux imposé en journée comme de nuit ;

3) Santé dont Impact sonore

Les conséquences pour la santé des riverains proches du projet (infrasons, nuisances sonores, stress et maladies liées au stress que générera ce projet pour les riverains)

La problématique du bruit et des infrasons générés par ces éoliennes pour des habitations situées trop près des éoliennes et la référence à ce sujet à des normes étrangères souvent plus contraignantes ou à des études proposant des distances plus importantes (notamment la recommandation de l'Académie française de Médecine pour une distance de 1500 m). Les nuisances sonores en période nocturne sont également soulignées. Le non respect des conditions générales de bruit est souligné.

Le problème de l'émergence faisant que le bruit généré par les éoliennes est sous-estimé et audible ;

La prise en compte du principe de précaution ;

L'ombre portée par les éoliennes et ses effets sur le bien-être des riverains ;

L'augmentation du nombre d'accidents de voitures suite au phénomène d'aveuglement dû à l'effet stroboscopique des éoliennes ;

La projection de glaces par temps de gel ;

4) Impact sur la biodiversité

L'impact négatif des éoliennes sur les oiseaux migrateurs et sur les chauves souris ;

Demandes de compensation plus conséquentes pour la conservation des milieux naturels ;

Le danger pour le bétail

5) Distances aux habitations / entre éoliennes

La proximité trop grande de certaines éoliennes par rapport à des habitations ou espaces naturels, le non respect de distances suffisantes par rapport aux habitations

Le non respect ou l'insuffisance des distances entre les éoliennes

La trop grande proximité du projet par rapport au parc à conteneurs.

6) Impact sur l'immobilier et le secteur touristique

La dévaluation que va entraîner le projet pour les biens immobiliers des riverains

L'impact négatif qu'entraîneront les éoliennes sur le tourisme rural en Wallonie

Les conditions d'aménagement des chemins de promenade (pédestres et équestre) faisant aussi office de chemins d'accès aux éoliennes.

7) Compensations / retombées pour la commune ou les citoyens / impact sur le coût de l'électricité pour le citoyen

Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat ;

L'absence ou la faiblesse des compensations financières aux riverains ou aux communes pour les dommages paysagers, visuels et sonores causés par le projet ;

L'imprécision du projet quant aux retombées économiques proposées ;

La mise en cause du caractère trop mercantile du projet ;

La conception même du projet qui a voulu maximiser son profit économique aux dépens d'une bonne intégration environnementale et sociale du projet ;

Les surcoûts que génère le développement de l'éolien pour le prix de l'électricité ;

8) Qualité de l'étude d'incidences

La manipulation opérée dans le dossier des photomontages avec l'insertion de vues panoramiques tronquant le regard quant à l'impact visuel réel du projet

L'absence d'étude suffisante des implantations alternatives des éoliennes

La sous-estimation de l'impact du projet sur la faune présente dans les environs ou de passage lors des migrations, et le milieu naturel en général ;

Une analyse des sites éoliens alternatifs potentiels insuffisante ;

9) Stratégies et objectifs wallons en matière de développement des énergies renouvelables

Le caractère non durable du développement de l'énergie éolienne en Région wallonne notamment par la prolifération des projets et l'absence de véritable planification respectueuse des règles normales d'aménagement du territoire

La mise en cause de l'effet bénéfique de l'éolien pour la lutte contre les changements climatiques (...);

Obligation du couplage de l'éolien avec une centrale thermique (Gaz ou charbon);

La mise en cause de l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard du faible rendement énergétique envisagé même s'il est déjà surestimé;

La remise en cause de l'utilité du projet au regard du potentiel éolien pouvant exister en off-shore au large des côtes belges avec un impact minimal par rapport au développement envisagé en Wallonie et dans le cadre de ce projet;

La remise en cause des subsides importants dont fait l'objet l'éolien lui donnant une rentabilité artificielle;

Ce projet ne permet pas de protéger le patrimoine commun, territoire de Wallonie et de ses habitants comme promue par le SDER et le CWATUPE;

« Les éoliennes enterrent les finances de la Wallonie, les citoyens payent les certificats verts »;

La promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie plutôt que la consommation;

Critique du cadre de référence éolien et de la cartographie « positive »;

La mise en évidence de l'échec de l'éolien dans d'autres pays (Allemagne, Hollande du Nord, Espagne, E-U,...);

Le déni de démocratie des décideurs finaux pour l'octroi des permis éoliens;

10) Le promoteur

Le manque de précision quant au futur exploitant;

Les doutes sur la qualité de l'exploitant et les garanties qu'il peut présenter de sérieux et de solidité financière;

11) Autre

Erreur de dossier

Déni de démocratie

La critique de la période de l'enquête publique pendant les vacances de Pâques

Un résumé de la contre-étude d'incidences réalisé par l'association « vent de raison » ainsi que la synthèse des remarques;

Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de la commune de OHEY en date du 22 avril 2013, rédigé comme suit :

"Vu le Code wallon de l'Aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;

Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15 D à 3001 Heverlee, relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e division, OHEY, Section E N° 120 C - 120B - 32C - 35M - 32D - 32B - 100 - 137H - 32E - 134A - 116 et 2^e division GESVES section D13A - 57 L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - 118B2 - 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;

Attendu que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrétant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;

Attendu que l'avis de réception est daté du 11 février 2013 ;

Vu la lettre du Fonctionnaire Technique et du Fonctionnaire Délégué, datée du 04 mars 2013, (...).

Considérant que l'Union Européenne s'est fixée comme objectif, d'ici 2020, de réduire de 20% les émissions à effet de serre, de faire passer la part des énergies renouvelables à 20% et d'accroître l'efficacité énergétique de 20% ;

Considérant que la Belgique doit répondre à ces obligations, le Gouvernement s'est engagé, à travers la DPR et par la décision du 1^{er} mars 2012, à tendre, à l'horizon 2020, à ce que 20% de la consommation finale d'énergie soit assurée par des sources renouvelables, correspondant à une production effective de 8.000 GWh d'électricité renouvelable produite sur le sol wallon, dont une contribution de l'éolien on shore de 4500 GWh ;

Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé définitivement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;

Vu la carte positive de référence traduisant le cadre actualisé approuvé provisoirement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;

Considérant que la commune de Ohey se trouve dans le lot 26 identifié dans la carte positive provisoire et dispose d'un gisement éolien correspondant à un potentiel estimé de 116 GWh ;

R81

Considérant que ce potentiel n'est pas un objectif formel de production mais une estimation de l'atteignable, et qu'il faut, pour évaluer le productible effectivement réalisable, considérer les projets au regard de leurs interactions et co-visibilité potentielle, de la volonté des citoyens et des pouvoirs locaux de s'impliquer dans les projets, des engagements pris par la Wallonie en termes de protection de l'environnement et du paysage, et de l'évolution de la technologie de production d'énergie éolienne ;

Considérant l'adhésion de la commune de Ohey le 29 février 2012 aux objectifs de la Convention des Maires qui vise la réduction de la production de CO₂ au niveau local de 20% d'ici 2020 ;

Attendu que des avis annonçant ce projet ont été affichés conformément aux modalités déterminées par arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège communal avant le 17 avril 2013 à 12h00 ;

Attendu que ce projet a donné lieu à 1762 courriers d'observations reçus dans les délais de l'enquête publique ;

Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé ;

Attendu que le projet concerne la construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête ;

Vu le rapport final de l'étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes présenté par le porteur de projet ;

Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, et du contexte humain en général ;

Considérant à ce propos que l'étude d'incidences, tout en étant de qualité, laisse apparaître quelques manquements, notamment en ce qui concerne les aspects techniques et cadre de vie du projet qu'en outre cette étude n'a qu'une valeur indicative et qu'elle n'emporte pas l'obligation d'octroyer le permis ;

Vu les résultats de l'enquête publique réalisée du 18 mars au 17 avril 2013 dans le cadre de la présente demande de permis unique dont il résulte qu'elle a généré 1750 lettres de réclamations individuelles.

Ces remarques et observations concernaient en synthèse les grandes thématiques suivantes :

(...)

Considérant que selon le principe d'émergence (différence entre le niveau sonore ambiant avec ou sans éolienne), il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement aux habitations les plus proches,

Considérant que l'on peut s'inquiéter de la proximité du projet avec la ferme de Borsu car, de nuit, selon l'étude d'incidences sur l'environnement, les valeurs limite et de référence en bruit par rapport aux habitations n'y sont pas respectées ;

Considérant qu'en réponse, des mesures de bridage de nuit seront nécessaires ;

Considérant que l'on peut également s'inquiéter de la proximité (333m) de l'éolienne n°6 avec le parc à conteneur, une évaluation de l'impact de celle-ci sur le personnel salarié présent dans ce parc n'ayant pas été réalisée ;

Considérant que le balisage prévu de jour et de nuit des éoliennes (car en catégorie C), qui renforcera la visibilité diurne (bande rouge et feu blanc clignotant) et nocturne (feu rouge clignotant) constitue une vraie pollution visuelle et que des alternatives ou solutions techniques visant à réduire cet impact doivent être proposées ;

Considérant qu'occulter les feux rouges W vers le bas la nuit et en limitant leur intensité lumineuse aux exigences stipulées dans la circulaire GDF-03 et synchroniser les balisages de jour et de nuit pourrait constituer une piste de solution ;

Attendu que l'analyse des alternatives proposées nécessite une analyse exhaustive de toutes les possibilités qu'offre le territoire de notre commune ;

Considérant qu'il ne semble pas y avoir eu de réflexion visant l'optimisation de l'utilisation de la zone de potentiel éolien concernée par ce projet (voir carte positive du productible éolien) ;

Considérant qu'un projet de 6 éoliennes constitue une nette amélioration quant à l'impact paysager par rapport au premier projet présenté par Windvision (deux rangées totalisant 12 éoliennes) antérieurement ;

Considérant que pour autant qu'on n'implante pas un nombre excessif de mâts, et que ceux-ci soient placés selon une logique « organique », en suivant les lignes de force du paysage, les éoliennes peuvent participer à la structuration du paysage (« signal ») ;

Considérant que la position de l'éolienne n°6 ne respecte pas parfaitement cet alignement et pose des problèmes, par ailleurs, en regard du parc à conteneur ;

Considérant, ceci étant, que cette plaine présente moins de caractéristiques paysagères intéressantes que les paysages de « tiges » et « chavées » particuliers au Condroz que l'on retrouve de façon plus marquée, soit vers l'Ouest (vallée du Samson), soit vers l'Est (vallée de la Vyle et du Hoyoux) ;

Considérant cependant que ce projet aura un impact paysager significatif sur le paysage perçu des habitants de la ferme de Borsu, du château de Wallay ou, plus généralement, de la rue de Gesves ;

Considérant que ce projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental et que les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé ;

Considérant que certains sentiers ou chemins de promenade seront utilisés soit dans le

cadre du chantier, soit lors de l'exploitation, ils doivent pouvoir rester comme tels et conserver une assise perméable ;

Considérant qu'il y a, dans l'étude d'incidence, une ambiguïté quant à la nécessité ou pas d'élargir les chemins existants pour permettre la construction et l'accès aux éoliennes ;

Considérant qu'à ce propos, il est d'une part indiqué qu'aucun élargissement ne sera prévu (cfr page 2 du résumé non-technique de l'EIE) et que, d'autre part (5, 4^e puce), il est fait référence à un « élargissement (en domaine public) et renforcement de l'assise de certains chemins existants (inscrits à l'Atlas des chemins vicinaux) » ;

Considérant que les problématiques d'écoulement des eaux en lien avec l'égouttage et les risques d'érosion ont été sous-estimés et que des propositions spécifiques d'aménagement auraient dû être proposées ;

Considérant que parmi l'avifaune observée dans le cadre de l'étude d'incidence, certaines possèdent un statut de conservation défavorable à l'échelle de la Wallonie (Faucon pèlerin, Chevêche d'Athéna, Alouette des champs, Pipit farlouse, Merle à plastron, Moineau friquet, Linotte mélodieuse, Bruant des roseaux et Bruant proyer, mais également de 2 espèces d'intérêt communautaire : la Bondrée apivore -en migration- et le Traquet motteux) ;

Considérant cependant que, selon l'étude d'incidence, comparativement aux observations qui ont été réalisées les mêmes jours sur d'autres sites de comptage en Flandre et en Wallonie, les relevés effectués sur le site du projet indiquent que l'intensité du passage y est dans la moyenne nationale ;

Considérant que du fait de la typologie du système agricole mis en place, l'étude d'incidence estime que l'espace d'implantation comporte relativement peu de zones de refuge pour la faune locale et dispose d'une richesse biologique relativement faible ;

Considérant que le projet s'implante à proximité de zones Natura 2000, que les incidences potentielles de ce projet sur la faune de cette zone ne peuvent être niées et qu'en outre le projet s'installe dans une zone où certaines espèces très protégées sont régulièrement observées comme les cigognes et certains rapaces considérés comme menacés et de deux espèces d'amphibiens protégés à savoir le crapaud accoucheur et le triton crêté et dès lors que des mesures renforcées de préservation et compensation doivent être réalisées ;

Considérant dès lors que selon l'étude d'incidence, le site du projet se localise dans une région où le passage d'oiseaux est globalement diffus, sans intensité particulière et avec un volume de passage similaire que sur d'autres sites du même type ;

Considérant par ailleurs que la cartographie proposée par NATAGORA et visant à identifier les sites d'implantation d'éoliennes est à exclure dans certaines zones abritant soit des populations reproductrices importantes d'espèces rares sensibles aux éoliennes (Milan royal, Cigogne noire...), soit sont connues comme zones de concentration de la migration des grandes espèces (rapaces, cigognes, grues cendrées ...) ou accueillent des populations hivernantes d'espèces ;

Considérant que le projet éolien ne se localise pas dans une zone d'exclusion telle que définie dans la cartographie de Natagora ;

Considérant cependant la proximité d'un site de grand intérêt biologique et d'un site Natura 2000 ;

Considérant également que des observations de cigogne noire, de milan royal, grue cendrée et faucons pèlerin, parmi les 13 espèces concernées par les sites Natura 2000 présents à proximité du site du projet, des précautions particulières doivent être mises en œuvre ;

Vu le cadre de référence qui prévoit qu'en cas d'impact probable d'un projet sur les espèces et habitats protégés au sens des directives européennes, celui-ci intégrera des mesures d'atténuation des impacts ;

Considérant que des mesures d'atténuation sont recommandées dans l'étude d'incidence mais nous paraissent insuffisantes, en particulier en ce qui concerne les mares situées dans le site Natura 2000 proche et qualifiées de « revitalisation de quelques mares ».

Considérant que ces mesures devraient être plus développées et favoriser en particulier le maintien et la connectivité entre les zones de grand intérêt biologiques identifiées ;

Considérant par ailleurs que des assurances complémentaires doivent être obtenues quant aux garanties de suivi et contrôle des impacts sonores des éoliennes et des mesures à mettre en œuvre au cas ou des dépassements par rapport aux modélisations étaient observés ;

Considérant que, dans le cadre de ce suivi et ce contrôle, un comité d'accompagnement privé-public et citoyen devrait être idéalement mis en place ;

Attendu cependant que parmi ces 1762 lettres, 5.6% proviennent d'habitants de la commune de Ohey, 40% proviennent de la commune de Gesves, 3% de Assesse et 0.8% de Havelange, communes impactées par le projet, et dès lors 49.4% des lettres viennent de communes non directement concernées.

Attendu que, pour ce qui concerne la distance aux habitations et l'ombre stroboscopique, le projet respecte les prescriptions du cadre de référence éolien, exception faite de la ferme de Borsu ;

Attendu que, pour ce qui concerne les citoyens oheytois populations situées dans notre commune, les inquiétudes principales concernent l'impact paysager négatif de ce projet,

Vu l'avis défavorable de la Commission Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité en séance du 17 avril 2007, celle-ci motivant son avis sur base des éléments suivants :

- Non prise en compte du parc à conteneurs et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;*
- L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;*
- Nuisance sonore la nuit (émergence d'environ 7dB) ;*

R81

- élément perturbateur dans le paysage même si les éoliennes sont parallèles aux lignes de force du paysage ;
- L'étude d'incidences environnementales n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;
- Impact visuel des flashes lumineux ;

Attendu que le Collège communal marque son intérêt pour le développement éolien en Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans le respect du cadre de référence éolien adopté le 21 février 2013 par le Gouvernement wallon mais que cela doit se faire dans une mesure proportionnée et respectueuses des habitants et des paysages ;

Attendu que le Collège est également désireux de favoriser un tel développement sur son territoire pour autant qu'il ait une dimension raisonnable, que soient respectés les prescrits du cadre de référence, dans le respect et la volonté des habitants et notamment dans le respect des principes de covisibilité et les lignes de force du paysage ;

Attendu que des améliorations du projet doivent être apportées pour ce qui concerne l'alignement des éoliennes, la prise en compte de l'impact sur la biodiversité ;

Attendu que les compensations proposées pour la prise en compte de la biodiversité à proximité du site éolien proposé ne sont pas suffisants que pour suffisamment valoriser en particulier les mares et les espèces qui en bénéficient ;

Considérant qu'il est impératif que l'exploitant constitue une garantie bancaire fixée à 80 000 € par éolienne, comme prévu par la réglementation en vigueur, afin d'assurer la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc ou en cas de défaillance financière ou de manquement de l'exploitant ;

Attendu qu'il y a des incertitudes quant à la préservation et la remise en état des sentiers et chemins pédestres qui seront utilisés lors du chantier et de l'accès aux éoliennes ;

Attendu que le Collège considère que la force éolienne étant un bien commun, il est indispensable que, dans le respect des orientations préconisées par le cadre de référence éolien, les bénéfices de l'exploitation d'un tel gisement bénéficient également et directement aux citoyens et aux objectifs publics de la commune ;

Considérant que le nouveau cadre de référence prévoit que dès lors qu'une demande leur est faite, les développeurs éoliens permettent la participation financière dans leur projet de parc des communes et/ou des intercommunales, ainsi que des coopératives citoyennes avec ancrage local et supra-local ;

Considérant qu'à ce stade, les propositions de Windvision faites oralement ne permettent pas de considérer qu'il y a une vraie ouverture à la participation,

Vu le courrier de demande officielle de la commune d'Ohey relative à la participation communale dans le projet éolien de Windvision daté du 09 avril 2013 ;

Considérant également que, vu les délais liés à la remise du présent avis, il n'a pas été possible de mettre en œuvre une véritable discussion avec les promoteurs d'une part, et les

citoyens d'autre part, pour construire concrètement des propositions de co-participation au projet éolien,

Considérant l'impact paysager significatif sur le paysage perçu des habitants de la ferme de Borsu ou, plus généralement, de la rue de Gesves ;

Considérant que dans la réflexion de la participation aux bénéfices de l'exploitation de ce gisement éolien, une attention particulière doit être accordée à ces riverains les plus proches et directement impactés par le projet,

Considérant que la construction d'alternatives énergétiques à l'échelle de notre commune doit faire l'objet d'une réflexion collective et citoyenne ;

Considérant que le demandeur n'a pas permis la participation effective des citoyens et de la commune dans leur projet ;

DECIDE

Article 1.

D'émettre un avis défavorable sur le projet pour lequel la demande de permis unique est introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée.

Article 2.

D'envoyer la présente décision au Fonctionnaire technique de la DGARNE et au Fonctionnaire délégué de la DGATLPE, aux communes de Gesves, Assesse, et Havelange pour information."

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 mars 2013 au 17 avril 2013 sur le territoire de la commune de HAVELANGE, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :

Sentiment du citoyen :

- *La décision d'octroi échappe aux communes ;*
- *Les mensonges EDORA et APERE é conduisent le citoyen sur la véritable valeur des éoliennes et servent de prétexte au gouvernement wallon pour continuer l'éolien ;*
- *Des citoyens se disent NIMBY ;*
- *L'EIE est un simple plaidoyer pro domo en faveur du projet ;*
- *Manque d'information sur le type exact d'éoliennes qui seront installées (type, hauteur, puissance) ;*
- *Le nouveau Cadre de Référence est une aberration anticonstitutionnelle et n'évitera pas la poursuite de l'actuelle anarchie ;*
- *Dans le flou actuel d'une cartographie non valide, on ne peut justifier la légitimité de ce projet ;*
- *Chute du Tourisme ;*

- Dépréciation des terrains et des bâtiments des riverains ;
- Le nouveau Cadre de Référence préconise une inadmissible réduction de l'interdistance de centrales éoliennes de 12 km à 4km !

Respect de la législation :

- Faute d'éthique de Windvision qui introduit la demande maintenant pour échapper aux contraintes du nouveau CDR ;
- Enquête publique durant les vacances de Pâques - démarche peu citoyenne ;
- Non indépendance de l'auteur de l'étude d'incidences CSD ;
- Non-respect de l'interdistance de centrales éoliennes ;
- L'EIE ne tient pas compte du parc à conteneurs d'Ohey ni de la cité Sierpont (à construire) ;
- Non-respect de l'article 127§3 du CWATUPE ;
- Manque de réflexion sur le projet :
- Pas de planification en matière d'implantation éolienne ;
- La politique éolienne est mal conduite : pas de transparence, pas d'étude ambiante stratégique et pas de participation populaire ;
- L'éolien ne peut pas vivre sans terres rares ; elles provoquent une pollution terrible et sont à l'origine d'une prolifération du cancer ;
- A cause de l'échec de l'énergie éolienne l'Allemagne annonce la construction de 23 nouvelles centrales au charbon ;
- La sécurisation de l'approvisionnement en électricité implique 1729 MW de renouvelable ;
- L'éolien ne figure pas sur les 21 axes d'action des Japonais ;
- L'expérience allemande a été forcée de constater l'échec énergétique et climatique de l'éolien ;
- Pas d'engagement du promoteur pour remédier au risque d'interférence hertzienne ;
- Le premier projet a été refusé en première instance et sur recours pour non respect de dispositions contraignantes du CWATUPE - ce projet est entaché de la même illégalité ;
- L'EIE ignore qu'en l'absence de norme réglementaire la jurisprudence est source de droit ;
- L'EIE ne répond pas à un certain nombre de questions posées lors de la réunion d'information préalable ;
- Ne tient pas compte de l'incidence de dévalorisation immobilière - demande de complément d'EIE ;
- Manque d'utilité publique, donc la dérogation au plan de secteur n'est pas justifiée ;

Biodiversité :

- L'éolien détruit la biodiversité ;
- L'étude de l'impact chiroptérique ne tient pas compte des recommandations de Natagora ;
- L'impact sur l'avifaune a été sous-estimé ;
- Impact sur la santé ;
- Droit de vivre dans un environnement sain (sans éoliennes) ;
- Par précaution, l'académie française de Médecine recommande que soit suspendue la construction des éoliennes >2,5MW situées à moins de 1500 m des habitations ;

Demande d'application du principe de précaution en matière de santé publique :

- Une experte préconise une distance de sécurité de 1,5 mile par rapport aux habitations, hôpitaux, écoles,...
- Peur des effets nocifs des parcs éoliens sur la santé humaine ;
- L'EIE ignore l'impact des éoliennes sur la santé humaine ;
- Effet stroboscopique : protection insuffisante ;

Nuisances sonores :

- Emergence du bruit nocturne particulier trop élevé pour un milieu calme agricole ;
- Si l'EIE appliquait la correction pour bruit impulsif en matière de norme-limité acoustique, les résultats montreraient un dépassement de la norme pour l'ensemble des points de référence ;
- Ne répond pas aux demandes de prises de position médicales internationales en matière de bruit éolien ;
- La simulation de propagation du bruit particulier à l'immission est faite sur base d'une norme déclarée illégale par le Conseil d'Etat ;
- Les incidences humaines en matière d'infrasons sont bien réelles et démontrées ;
- Analyse acoustique faite par un bureau non agréé ;
- La nouvelle norme de bruit éolienne du nouveau Cadre de Référence augmentera, illégalement, le niveau de pression sonore de 78% ;
- Le bruit nocturne des grandes éoliennes justifie les doléances des riverains jusqu'à 2 km de la centrale éolienne ;
- L'EIE minimise les nuisances sonores et infrasonores ;

Pas de bénéfice énergétique :

- Inutilité de l'éolien on-shore ;

R87

- L'éolien n'est pas propre ni renouvelable puisqu'il ne peut pas vivre sans le gaz ;
- L'éolien ne présente aucun bénéfice ni écologique ni énergétique ;
- Demande d'exclusion de l'éolien à cause de leur gigantisme anti-écologique ;
- « Coût » élevé en CO2 ;
- Bénéfice énergétique douteux ;
- L'implantation de ce parc éolien nous fera davantage dépasser le seuil Kyoto 2012 de la Région Wallonne (ajout de nuisance, mauvaise rentabilité, mauvaise intégration dans l'environnement) ;
- L'EIE n'étudie pas les émissions de gaz à effet de serre supplémentaires ;
- La comptabilisation des Certificats Verts ne rencontre pas l'exigence du bilan CO2 des éoliennes ;
- Le calcul de l'économie de CO2 ne tient pas compte de la réalité wallonne et est établi sans preuve - complément d'EIE nécessaire ;
- Selon une thèse doctorale, pour la Belgique, l'éolien est polluant ;
- Demande de chiffres prouvant l'utilité énergétique et écologique des centrales éoliennes on-shore en Wallonie ;
- Vu le potentiel venteux du site, le productible de la centrale ne respecte pas la norme minimale du taux de capacité de 2000 à 2200 h/an. Le bridage de certaines éoliennes pour diminuer l'impact chiroptérique réduirait encore plus cette capacité ;
- Dans le contexte Kyoto, il faudrait se focaliser sur les énergies non-polluantes plutôt que sur l'éolien ;
- Aucun pays d'Europe n'a réussi à se passer d'autres moyens de production polluants en parallèle ;
- Ce projet ne fera qu'augmenter la production de CO2 et notre dépendance aux énergies fossiles ;
- L'isolation des bâtiments économise plus d'énergie que l'éolien ;
- L'utilisation rationnelle de l'énergie est mieux que l'éolien ;

Impact financier sur le citoyen :

- Les wallons paieront trois fois pour l'éolien (perte de pouvoir d'achat, perte immobilière, tourisme en déclin) ;
- L'éolien aggrave la crise économique ;
- Hausse de notre facture d'électricité à cause des certificats verts ;
- Les centrales éoliennes en faillite engendrent un surcoût sociétal ;
- Qui va payer la démolition en cas de faillite du promoteur éolien ;

- *L'éolien va faire exploser le prix de l'électricité selon la CWAPE ;*
- *Le coût des futurs projets éoliens seront imputés aux consommateurs et non dans le budget de l'Etat ;*
- *L'éolien excédentaire est vendu à prix bas alors que l'énergie hydroélectrique est vendue au prix fort ;*
- *Impact financier pour les sociétés d'exploitation :*
- *L'économie subsidiée de l'éolien falsifie la libre concurrence en matière d'énergie ;*
- *Pas de prime à la production éolienne aux USA depuis 2013 ;*
- *Le choix du site a été fait sur base de la rentabilité financière ;*
- *La démesure des CV éoliens est telle que les sociétés d'exploitation réalisent un bénéfice de plus de 500 % sur capital investi ;*
- *Taux de rentabilité pour les sociétés situé entre 500% et 1000% alors que dans le photovoltaïque on estime que 7% est suffisant ;*

Paysage :

- *Etude de l'impact paysage non conforme ;*
- *Sous-estime une trentaine d'impacts importants en matière de patrimoine paysager ;*
- *Les photomontages dissimulent l'impact visuel réel ;*
- *Affirmation erronée en ce qui concerne les lignes de force du paysage ;*
- *Pas de détail ni d'engagement de la part du promoteur pour atténuer les incidences du balisage sur le paysage ;*
- *Ce projet ci ne respecte pas plus les lignes de force du paysage que le précédent ;*
- *Demande qu'un collège d'experts eu matière de paysage pour juger la demande ;*
- *Manque de définition du concept de la valeur d'un paysage face aux éoliennes ;*
- *Impact visuel et dégradation du paysage." ;*

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 mars 2013 au 17 avril 2013 sur le territoire de la commune de ASSESSE, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations concernant les thèmes suivants :

Projet de manière générale :

- *Risques de pollution, production de GES et pas de réduction de CO₂ ;*
- *Couverture des besoins énergétiques globaux non assurée, augmentation de la dépendance aux énergies fossiles ;*
- *Gigantisme anti-écologique ;*

Paysage et impact touristique :

Ry

- Mutilation, destruction/enlaidissement du paysage, pollution visuelle ;
- Projet au sein d'une zone de sensibilité paysagère ;
- Mise à mal du patrimoine bâti ;
- Impact négatif sur la fréquentation touristique locale ;
- Projet qui mettra à mal la fréquentation des chemins de randonnées pédestres et équestres ;

Sur le plan juridique :

- Projet industriel dérogatoire en zone agricole ;
- Non respect de l'article 127§3 du CWATUPE : préservation des lignes de force du paysage ;
- Législatif : non respect du cadre législatif ;
- Non prise en compte de la convention d'Aarhus ;
- Flou actuel en ce qui concerne le nouveau cadre de référence pour l'éolien, cartographie non valide ;

Etude d'incidences sur l'environnement :

- Objet du permis pas définitivement fixé ;
- Type de machine encore inconnu ;
- EIE insatisfaisante et imprécise ;
- Quid de la régulation thermique ?

Impacts économiques :

- Augmentation du coût de l'électricité, rapport coût/bénéfice défavorable, site non garant de bonnes performances, projet non efficace en regard des productions off-shore, aucun retour financier pour les habitants, EIE muette quant à la conjonction ;
- Baisse de la valeur des habitations : dépréciation immobilière ;

Impacts sur la santé des riverains du projet :

- Risques au niveau de la santé publique : quid des impacts des nuisances sonores, stroboscopiques, des infrasons, des vibrations ?
- Gênes visuelles, bourdonnements, insomnies, irritabilités, allergies...
- Nuisances sonores et visuelles nocturnes

Impacts sur la biodiversité :

- Nuisances pour l'avifaune, pour les animaux, pour la biodiversité de manière générale ;

Distances par rapport aux habitations, entre les éoliennes :

- Non respect des distances de sécurité ;

889

- *Projet trop proche du parc à conteneurs, des habitations ;*

A l'avenir :

- *Quid d'une faillite du promoteur ;*
- *Quid d'un mécanisme de contrôle efficace ;*
- *Quid du démantèlement des éoliennes ;*

Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de la commune d'ASSESE en date du 22 avril 2013, rédigé comme suit :

"LE COLLEGE,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement ;

Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION BELGIUM S.A. demeurant à Interleuvenlaan, 15D à 3001 Heverlee, visant la construction et l'exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête sur le territoire des communes de 5340 Gesves et 5350 Ohey (campagne de Borsu) ;

Références cadastrales des terrains concernés par le projet :

6^e division, OHEY, Section E N° 120 C - 120B - 32C - 35M - 32D - 32B - 100 - 137H - 32E - 134A - 116

2^e division GESVES section D13A - 57 L - 118P2 - 124W - 180K - 110B - 118E2 - 118C2 - 118B2 - 118A2 - 118V - 118X - 118Y - 124P2 - 124H2 - 124G2 - 124K2 - 124L2 - 124M2 - 124T2 - 124S2 ;

Attendu que les installations et/ou activités concernées sont reprises en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Attendu que conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;

Attendu qu'en date du 04 mars 2013, les fonctionnaires technique et délégué signalaient par courrier reçu à l'Administration communale d'Assesse en date du 05 mars 2013 le caractère complet et recevable de ladite demande de permis unique ;

(...)

R87

Considérant que l'Union Européenne s'est fixée comme objectif, d'ici 2020, de réduire de 20% les émissions à effet de serre, de faire passer la part des énergies renouvelables à 20% et d'accroître l'efficacité énergétique de 20% ;

Considérant que la Belgique doit répondre à ces obligations, le Gouvernement s'est engagé, à travers la DPR et par la décision du 1^{er} mars 2012, à tendre, à l'horizon 2020, à ce que 20% de la consommation finale d'énergie soit assurée par des sources renouvelables, correspondant à une production effective de 8.000 GWh d'électricité renouvelable produite sur le sol wallon, dont une contribution de l'éolien on shore de 4500 GWh ;

Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne approuvé définitivement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;

Vu la carte positive de référence traduisant le cadre actualisé approuvé provisoirement par le Gouvernement wallon, le 21 février 2013 ;

Considérant que la commune d'Assesse est notamment concernée par le lot 26 identifié dans la carte positive provisoire et disposant d'un gisement éolien correspondant à un potentiel estimé de 116 GWh ;

Considérant que ce potentiel n'est pas un objectif formel de production mais une estimation de l'atteignable, et qu'il faut, pour évaluer le productible effectivement réalisable, considérer les projets au regard de leurs interactions et co-visibilité potentielle, de la volonté des citoyens et des pouvoirs locaux de s'impliquer dans les projets, des engagements pris par la Wallonie en termes de protection de l'environnement et du paysage, et de l'évolution de la technologie de production d'énergie éolienne ;

Attendu que des avis annonçant le projet dont question ont été affichés conformément aux modalités déterminées par arrêté du Gouvernement Wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du Décret du 11 mars 1999, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège communal avant le 17 avril 2013 à 12h00 ;

Attendu que ce projet a donné lieu à 1504 courriers individuels d'observation contre le projet reçus dans les délais de l'enquête publique ;

Attendu qu'à la clôture de l'enquête publique, aucune réclamation complémentaire n'a été formulée et qu'un procès-verbal de clôture a été rédigé ;

Attendu que les 1504 remarques contre le projet peuvent être résumées comme suit :

(...)

Attendu que parmi les 1504 lettres reçues, 2,79 % d'entre-elles proviennent d'habitants de la commune d'Assesse ;

Attendu que le projet concerne la construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête sur le territoire des communes voisines de Gesves et d'Ohey ;

Vu le rapport final de l'étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes présentés par le porteur de projet ;

Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, et du contexte humain en général ;

Attendu que le Collège communal d'Assesse marque son intérêt pour le développement éolien en Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans le respect du cadre de référence éolien adopté le 21 février 2013 par le Gouvernement wallon mais que cela doit se faire dans une mesure proportionnée et respectueuses des habitants et des paysages ;

Attendu que le Collège considère que la force éolienne étant un bien commun, il est indispensable que, dans le respect des orientations préconisées par le cadre de référence éolien, les bénéfices de l'exploitation d'un tel gisement bénéficient également et directement aux citoyens et aux objectifs publics de la commune ;

Considérant que le nouveau cadre de référence prévoit que dès lors qu'une demande leur est faite, les développeurs éoliens permettent la participation financière dans leur projet de parc des communes et/ou des intercommunales, ainsi que des coopératives citoyennes avec ancrage local et supra-local ;

Considérant qu'à ce stade, rien ne permet de considérer que le projet d'implantation de 6 éoliennes sur le territoire des communes de Gesves et d'Ohey se caractérise par une vraie ouverture à la participation de la population locale ;

Considérant également que, vu les délais liés à la remise du présent avis, il n'a pas été possible de mettre en œuvre une véritable discussion avec les promoteurs d'une part, et les citoyens d'autre part, pour construire concrètement des propositions de co-participation au projet éolien ;

Considérant que dans la réflexion de la participation aux bénéfices de l'exploitation de ce gisement éolien, une attention particulière doit être accordée aux riverains les plus proches et directement impactés par le projet ;

Considérant que la construction d'alternative énergétiques à l'échelle de notre commune doit faire l'objet d'une réflexion collective et citoyenne ;

Considérant que, les conditions d'une réflexion collective n'étant pas réunies, il eut été préférable de prévoir une suspension de la procédure pour permettre une réflexion sur les modalités d'une participation publique ou citoyenne ;

Considérant que le demandeur n'a pas permis la participation effective des citoyens et des pouvoirs publics locaux dans leur projet ;

DECIDE

Article 1.

D'émettre un avis défavorable sur le projet pour lequel la demande de permis unique est introduite et sur la dérogation au plan de secteur demandée.

Article 2.

D'envoyer la présente décision, dans les 10 jours de la clôture de l'enquête publique :

- à Monsieur le Fonctionnaire technique - SPW-DPA, Direction de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid, 39 à 5000 NAMUR*
- à Monsieur le Fonctionnaire délégué - SPW, Administration de l'Urbanisme, Place Léopold, 3 à 5000 NAMUR*
- aux communes de Gesves, Ohey, Havelange pour information" ;*

Vu l'avis défavorable de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de Gesves, envoyé le 25 avril 2013, rédigé comme suit :

"Vu la demande de permis unique de la SA WINDVISION BELGIUM relatif à l'établissement suivant : Construire et exploiter un parc de 6 éoliennes et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques :

40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA

40.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW sur un terrain situé Campagne de Borsu à Gesves et se prolongeant sur la Commune d'Ohey ;

Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;

Considérant que le projet est situé en aire agricole ouverte à « maintenir » au schéma de structure communal ;

Considérant que le projet est situé en aire de paysage ouvert au règlement communal d'urbanisme ;

Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Haute ;

Considérant que le projet déroge à la zone du plan de secteur et aux options communales transcrites dans le RCU et le SSC ;

Considérant que ce projet se situe dans une zone de vues longues caractéristiques de la première chavée du « vrai Condroz » ;

Considérant l'impact négatif sur un paysage local typiquement condrusien ;

Considérant que dans un rayon plus large, de nombreux monuments et sites classés ou inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel sont présents : château d'Haltinne et que la hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial ;

Considérant que l'imposante hauteur des mâts va submerger et écraser visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et chavées dont les dénivelés sont bien moindres que les dimensions imposées par les éoliennes ;

Considérant qu'il est primordial de conserver à cet endroit une certaine échelle humaine du paysage ;

Considérant que les vues depuis le village de Gesves seront transformées ; que les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église de Gesves ;

Considérant que l'impact paysager ne sera pas négligeable et que la perception des pales, d'un diamètre de 114 mètres en rotation, sera en rupture d'échelle depuis les différents points de vue du plateau du Bois de Gesves (en bordure de l'Ardenne Condrusienne) ;

Considérant que l'aire de paysage ouvert conservera son caractère ouvert dès lors qu'aucune nouvelle structure (exploitation) isolée dans l'espace agricole ne soit présente, par conséquent y sont interdits les alignements (d'arbres) mettant en péril les vues longues caractéristiques de cette zone ; cette considération confirme la volonté communale de ne pas surajouter d'éléments isolés nouveaux dans ce type de périmètre, l'implantation d'éolienne n'ayant pas été mentionnée explicitement lors de l'élaboration du RCU en 1992 ;

Considérant la proximité de deux périmètres RGBSR (Petite Gesves et Sorée) et sur lequel des efforts conséquents de réduction des nuisances paysagères sont réalisés ;

Considérant que cet espace non bâti est plus sensible à toute perturbation paysagère ;

Considérant que les vues longues caractéristiques de cette zone sont mises en péril ;

Considérant que le projet compromet la valeur paysagère de la zone et que, dans ces conditions, le projet ne devrait pas être autorisé à cet endroit ;

Considérant que lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet a été particulièrement étudié et n'est pas de nature à respecter les exigences du CWATUPE article 1^{er} ;

Considérant la mise en œuvre d'un schéma directeur dûment approuvé par l'autorité communale en date du 04/04/2013 comprenant 50 logements neufs situés à moins de 800 m de la première éolienne (quartier de Sierpont) ;

Considérant que les espaces concernés sont : la plaine alluviale du Samson depuis Francesse jusqu'à Houyou en passant par Champia ;

Considérant, quant à l'impact visuel du projet, qu'il convient de rappeler que l'article 1^{er} du CWATUPE impose à la Région wallonne de veiller, dans le cadre de ses compétences, à la conservation et au développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ; que de plus, la Région wallonne a ratifié, le 20 décembre 2001, la Convention européenne du Paysage de Florence, laquelle ; impose également, notamment, de prendre en considération la dimension paysagère de toute demande de Permis ;

Considérant que cette Convention attribue au paysage un rôle important en tant qu'élément quotidien de l'environnement et du cadre de vie des populations et que cette convention vise également les paysages quotidiens non protégés ou dégradés dans les politiques de préservation ou de restauration à mener par les Etats ;

Considérant que le projet compromet la qualité paysagère de la zone ; qu'il y a lieu notamment de se référer aux outils d'aménagement repris à l'article 1^{er} du Code, traduit à travers les outils communaux que sont le schéma de structure et le règlement d'urbanisme avec la présence d'un périmètre « ouvert » à maintenir ;

Considérant que ce projet pose la question importante du risque de mitage de certains paysages et des paysages condrusiens en particulier ;

Considérant que l'impact visuel du projet n'est pas rapidement absorbé par le relief en raison de sa position dans une zone de dépression à vue longue caractéristique et unique, voire rare en Condroz ;

Considérant par ailleurs que l'Atlas des paysages de Wallonie décrivant le plateau condrusien marque clairement les pistes d'action en s'appuyant sur les options du schéma de structure communal de Gesves pour l'ensemble de la vallée du Samson, de Gesves il la Meuse (page 187) ;

Considérant ainsi que la référence au schéma de structure dans l'Atlas des paysages de Wallonie permet d'assurer un développement des villages respectueux de leur étirement linéaire en haut de tige, ainsi que la préservation des campagnes paysagères (page 149) ;

Considérant que les paysages sont évolutifs et dictés par la technologie qui les façonnent pour de longues périodes, au-delà de plusieurs générations ;

Considérant que le risque d'extension du parc éolien est réel et dommageable pour la qualité paysagère intrinsèque de cette longue chavée s'étirant depuis la commune d'Assesse jusqu'à Marchin ;

Attendu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne (2013) publiant le potentiel éolien dans le Condroz, plus spécifiquement en zone agricole ;

Considérant qu'un dispositif éolien peut y être admis à condition que le projet s'intègre au site c'est-à-dire qu'il doit s'agir (article 127§2) « d'actes et travaux visés au 5^{ter}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage » ;

Vu l'historique des implantations proposées depuis le début du projet éolien et les implantations définitives ;

Considérant que l'alignement proposé s'inscrit dans les lignes de force du paysage dicté par le substrat géologique qu'en ce sens, ce projet est identique au précédent projet (à 30 m près pour une éolienne) ; qu'il est dès lors erroné, voire illégal, de prétendre que ce nouveau projet répond aux obligations du 127§2 puisqu'à l'époque cette même condition était déjà mentionnée dans le projet de 12 éoliennes qui a fait l'objet d'un refus de permis ;

Considérant que la région du Vrai Condroz doit être préservée de ses vues en tiges et chavées et que le Gouvernement doit prévoir des zones d'exclusion en sus des travaux déjà entrepris ;

Considérant par ailleurs que les nuisances sonores sont largement sous-estimées ; que le bridage des 3 éoliennes en heure de nuit témoigne de cette problématique ; qu'on ne peut qu'appliquer le principe de précaution vis-à-vis de cette demande d'implantation ;

Considérant enfin qu'il semble que les 6 implantations en arc dans un axe préférentiel dicté par la chavée et dans le sens des vents dominants sud-ouest - nord-est soit perturbant pour le bon fonctionnement des éoliennes situées en arrière d'une première pale en fonction, cette dernière amenuisant la force éolienne et motrice recherchée ;

Avis de la CCATM : DEFAVORABLE." ;

Vu l'avis défavorable de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de Ohey, envoyé le 29 avril 2013, rédigé comme suit :

"Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION S.A. - Interleuvenlaan, 15D à 3001 Heverlée relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de 60rsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e division, OHEY, Section E N° 120 C -1206 - 32C - 35M - 32D - 326 - 100 - 137H - 32E -134A- 116 et 2e division GESVES section D13A- 57 L-118P2 -124W -180K -1106 - 118E2 -118C2 -11862- 118A2 -118V -118X - 118Y -124P2 -124H2 -124G2 -124K2 -124L2 -124M2 -124T2 -124S2 ;

Vu la demande d'avis relative au permis unique en vertu de l'article 91 reçue à la CCATM en date du 05 mars 2013 ;

Attendu que le récépissé de cette demande porte la date du 11 février 2013 ;

Attendu que le projet présenté a été soumis à enquête publique du 18 mars au 17 avril 2013 en vertu des articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 du Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Attendu que des avis annonçant ce projet ont été affichés conformément aux modalités déterminées par l'article 37, §1^{er} de l'AGW du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et des articles D.29-7 §2 et D 29 -13, §2 du Livre I^{er} du Code de l'environnement, sur l'instruction et la publicité des demandes de permis unique, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins avant le 17 avril 2013 ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres prennent part au vote à bulletin secret.

Par 2 voix POUR - 6 voix CONTRE - 0 ABSTENTION ;

Emet un avis défavorable sur le projet tel que présenté pour les motifs suivants :

Non prise en compte du parc à conteneur et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;

L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;

R07

Nuisance sonore la nuit (émergence de +/- 7 dB) ;

Le projet est un élément perturbateur dans le paysage même s'il est parallèle aux lignes de force du paysage (tiges et chavées) ;

L'étude d'incidences environnementales n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;

Impact visuel des flashes lumineux " ;

Vu l'avis défavorable de la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles, envoyé le 28 mars 2013, rédigé comme suit :

"Nous avons l'honneur de vous faire savoir que la Commission royale, en sa séance du Groupe de travail « Eolienne » du 18 mars 2013, a examiné le dossier repris sous rubrique.

Après s'être rendue sur place, la Commission royale ne peut qu'appliquer le principe de précaution face à cette demande d'implantation. En effet, dans un rayon de 5 km, de nombreux monuments et sites classés ou inscrits sur la liste du Patrimoine exceptionnel sont présents : château d'Halinne, le remarquable parc du château d'Hodoumont, le manoir de Froidefontaine à Barsy, la Ferme dite de la Rochette, etc.

La hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial : aucun photomontage ne permet d'en percevoir l'impact sur ces différents bâtiments dont la compréhension correcte requiert un environnement pleinement rural.

Du point de vue paysager, l'implantation du parc est proposée au creux d'une chavée : si l'on note à proximité la présence des exploitations agricoles intensives de Space, ou l'implantation de quelques bâtiments agricoles peu scrupuleux des harmonies paysagères existantes, il est nécessaire de tenir compte de l'environnement global. L'endroit est encerclé de près de zones d'intérêt paysager au nord-est et de périmètres de sensibilité visuelle au sud-ouest. A l'est, un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur est situé juste à côté du projet d'implantations.

L'imposante hauteur des mâts va submerger et écraser visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et de chavées dont les dénivelées sont bien moindres que les dimensions imposées par les éoliennes. Il est primordial de conserver à cet endroit une certaine échelle humaine du paysage.

D'autre part, les vues depuis le village de Gesves seront transformées. Les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église.

Dès lors, la Commission royale a émis un avis défavorable au projet d'implantation de 6 éoliennes à cet endroit." ;

Vu l'avis favorable sous conditions du Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable, envoyé le 26 mars 2013, rédigé comme suit :

1. AVIS SUR LA QUALITÉ DE L'ÉTUDE D'INCIDENCES

Le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de bonne qualité. Les autorités compétentes y trouveront les éléments pour prendre leur décision.

Au niveau du contenu

L'étude présente correctement tous les éléments et analyses nécessaires à ce type dossier et en tire des recommandations pertinentes.

Le Conseil apprécie par exemple l'analyse paysagère.

Au niveau de la forme

Le Conseil apprécie la clarté générale du texte, les conclusions en fin de chapitre et la qualité des cartes et illustrations.

2. AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Le Conseil remet un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur et les remarques du Conseil expliquées ci-dessous sont prises en compte.

Le Conseil appuie la totalité des recommandations émises par l'auteur de l'étude et insiste particulièrement sur les points suivants :

- *exécuter les travaux en dehors de la période avril - juillet (dérangement des espèces nicheuses).*
- *lors des travaux, veiller à ne pas écraser d'amphibiens (dont les Tritons crêtés), en particulier à hauteur de la petite mare située le long du nouveau chemin d'accès à l'éolienne 4 ;*
- *à propos du chemin d'accès à l'éolienne 1, l'élargir du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;*
- *réaménager le chemin d'accès à l'éolienne 1 et l'aire de montage de celle-ci de manière conviviale étant donné le passage de deux sentiers de randonnée ;*
- *après les travaux, remettre en état les talus et accotements de façon à obtenir un résultat équivalent à la situation initiale. Les talus seront réensemencés avec un mélange 'prés fleuris' ;*
- *repérer les plantes invasives présentes le long des voiries d'accès au site et le long du tracé du raccordement électrique souterrain et éliminer ces plantes avant ou pendant l'exécution du chantier de façon à éviter leur dissémination. Pour cela, un responsable spécialement désigné devra réaliser le suivi environnemental du chantier ;*
- *prévoir un système de bridage acoustique pour chacun des modèles envisagés ou tout autre modèle ;*

- effectuer une campagne de mesure de bruit in situ de l'ensemble du parc de manière à confirmer le respect des normes en vigueur ;
- occulter les feux 'W' de nuit vers le bas et limiter leur intensité lumineuse (circulaire GDF-03) ; synchroniser les balisages, de jour et de nuit.

Pour le raccordement électrique, respecter l'intégrité de tout élément arbustif ou arboré.

3. REMARQUE A L'AUTORITE COMPETENTE

Le CWEDD rappelle que selon l'article D.73 du Code de l'environnement, le demandeur doit motiver les raisons pour lesquelles il ne suit pas les suggestions de l'étude d'incidences, ce qui n'est pas le cas dans ce dossier. Il a cependant précisé au CWEDD qu'il comptait les suivre toutes.

Enfin, le CWEDD regrette l'absence de stratégie régionale pour la protection de certaines populations d'oiseaux menacées ou vulnérables, en particulier les espèces des milieux agraires et bocagers. Une telle stratégie permettrait de choisir des compensations cohérentes soutenant efficacement un objectif régional plutôt que d'établir au coup par coup des compensations pas nécessairement pertinentes." ;

Vu l'avis défavorable de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit, envoyé le 17 avril 2013, rédigé comme suit :

"1. EXAMEN DE LA DEMANDE

La demande concerne la construction et l'exploitation d'un parc éolien à Gesves. Le parc comprendra 6 éoliennes.

2. NORME DE NIVEAUX SONORES

2.1. Normes applicables

L'établissement doit respecter les normes acoustiques de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Les limites de niveaux sonores les plus contraignantes s'appliqueront en période de nuit.

L'arrêt N° 222.592 du 21 février 2013 du Conseil d'État confirme que la valeur limite de nuit de 40 dB(A) s'applique au bruit des éoliennes pour toute vitesse de vent, y compris lorsque celle-ci dépasse 5 m/s.

2.2. Possibilité de bridage des éoliennes

Les données des constructeurs montrent qu'un bridage permettant une réduction de puissance acoustique des machines est possible, moyennant une réduction de production énergétique. Suivant les modèles d'éoliennes, ce bridage permet d'atteindre une réduction de 3 à 4 dB(A) pour une vitesse de vent de 8 m/s, mesurée à 10 m de hauteur sur le champ éolien.

109

Cette vitesse est la plus élevée à envisager car, pour des vents plus forts, le bruit émis par l'éolienne n'augmente plus et le bruit du vent devient prépondérant.

Il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum, pour toute vitesse de vent inférieure ou égale à 8 m/s, évaluée à 10 m de hauteur sur le site éolien.

2.3. Étude acoustique et respect des normes

L'étude d'incidences comporte une étude acoustique actuelle et prévisionnelle, réalisée par le bureau agréé CSD Ingénieurs Conseils.

Les modélisations acoustiques ont été réalisées en tenant compte des quatre types d'éoliennes susceptibles d'être choisies pour le parc.

Les niveaux existants et prévisionnels ont été calculés au droit des habitations existantes les plus proches, et en limite des terrains urbanisables au plan de secteur qui n'ont pas encore été mis en œuvre. En outre, trois récepteurs ont été situés au niveau de logements potentiels non-habités actuellement.

En l'absence de bridage, les niveaux maximum prévus aux points les plus sensibles sont :

- Enercon E92 44.5 et 45.0 dB(A)
- RePower 3.4 44.5 et 45.0 dB(A)
- RePower 3.2 44.1 et 44.6 dB(A)
- RePower MM100 44.1 et 44.6 dB(A)

2.4. Conclusions

Aucun des quatre modèles d'éoliennes envisagés ne permet, même moyennant un bridage nocturne de 3 dB(A) maximum, de respecter les normes des conditions générales.

3. AVIS

La cellule bruit émet un avis DEFAVORABLE.

[...]" ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement – Département de la Nature et des Forêts - Direction extérieure de Namur, envoyé le 06 mai 2013, rédigé comme suit :

"Considérant que les 6 éoliennes en projet se situent :

- en zone agricole au plan de secteur, à une certaine distance de zones forestières (sauf les éoliennes 2 et 5 situées à moins de 200 m de petits boisements dont l'un avec plan d'eau), et au sein d'une plaine relativement peu intéressante en matière de conservation de la nature (dans un rayon de 500 m du projet, présence de 13 ha de prairie, 1 ha de forêt et 1 plan d'eau) ;
- en dehors de tout site Natura 2000 (le plus proche -site BE35005, Bassin du Samson- étant à 0,4 km) ;
- à près de 10 km de Réserves Naturelles et à moins de 5 km d'une quinzaine de SGIB, les éoliennes 3 et 5 se trouvant au sein même du SGIB « Plaine de Sorée », site abritant surtout des espèces d'amphibiens ;

R07

- en dehors d'un couloir migratoire important pour les oiseaux ;

Considérant que dans l'ensemble (en ce compris les aménagements de voiries et raccordements électriques), les travaux seront entrepris sur des parcelles agricoles assez intensives ne présentant pas d'intérêt biologique particulier ;

Considérant qu'aucun élément du maillage écologique local ne sera affecté par la mise en œuvre du chantier ;

Considérant que ce projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les habitats naturels de sites Natura 2000 ni sur les habitats des SGIB de la région (les habitats naturels, soit les prairies, petits massifs boisés et mares du SGIB « Plaine de Sorée » dans lequel est inscrit le projet n'étant pas affectés par celui-ci) ;

Considérant que le parc éolien en projet n'est pas situé sur un axe migratoire majeur de l'avifaune en Wallonie ni entre deux massifs forestiers importants ou tout autre complexe d'habitats intéressants et susceptibles de provoquer des mouvements importants d'oiseaux au sein du parc éolien ;

Considérant que le demandeur a présenté une Etude d'Incidences sur l'Environnement réalisée par le bureau CSD qui peut être jugée comme satisfaisante car les relevés biologiques correspondent globalement (en quantité et qualité) à ce qui est préconisé par le DÉMNA et le DNF pour les évaluations des incidences des parcs éoliens sur la faune (Cfr document DGOARNE intitulé : « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens ») ;

Considérant que les données ornithologiques récoltées par le bureau d'études CSD s'avèrent corroborer les données biologiques déjà en la possession du DEMNA et que l'analyse de l'ensemble des données ornithologiques conclut à un intérêt modéré de la plaine en question pour la conservation, ou le rétablissement vers un statut de conservation favorable, des populations d'espèces d'oiseaux inféodées aux plaines agricoles associées à de petits éléments du bocage ;

Considérant que dans un rayon proche des éoliennes, les données ornithologiques concernant des espèces réputées comme étant plus sensibles à la présence d'éoliennes sur leur territoire, ou des espèces dont les populations wallonnes ou même européennes sont en déclin, ou bien encore d'espèces emblématiques possédant une valeur patrimoniale élevée et dont la présence atteste de la qualité de l'environnement naturel local, sont assez rares. Notons toutefois la nidification et/ou l'hivernage de l'Alouette des champs, du Vanneau huppé, de la Caille des blés ou encore de la Bergeronnette printanière, 4 espèces faisant partie du groupe d'espèces en déclin liées aux espaces cultivés pour lequel un plan d'action à l'échelle régionale s'avère de plus en plus nécessaire ;

Considérant que les mares situées à proximité du parc en projet attirent plusieurs espèces de limicoles en halte et que leurs berges feuillues attirent des espèces des bocages (fauvettes, bruant jaune, linottes, pouillots...) ;

Considérant que le Triton crêté, espèce d'intérêt communautaire présente dans la zone, risque d'être légèrement impacté par la création de nouvelles voiries entre habitats de reproduction et d'hivernage et qu'il convient dès lors de prévoir le cas échéant des mesures d'atténuation (création de crapauduc si fossés proches) voire des aménagements favorables

R07

à cette espèce (revitalisation de mare, plantations de haies, ...), ce qui est prévu dans le dossier ;

Considérant par ailleurs que les prairies autour du périmètre sont des lieux de nourrissage fortement fréquentés par d'autres espèces d'oiseaux comme le Bruant des roseaux, le Bruant proyer y étant également noté comme nicheur ;

Considérant que vu l'intérêt modéré de la zone concernée pour l'avifaune et comme proposé par l'EIE, les mesures d'accompagnement (compensation) demandées en lien direct avec la préservation des espèces d'oiseaux nicheuses ou hivernantes en plaine agricole semblent satisfaisantes pour assurer la préservation des espèces d'oiseaux nicheur ou hivernants ;

Considérant cependant que d'un point de vue qualitatif, les mesures de compensation (qui font l'objet de conventions signées) pour l'avifaune proposées par le bureau d'études Faune & Biotope s'écartent parfois relativement des mesures COA1 et COA2 de la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens », notamment en ce qui concerne les parcelles 1 et 2 prévues dans les compensations qui devraient impérativement associer le couvert nourricier (COA1) et la bande enherbée (COA2), ce qui n'est pas le cas dans le projet ;

Considérant dès lors qu'il convient de revoir le cahier des charges des mesures de compensation en appliquant strictement les mesures COA1 et COA2 de la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens » ;

Considérant qu'en ce qui concerne les chiroptères, les données récoltées par le bureau d'études CSD et leur analyse peuvent être considérées comme globalement satisfaisantes et attestent d'un intérêt local « modéré à fort » selon les espèces ;

Considérant que la présence de petits massifs boisés, de haies, d'alignements d'arbres et de petits cours d'eau mais également la disposition des deux éoliennes à moins de 200 m de petits boisements locaux pourraient donner lieu à un certain impact sur les populations de chauves-souris reproductrices et migratrices présentes localement (l'EIE met en avant la présence locale de 6 taxons de chauves-souris dont certaines comme l'espèce migratrice Pipistrelle de Nathusius pourraient être impactées durant la période d'exploitation des éoliennes) ;

Considérant que selon les relevés de l'EIE, l'éolienne 5 -à moins de 200 m d'un petit bois avec plan d'eau - semble présenter un risque plus important d'impact sur les chiroptères, lequel pourrait être réduit à un seuil acceptable en présence d'une régulation efficace ;

Considérant qu'en résumé, si ce projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les espèces d'oiseaux et de chauves-souris (qu'elles soient ou non d'intérêt communautaire) de même que sur le Triton crêté, il convient de réduire au maximum l'impact résiduel sur les nombreuses espèces potentiellement présentes dans la zone moyennant la mise en place des mesures d'atténuation et des mesures de compensation reprises à l'EIE et évoquées ci-dessus (soit au total 12 ha de terres aménagées pour la faune agrière, 1200 m de plantation de haies d'essences indigènes et la revitalisation (curage) de 2 mares) ;

L'avis du DNF est favorable aux conditions suivantes :

1. Une régulation efficace par bridage de la machine 5 sera mise en place en paramétrant l'arrêt des éoliennes comme suit :

Du 1^{er} avril au 31 mai et du 1^{er} août au 31 octobre de chaque année :

- entre l'heure du coucher du soleil et l'heure du lever du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 8 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 6°C,
- en l'absence de pluie.

Du 1^{er} juin au 31 juillet de chaque année :

- pendant 6 heures après l'heure du coucher du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 10°C,
- en l'absence de pluie.

Le bridage devra être opérationnel avant la mise en fonctionnement de l'éolienne.

Ces conditions pourraient être revues en fonction des résultats de relevés en continu qui seraient menés (voir conditions requises dans la note de référence de la DGOARNE).

2. *Les mesures de compensation prévues au dossier mais revues pour être conformes au cahier des charges des mesures COA1 et COA2 de la note de référence de la DGOARNE devront être mises en œuvre au moins 6 mois avant la mise en fonctionnement du parc éolien, en concertation avec le service forestier, à savoir :*
 - mise en place des mesures de compensation COA1 et COA2 (selon strict cahier des charges du DEMNA !) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, ... et les parcelles OHEY/Haillot/D377a et b, 378a et b, D310, etc
 - plantation de 1200 m de haie d'essences indigènes en mélange (emprise de 5 m de large) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, etc
 - revitalisation (curage) des deux mares (parcelles OHEY/Haillot/ D408e et D377a) ;
3. *Un crapauduc sera créé en concertation avec le service forestier à hauteur de la petite mare lors de l'aménagement du nouveau chemin d'accès menant à l'éolienne 4 ;*
4. *Les autres recommandations de l'EIE (notamment travaux hors période sensible pour l'avifaune, gestion correcte des éventuelles plantes invasives, pieds d'éoliennes sans système de lumières automatiques, ...) seront également mises en œuvre avant le fonctionnement du parc." ;*

Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de la Ruralité et des Cours d'Eau - Direction du Développement rural de Wavre, envoyé le 26 avril 2013, rédigé comme suit :

" Avis d'implantation

Demande non agricole par un non agriculteur. Projet de création d'un site de 6 éoliennes, non conforme à la destination agricole de la zone. Ce parc de 6 mâts ne pourra être étendu et de ce fait ne rencontre pas les objectifs de concentrations des parcs. Au regard de l'examen du rapport d'incidences, il appert que les localisations proposées créent un ensemble relativement homogène en un arc linéaire. La majorité des implantations proposées ne se font

R07

pas à front de voiries existantes, ce qui implique la création en zone agricole active, de chemins privatifs sur près de 1,4km, l'élargissement de chemins privés existants sur 1,1km et de chemins vicinaux sur 1,8km. Le projet soustrait d'excellentes terres agricoles cultivées de manière définitive. De plus, des mesures de compensation sont prévues sur 12ha, plantation de haies vives sur 1,2 km ainsi que la revitalisation de mares existantes. Pour la production agricole, les revenus des exploitants et les contraintes d'exploitation, le projet a un impact agro-économique non négligeable.

Malheureusement toutes les implantations proposées ne s'appuient pas sur les blocs de cultures existants ce qui est tout à fait préjudiciable aux conditions d'exploitation. De même, le respect du sens des cultures doit impérativement être pris en compte afin de minimiser l'impact négatif sur l'exploitation agricole. Pour les éoliennes E5 et E6, il faut impérativement faire pivoter la zone empierrée afin de l'aligner avec le sens de culture. Les objectifs en regard de la zone agricole sont de limiter le morcellement du parcellaire agricole (en s'appuyant sur les limites des plages agricoles), de préserver la qualité agrologique des sols (particulièrement en cas de reprofilage des remblais in situ) et de participer à la structuration du paysage proche et éloigné. Pour l'E3, il faudra veiller à positionner le chemin d'accès en bordure du parcellaire afin que le chemin desserve les blocs mitoyens et que la MAE soit en bordure de la parcelle agricole. A condition d'un accord préalable des exploitants concernés, de réduire au maximum le morcellement des superficies cultivées, de respecter les engagements relatifs aux mesures agro-environnementales, de prendre en compte les remarques et suggestions émises et pour autant qu'un article de dérogation soit applicable : AVIS FAVORABLE

Avis technique

L'implantation du cheminement d'accès aux éoliennes se fera de manière à limiter au maximum le mitage de la zone, en respectant le niveau existant des terres. Les câbles seront enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles. Une attention particulière sera apportée aux écoulements naturels, au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles ainsi qu'à un état des lieux et à une remise en état des voiries agricoles après travaux.

AVIS FAVORABLE" ;

Vu l'avis favorable de l'Institut Belge des Postes et Télécommunications envoyé le 14 mars 2013, rédigé comme suit :

"Votre lettre susmentionnée a retenu toute mon attention et après examen du dossier de l'exploitant WINDVISION BELGIUM S.A., Interleuvenlaan 15 bte D - 3001 HEVERLEE, je vous informe que de l'étude d'incidences réalisée par l'IBPT sur les faisceaux hertziens autorisés, il ressort que le projet de parc situé à GESVES ne risque nullement d'interférer avec ceux-ci.

Seuls les faisceaux hertziens actuellement autorisés par l'IBPT sont pris en compte lors de l'étude de compatibilité réalisée par l'IBPT.

Les utilisateurs de faisceaux hertziens transmettent parfois des coordonnées géographiques erronées à l'IBPT. Ces données erronées sont alors reprises dans l'autorisation et ce sont ces données qui sont prises en compte pour les études de compatibilité réalisées par l'IBPT. L'utilisateur ayant fourni les données erronées, il ne respecte donc pas les caractéristiques reprises dans son autorisation. L'IBPT considère que cet utilisateur est responsable des conséquences éventuelles.

R87

Les gros utilisateurs de faisceaux hertziens disposent de bandes exclusives et ne notifient leurs liaisons à l'IBPT qu'environ une fois par an. Les études de compatibilité réalisées par l'IBPT ne prennent donc pas en compte les liaisons installées depuis la dernière notification de l'utilisateur.

De même si de nouvelles liaisons sont autorisées entre la demande d'examen et la construction des éoliennes, celles-ci n'auront pas été prises en compte lors de l'étude de compatibilité réalisée par l'IBPT." ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la RTBF - Direction des émetteurs, envoyé le 02 mai 2013, rédigé comme suit :

"Suite à votre demande, la RTBF attire votre attention sur le respect des coordonnées (qui ne peuvent en aucun cas être modifiées sans que nous soyons de nouveau consultés), ainsi que sur l'impact de ce projet sur son outil de diffusion.

Suite à une divergence des coordonnées entre celles fournies pour ce dossier à l'annexe 05 / Plan descriptif de l'établissement et celles reprises à l'annexe 15 / Formulaire d'obstacles, nous vous signalons que nous avons utilisé pour la présente étude les valeurs issues de l'annexe 05 / Plan descriptif de l'établissement.

Le futur parc éolien, dont le centre géographique est situé respectivement à 15,02 et 18,96 kilomètres de nos sites de La Sarte (Huy) et de Rivière (Profondeville), hypothéquera la réception hertzienne analogique et numérique dans des rayons de 10,00 kilomètres autour de chaque implantation individuelle. Les communes et localités de Solières, Bois Dame Aguisse, Perwez-Haillet, Haillet, Jallet, Filée, Goesnes, Liébois, Evelette, Ossogne, Flostoy, Borminville, Havelange, Frisée, Schaltin, Burèsse, Hamois, Achet, Emptinne, Natoye, Skeuvre, Florée, Gramptinne, Forges, Pourrain, Assesse, Gesves, Courrière, Faux-les-Tombes, Mozet, Goyet, Samson, Rouvroy, Andenne, Seilles, Groyenne, Sainte-Begge, Haltinne, Reppe, Spase, Sorée et Bouchaille notamment concernées par des perturbations de réception de nos programmes radio et TV.

D'autre part, je rappelle que la mission de Service public de la RTBF, telle que définie par le décret du 14 juillet 1997 portant son statut et par le Contrat de Gestion du 26 décembre 2012, lui impose d'assurer la couverture hertzienne, dans le respect du principe d'égalité des citoyens, de l'ensemble du territoire de toute la Communauté française. Toutes les perturbations éoliennes (analogiques) sont bien décrites dans la recommandation de l'Union Internationale des Radiocommunications (UIT) n°805 sur l'évaluation des dégradations de la réception de la télévision due aux éoliennes, reprise dans une note de l'Agence Nationale Française des Fréquences.

Avant de donner un éventuel accord sur le projet, la RTBF tient à s'assurer, s'il devait s'avérer que l'implantation de ces éoliennes devait provoquer des perturbations dans la diffusion et réception de ses émissions, que le gestionnaire du projet accepte de prendre en charge, à titre d'indemnisation du préjudice subi, l'ensemble des coûts consécutifs à une modification des caractéristiques techniques du site d'émission perturbé de la RTBF ou, au besoin, liés à l'installation ou au renforcement d'un autre site d'émission." ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la Direction Générale du Transport Aérien, envoyé le 18 avril 2013, rédigé comme suit :

"Suite à votre lettre avec références sous rubrique, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Direction générale Transport aérien (DGTA), en accord avec Belgocontrol et la Défense, n'émet pas d'objection (point de vue aéronautique) au sujet du projet d'implantation d'un parc de 6 éoliennes, d'une hauteur maximale de 150m AGL (au dessus du sol), à Gesves et Ohey,

Les coordonnées Lambert des éoliennes acceptées du projet sont :

X:	Y:
T1 : 201704,0	121759,0
T2 : 202098,0	122057,0
T3 : 202623,0	122413,0
T4 : 202915,0	122737,0
T5 : 203231,0	123141,0
T6 : 203531,0	123600,0

La zone d'implantation se trouvant dans une région de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes seront balisées de jour et de nuit comme décrit dans le paragraphe 7.3.2 de la Circulaire GDF03 (http://www.mobilit.belgium.be/fr/transport_aerien/circulaires/),

Afin de garantir la sécurité des vols pendant les travaux, si des grues ou d'autres moyens dont la hauteur est supérieure à 25 mètres AGL (au dessus du niveau du sol) sont utilisés, un balisage de nuit y sera appliqué par des feux de basse intensité type A (10 cd min.),

Au cas où le balisage ne serait pas placé, nous vous prions de bien vouloir considérer le présent avis comme étant négatif.

Nous vous invitons à prévenir par écrit, au plus tard 60 jours avant le début des travaux de construction, les instances reprises ci-dessous. Ce courrier précisera la date du début des travaux, de l'implantation de la construction, de la fin des travaux ainsi que du démontage éventuel de la construction avec mention de la position exacte des obstacles en coordonnées Lambert ainsi que la hauteur totale afin, si cela s'avère nécessaire, de modifier les cartes aériennes et d'informer le personnel navigant. De plus, le demandeur est prié de notifier toute information utile (placement de grues, ...) à temps via le fax COMOPSAIR Airspace Control Ops au 02/701.72.66 (et MDC au 02/752.42.01).

- la Direction générale Transport aérien (M. Kris Clarysse avec mention des LA/A-POR/BDC/13-0642, dossier WT987) ;
- la Défense (Major Frédéric Rouffé avec mention des références suivantes : MITS : 13-00162860, dossier 30/1206-1) ;
- Belgocontrol (M. Johan Caroen avec mention des références suivantes : O/AIM/U/Wind-241/13-0225).

Les installations à énergie éolienne doivent être équipées d'un système d'alarme automatique qui avertit une centrale en cas de pannes (lampe défectueuse, rupture de courant,...). Les pannes doivent être immédiatement communiquées au «Military Detachment for Coordination» (02/752.44.52). Le balisage lumineux doit être réparé et son

R87

fonctionnement correct rétabli dans les 48 heures. En cas de panne grave, un rapport détaillé journalier doit être transmis à ce service.

Une réponse positive n'est pas garantie en cas d'une demande éventuelle pour agrandir le parc à cet endroit. Cet avis est valable pour 2 ans pour autant que les critères appliqués pour son émission restent inchangés." ;

Vu l'avis favorable du Service Technique Provincial, envoyé le 25 mars 2013, rédigé comme suit :

"Après examen de ce dossier, j'ai le plaisir de vous informer que je n'ai aucune remarque à formuler.

En conséquence, au point de vue voirie, j'émetts un avis favorable."

Vu la demande d'avis à la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie – Département de l'énergie et du Bâtiment Durable, en date du 05 mars 2013, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis réputé favorable ;

Considérant que, en application de l'article 95, § 4, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée au demandeur et aux communes par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 22 juillet 2013 ;

Vu l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance, pris le 16 août 2013 et notifié le même jour dans le délai légal prescrit, refusant à la S.A. WINDVISION BELGIUM - Interleuvenlaan n° 15 bte D à 3001 HEVERLEE - un permis unique pour construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3,4 MW dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES ;

Recours contre la décision de 1^{ère} instance

Considérant que le demandeur du permis a introduit un recours contre l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué ayant instruit la demande de permis unique en première instance refusant ledit permis et ce, afin de tendre à l'obtention du permis sollicité ;

Considérant que le recours introduit par le demandeur l'a été dans les forme et délai prescrits; que le recours est par conséquent déclaré recevable ;

Description du projet et situation

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3,4 MW sur le territoire de Gesves (3 machines) et Ohey (3 machines); que les parcs éoliens construits ou en projet sont situés à plus de 10 km du site d'implantation (parcs éoliens de Pessoux et Sovet à Ciney, parc de Dinant/Yvoir) ;

Considérant que le projet fait suite à une précédente demande relative à l'implantation et l'exploitation de 12 éoliennes, refusée en date du 11 juillet 2007 par les fonctionnaires technique et délégué ; que ce refus a été confirmé par arrêté ministériel en date du 24 décembre 2007 ; que le motif principal du refus était l'absence d'avis favorables des Conseils communaux en ce qui concerne les modifications de voiries communales ;

Considérant que le projet tel que présenté présente une diminution conséquente du nombre d'éoliennes projetées et l'absence de modifications de voiries communales ;

Considérant que les 6 éoliennes en projet se situent en zone agricole au plan de secteur ;

Considérant que l'étude d'incidences a envisagé 4 types d'éoliennes, à savoir les modèles Enercon E92, REpower MM100, REpower 3.2MW et REpower 3.4MW; que la puissance maximale pour l'ensemble du parc varie entre 12 MW et 20.4 MW; que les éoliennes projetées ont une hauteur maximale de 150 mètres;

Considérant que la cabine de tête sera installée à côté d'un hangar agricole, en bordure d'un chemin privé permettant l'accès aux éoliennes 3 et 4; qu'un câble souterrain acheminera le courant jusqu'au poste de raccordement de Florée situé à ± 3.9 km ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 40.10.01.01.02, Classe 2:

Production d'électricité : transformateur statique relié à une installation électrique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVa ;

N° 40.10.01.04.03, Classe 1:

Production d'électricité : éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électriques ;

Autorité compétente et politique énergétique

Considérant d'une part que le projet est situé sur deux communes à savoir les communes de Gesves pour 3 éoliennes et de Ohey pour 3 éoliennes ;

Considérant d'autre part que le projet relève de l'utilité publique ; que le Conseil européen a, en mars 2007, fixé pour l'Union européenne les objectifs suivants :

- 20% de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 (objectif 2012: 8%) par rapport à 1990 (et 30% pour autant que lors des négociations internationales d'autres pays acceptent de fournir un effort suffisant) ; 15% pour la Belgique ;
- une économie de 20 % de la consommation énergétique de l'UE par rapport aux projections pour l'année 2020, telles qu'elles sont estimées dans le Livre vert de la Commission sur l'efficacité énergétique ; 20% pour la Belgique ;
- 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale de l'UE d'ici 2020 (aujourd'hui : 8,5%); 13% pour la Belgique ;
- Dans ces 20% d'énergies renouvelables, un minimum de 10% de biocarburants dans la consommation totale d'essence et de gasoil destinés au transport au sein de l'UE, d'ici 2020 dans tous les États membres de l'UE, et ce à un coût raisonnable.

Considérant que, compte tenu de la répartition institutionnelle des compétences, la Région wallonne peut envisager de fixer des objectifs chiffrés dans plusieurs domaines liés au « Paquet Energie-Climat » de l'Union européenne, et singulièrement en matière d'énergie :

- les économies d'énergie (efficacité énergétique et réduction de la demande);
- le développement des énergies renouvelables (y compris les biocarburants);

Considérant que l'atteinte de ces objectifs passe donc notamment par le développement de la filière éolienne, on-shore et off-shore, estimée comme fiable et éprouvée ;

Considérant que l'article 127, § 1^{er}, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie est d'application; que, en conséquence, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué étaient l'autorité compétente pour connaître de la demande de permis unique en première instance ;

Consultation du public

Considérant que ce projet a fait l'objet d'une consultation du public avant l'introduction de la demande de permis, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre Ier du Code de l'environnement ;

Considérant que la réunion d'information préalable à l'EIE s'est déroulée, conformément aux prescriptions du Livre Ier du Code de l'Environnement, le 07 février 2012 à la salle des fêtes de l'Administration communale de Gesves;

Considérant le procès-verbal de cette réunion, établi par la Commune de Gesves;

Considérant que l'auteur de l'étude d'incidences sur l'environnement a tenu compte des différentes réclamations émises au cours de cette phase de consultation ;

Considérant l'avis favorable du CWEDD duquel il ressort que l'étude d'incidences est de bonne qualité ;

Demande et complément d'étude d'incidences

Considérant que la demande de permis initiale a été introduite en date du 7 février 2013, accompagnée d'une étude d'incidences sur l'environnement dont la version finale est datée du 28 janvier 2013 ;

Considérant que l'étude d'incidences sur l'environnement accompagnant la demande de permis avait été réalisée en appliquant la norme hollandaise; que les conditions générales susmentionnées, et désormais les seules applicables, sont plus restrictives que la norme hollandaise et fixent inconditionnellement les immissions sonores maximales à 40 dB(A) la nuit quelle que soit la vitesse du vent ;

Considérant que postérieurement à l'introduction de la demande relative au présent projet, le 21 février 2013, en son arrêt n° 222.592 (arrêt "Dumont"), le Conseil d'Etat a invalidé l'utilisation en Wallonie d'une norme hollandaise relative aux immissions sonores des éoliennes ; que cette norme, reprise dans le Cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Région wallonne de 2002, n'avait pas de légitimité légale en Belgique ;

Considérant, dès lors, que le Conseil d'Etat a immédiatement invalidé son utilisation et confirmé comme seule norme légale applicable l'arrêté du 4 juillet 2002 du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement qui fixent inconditionnellement les immissions sonores maximales à 40 dB(A) la nuit quelle que soit la vitesse du vent ;

Considérant que l'instruction de la demande de permis en première instance a abouti au refus du permis sollicité; que ce refus s'appuyait essentiellement sur la problématique du respect des normes de bruit actuellement en vigueur et sur la diminution du productible maximum du parc eu égard au nécessaire bridage de certaines éoliennes ;

R01

Considérant que le respect de cette valeur, plus basse que la valeur initialement prise en considération, nécessite inévitablement, dans tous les projets, le bridage d'une ou plusieurs éoliennes, affectant dès lors à la baisse le productible initialement espéré du parc ;

Considérant, dans cette nouvelle approche du projet, qu'il convient de réétudier tant la possibilité de respecter les normes de bruit que la valeur du productible attendu, dans la mesure où cette dernière donnée peut, de loin, se révéler la plus importante pour déterminer si les inconvénients liés à l'implantation du parc éolien peuvent être admis au regard du bénéfice énergétique et environnemental espéré ;

Considérant que ces données faisant partie intégrante de l'étude d'incidences sur l'environnement devaient donc, pour acquérir un caractère légal et officiel dans la procédure en cours, être portées à la connaissance du public, conformément aux dispositions des articles D.29-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Considérant que le complément d'étude d'incidences sur l'environnement et son résumé non technique traitent des émissions sonores, du bridage de certaines machines et de l'impact de celui-ci sur la production électrique du parc ;

Considérant que le complément contient des annexes techniques en anglais qui proviennent des constructeurs d'éoliennes et qui renseignent sur les niveaux d'émissions sonores des éoliennes et sur leurs courbes de puissance électrique ;

Considérant que le complément d'étude reprend les données pertinentes de la documentation technique qui sont présentées de manière la plus lisible possible pour le lecteur ; qu'il n'y a pas lieu de traduire les documents techniques dès lors que ceux-ci sont rendus accessibles au public par l'intermédiaire de l'étude d'incidences et de son résumé non technique ;

Considérant que le Cwedd, dans son avis du 29 octobre 2013, a jugé que la qualité du complément d'étude d'incidences était bonne et a remis un avis favorable sur l'opportunité du projet ;

Considérant, pour ce faire, qu'une enquête publique portant sur un complément d'EIE relatif aux nuisances sonores et au productible a donc été organisée dans chaque commune concernée par le projet, à savoir, GESVES, OHEY, HAVELANGE et ASSESSE pendant l'instruction du présent recours; que concomitamment, les instances d'avis concernées par les modifications soumises à enquête publique ont été à nouveau interrogées ;

Enquêtes publiques

Considérant que le complément d'étude d'incidences a été soumis à enquête publique entre le 11 octobre et le 22 novembre 2013 ; qu'outre les thèmes déjà abordés lors de la première enquête publique, les observations portent sur les éléments suivants :

- le fondement légal du complément d'étude d'incidences et sa pertinence ;
- le contexte dans lequel la deuxième enquête publique a été réalisée et les

Rq

- intentions prêtées à Windvision pour soumettre le projet à nouveau à enquête publique ;
- la qualité « juge » et « partie » du déclarant en qui concerne le bruit impulsif et tonal ;
 - la validité des niveaux acoustiques annoncés par le fabricant.
 - les engagements du demandeur suite aux recommandations de l'auteur d'étude d'incidences ;
 - l'« obscurantisme » de l'étude d'incidences complémentaire, l'opacité des calculs et simulations et son manque de sérieux par rapport à l'EIE
 - les différences qui apparaissent dans les productions entre l'EIE et son complément.

Considérant que les réclamations portant sur le réchauffement climatique, la politique énergétique de la Wallonie, l'emploi, l'économie locale et régionale, l'octroi des certificats verts, la politique énergétique des autres pays, la dévaluation des biens et des terrains avoisinants ou l'absence de dédommagement sortent du cadre de la législation relative au permis d'environnement ;

Considérant par ailleurs que l'association Vent de Raison a fourni une contre-étude avec des résultats contradictoires ; que l'étude précitée n'a pas été réalisée par un bureau d'étude d'incidences agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Considérant que dans une affaire dont le Conseil d'Etat a eu à connaître (arrêt n° 218.066 du 26 février 2012), le demandeur (à qui le permis avait été refusé) reprochait au Ministre de ne pas avoir pris en compte les résultats d'un rapport technique fourni par ledit demandeur et rédigé par un géomètre-expert (il s'agissait d'un problème de zone inondable), ce rapport contredisant, selon le demandeur, l'avis de l'administration sur le caractère inondable de la zone ; que le Conseil d'Etat a rejeté l'argument de la manière suivante :

« Considérant que l'obligation de motivation formelle qui s'impose à l'autorité n'implique nullement une réponse détaillée à tous les éléments du dossier de demande de permis, pourvu qu'apparaissent dans l'acte les considérations de droit et de fait servant de fondement à la décision ; qu'en l'espèce, la décision attaquée est suffisamment motivée dès lors que, d'une part, la partie adverse a indiqué les raisons pour lesquelles elle estime que la zone dans son ensemble présente un caractère inondable et qu'il y a en conséquence lieu de refuser le permis d'environnement et, d'autre part, que ces raisons ne sont pas erronées en fait ; qu'il n'est pas requis qu'elle justifie plus avant les motifs pour lesquels elle fait ou non siennes les conclusions finales du rapport du conseil technique (...) ; qu'exiger davantage de précisions reviendrait à obliger l'autorité administrative à fournir les motifs des motifs qu'elle a retenus pour justifier sa décision ; » ;

Considérant que sous réserve que la contre-étude d'incidences mette en lumière des erreurs de fait, le Ministre n'a pas à « surargumenter » point par point pourquoi les conclusions de l'EIE sont plus pertinentes que celles de la contre-étude (ce qui reviendrait à devoir donner des « motifs de motifs ») mais qu'il lui suffit de faire reposer sa décision sur les conclusions de l'EIE que, de la sorte, il s'approprie (en mettant également en

évidence que l'EIE présente des garanties de qualité scientifique - agrément des auteurs et contrôle de la qualité par le CWEDD) - et d'impartialité que ne présente pas nécessairement la contre-étude) ;

Avis

Vu l'avis défavorable de Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de GESVES sur recours, envoyé le 18 octobre 2013, rédigé comme suit :

"Vu la demande de permis unique de la SA WINDVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant :

Construire et exploiter un parc de 6 éoliennes et une cabine de tête, ayant comme caractéristiques : 40.10.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kV A 40.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW sur un terrain situé Campagne de Borsu à Gesves et se prolongeant sur la commune d'Ohey ;

Attendu que dans le cadre du recours introduit par Windvision (demandeur) contre le refus de permis publié par les fonctionnaires délégué et technique, le fonctionnaire technique souhaite un avis de la CCATM de Gesves sur le complément d'étude sur les émissions sonores, les questions de bridage de certaines éoliennes prévues au plan ;

Considérant qu'une partie du document traite de données en anglais technique et spécialisé, que tous les membres de la CCATM ne sont pas nécessairement bilingues ; qu'il aurait eu lieu de favoriser une traduction de ce type de documentation très technique ;

Considérant qu'un avis ne peut être remis qu'en connaissance de cause ; que l'information transmise peut se révéler incomplète ;

Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;

Considérant que le projet est situé en aire agricole ouverte "à maintenir au schéma de structure ;

Considérant que le projet est situé en aire de paysage ouvert au règlement d'urbanisme ;

Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Houte ;

Considérant que le projet déroge à la zone du plan de secteur et s'écarte des options du RCU et du SSC ;

Vu l'avis défavorable de la CCATM approuvé le 23/04/13 sur base notamment de l'impact négatif sur un paysage local typiquement condrusien et les risques de rupture d'échelle importante dans un environnement patrimonial chargé ;

Considérant l'évocation des nuisances sonores largement sous-estimées ; que le bridage des 3 éoliennes en heure de nuit témoigne de cette problématique ; qu'on ne peut qu'appliquer le principe de précaution vis-à-vis de cette demande d'implantation ;

Avis de la CCATM de Gesves au sujet de l'étude d'incidences complémentaire de la demande de permis éolien Windvision sur Gesves-Ohey

Considérant que

- La procédure de demande de permis unique est régie par les dispositions du chapitre 11 du décret du 11mars 1999 relatif au permis d'environnement.*

R07

- que son article 86. § 1^{er} . précise :

"Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué envoient au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, dans un délai de vingt jours à dater du jour où le fonctionnaire technique reçoit la demande conformément à l'article 84"

ce qui fut fait pour la demande de Windvision dans les délais prévus

- *qu'aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance. Signalons que la procédure générale en son article 93 §3 n'envisage les modifications éventuelles à la demande de permis et leur complément d'étude d'incidences que préalablement à la décision de l'autorité compétente.*
- *que le 14 août 2013 l'arrêté de décision des fonctionnaires délégué et technique refuse la demande de permis et que le demandeur (Windvision) introduit un recours conformément aux dispositions de la Section 4 du chapitre précité.*
- *que l'article 95, §6, 30 du décret sur le permis d'environnement dispose que le gouvernement wallon détermine*

« les modalités d'instruction du recours, d'établissement du rapport de synthèse, les instances devant être consultées et les délais endéans lesquels les avis sont émis... »

- *que ces modalités ont été explicitées par l'AGW du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et notamment par l'article 52 qui dispose*

"Les Administrations de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme compétentes sur recours sollicitent l'avis des administrations et autorités qu'elles jugent nécessaires de consulter".

- *qu'aucune disposition n'autorise l'autorité compétente sur recours de prescrire au demandeur un complément d'EIE ou d'en accepter un en provenance du demandeur. Il convient de remarquer que la procédure de recours n'est pas contradictoire et n'autorise nullement le demandeur d'intervenir pendant l'instruction de ce recours.*

La CCATM estime que :

Cette EIE complémentaire n'a pas de raison d'être pour les raisons suivantes :

- *elle ne concerne aucune modification à la demande de permis, ni en ce qui concerne les types d'éoliennes envisageables ni en ce qui concerne leur emplacement, ni en ce qui concerne la taille ou le statut juridique des zones de compensation proposées ;*
- *la motivation qu'énonce l'auteur de l'EIE complémentaire (p 1) manque de sérieux en ce qu'elle fait appel à une jurisprudence récente du Conseil d'Etat (CE 222.592 du 21/02/13 Dumont et co) susceptible d'interférer avec le cadre réglementaire (seules les normes de l'AGW 2002 sont d'application, pas la norme hollandaise), alors que rien n'empêchait Windvision de proposer lors de l'instruction de la demande de permis en première instance de revoir sa demande comme l'y autorisent les dispositions de l'article 93 §3 du décret sur le permis d'environnement pour autant que cette demande de modification munie de son EIE complémentaire soit*

R87

introduite avant la date de la décision. Comme cette date de la décision est le 14/08/13 et que l'arrêt DUMONT du CE date du 21/02/13, Windvision avait tout le loisir de proposer des modifications à sa demande entre le 21/02/13 et le 14/08/13, notamment en ce qui concerne une proposition de révision du programme de bridage pour se conformer à la jurisprudence du CE (l'arrêt Dumont) ;

- qu'en ce qui concerne l'examen du bruit à l'immission, il convient de remarquer que l'EIE complémentaire rejette sans motivation avis médical- dûment autorisé l'épineux problème de l'émergence qui touchera plusieurs familles riveraines étant donné le caractère particulièrement calme de l'environnement acoustique tant diurne que nocturne, que les niveaux sonores prévus habituellement par les conditions particulières et inspirées du cadre de référence 2002 éolien ne sont pas compatibles avec la norme de 30 dB préconisée par l'OMS (voir cadre de référence 2013 éolien).
- que le complément d'étude d'incidences n'a donc aucune raison d'être.

La CCATM de Gesves décide

- de rejeter l'étude d'incidences complémentaire pour manquement de base légale
- de s'en tenir à l'arrêté des fonctionnaires délégué et technique du 14 août 2013 arrêtant que le dépassement des normes de bruit, la nécessité de bridages multiples et la détérioration du productible de l'établissement justifient amplement le maintien du refus sur recours

AVIS de la CCATM : AVIS DEFAVORABLE" ;

Vu l'avis défavorable de Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité de OHEY sur recours, envoyé le 08 novembre 2013, rédigé comme suit :

"Objet : Construction et exploitation d'un parc de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête

Vu la demande de permis unique introduite par WINDVISION S.A. - Interleuvenlaan, 15D à 3001

Heverlée relative à la construction et l'exploitation d'un parc éolien de 6 éoliennes d'une capacité individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et d'une cabine de tête, sis campagne de Borsu à 5340 GESVES et 5350 OHEY et cadastré 6e division, OHEY, Section E N° 120 C -1208 -32C -35M -32D -328 -100 -137H -32E -134A -116 et 2e division GESVES section D13A- 57 L-118P2 -124W -180K-1108 -118E2 -118C2 -11882-118A2 -118V -118X -118Y -124P2 -124H2 -124G2 -124K2 -124L2 -124M2 -124T2 -12452

Vu la demande d'avis sur recours : article 52 de l'AGW du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement reçue à la CCATM en date du 01 octobre 2013 ;

Attendu que le projet présenté a été soumis à enquête publique dans le cadre d'un recours : articles D.29-7 à D.29-19 et R.41-6 du Livre Ier du Code de l'environnement : complément d'enquête ;

Attendu que le projet a été soumis à enquête publique dans le cadre d'un recours du 23 octobre 2013 au 22 novembre 2013 ;

Attendu que le document d'information complémentaire daté du 09/09/2013 s'inscrit dans le cadre du recours introduit par Windvision Belgium s.a. contre la décision des

R87

Fonctionnaires technique et délégué de refuser le permis unique de classe 1 visant l'implantation et l'exploitation de six éoliennes sur les territoires communaux de Gesves et Ohey ;

Attendu qu'en raison d'un récent arrêt du Conseil d'Etat relatif à un autre projet éolien ('Arrêt Dumont') et de l'avis du DNF en cours d'instruction conditionnant l'octroi du permis à un bridage en faveur des chiroptères, Windvision a demandé à CSD Ingénieurs d'apporter des informations complémentaires à son étude d'incidences sur l'environnement sur :

Une interprétation complémentaire des modélisations acoustiques de l'étude d'incidences du 28/01/2013, y compris une estimation des pertes de production liées aux bridages acoustiques recommandés ;

Une estimation des pertes de production liées à la mise en place d'un bridage de l'éolienne 5 en faveur des chiroptères, selon le paramétrage précisé par le DNF dans son avis du 06/05/2013.

Après en avoir délibéré ;

Emet un avis défavorable sur le projet tel que présenté étant donné que l'enquête complémentaire du projet de Windvision n'est pas de nature à modifier l'avis défavorable remis lors de la séance du 17 avril 2013 pour les motifs suivants :

- Non prise en compte du parc à conteneur et de son activité. En outre, l'éolienne n°6 a été déplacée vers le nord ;
- L'éolienne n°6 est plus proche des habitations rue de Gesves du fait de son déplacement ;
- Nuisances sonores la nuit (émergence de +/- 7 dB) ;
- Le projet est un élément perturbateur dans le paysage même s'il est parallèle aux lignes de force du paysage (tiges et chavées) ;
- L'étude d'incidences environnementales n'a pas tenu compte du chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey) ;
- Impact visuel des flashes lumineux." ;

Vu l'avis favorable du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable (CWEDD) sur recours, envoyé le 29 octobre 2013, rédigé comme suit :

"L'étude d'incidences a été complétée par :

- un complément à l'étude acoustique, basé sur l'AGW du 04/07/2002 ;
- une estimation de la perte de production liée au bridage acoustique ;
- une estimation de la perte de production liée au bridage pour l'éolienne 5 en faveur des chiroptères.

Au regard de ces nouvelles informations, le CWEDD réitère son avis 13/AV.402 du 25/03/2013 dans son intégralité (en italique), estimant que l'avis d'opportunité reste valable et que l'avis sur la qualité de l'étude d'incidences vaut également pour le complément d'information apporté aujourd'hui.

[...]" ;

Vu l'avis favorable sous conditions de Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de la Ruralité et des Cours d'Eau – Direction du développement rural de Wavre sur recours, envoyé le 24 octobre 2013, rédigé comme suit :

"Avis d'implantation

Nous confirmons notre avis favorable n°13105. [...];

Avis technique

[...];

Vu l'avis favorable de la DGTA sur recours en date du 06 novembre 2013 remplaçant l'avis précédent du 12 avril 2013 (réf: LA/A-POR/BDC/13-0642), lequel fait suite à l'erreur de coordonnées de l'éolienne n°5 dans le formulaire 15 de la demande de permis ;

Vu l'avis défavorable de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit sur recours, envoyé hors délai ;

Vu l'avis favorable de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie – Département de l'Energie du Bâtiment Durable - Energie & Bâtiment Durable, envoyé hors délai;

Considérant que l'attestation certifiant l'affichage, la preuve de la notification de la décision ont été transmis au fonctionnaire technique compétent sur recours ;

Considérant que, en application de l'article 95, § 4, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée au requérant, au demandeur et au Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 18 novembre 2013 ; que cette prolongation était nécessaire à la clôture des enquêtes publiques qui ont été organisées pendant l'instruction du présent recours ;

Vu le rapport de synthèse transmis au Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité ;

Considérant que, dans le cadre du présent recours, le fonctionnaire délégué sur recours relève notamment les éléments urbanistiques et paysagers suivants :

1. Observations générales concernant le projet :

- *Avec 6 machines, le parc peut être considéré comme conforme au regard du cadre de référence qui vise entre autre à maximaliser le potentiel éolien d'un site ;*
- *Les accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production*

R07

d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien de chaque site de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;

- Conformément aux accords du gouvernement wallon, le cadre de référence actuel devrait se muer en décret dans le courant 2013. Le nouveau dispositif devrait reposer sur l'élaboration d'une cartographie des sites offrant le meilleur potentiel de production. Dans l'attente de ce nouveau dispositif, il n'y a pas lieu d'établir un moratoire sur le développement éolien, et les critères de décision et d'instruction qui étaient utilisés jusqu'à ce jour, restent d'application ;

2. Observations paysagères :

Généralités :

- Les accords du Gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » et entraîneront également une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable ; des effets d'encerclement de certains hameaux ou villages et des effets de co-visibilité seront inéluctables sans pour cela les considérer comme inacceptables ;
- La répartition du productible adéquat à l'éolien « on-shore » sur certaines parties du territoire wallon entraînera une pression paysagère et une modification du cadre de vie indéniable sur ces parties du territoire wallon qui présentent un bon potentiel venteux ;
- L'intrusion visuelle des éoliennes dans un paysage demeure un des impacts « environnementaux » principaux qui reste difficilement quantifiable et dont l'impact sera ressenti différemment selon les sensibilités et subjectivités de chacun face à un paysage ou aux éoliennes elles-mêmes. Elles constitueront une rupture d'échelle et un écrasement pour les uns et un point de repère et un élancement pour les autres, ou encore, une perturbation d'un paysage existant pour les « anciens » et un élément constitutif des paysages du futur plus coutumier pour les générations les plus jeunes et à venir ; [...]
- Les éoliennes, par leur langage architectural élancé, le faible encombrement au sol qu'elles représentent et les distances qui les séparent, ne « ferment » pas les vues longues même si elles en modifient très sensiblement les notions de profondeur ;
- Dans la zone comprise entre 0 et 450 mètres, les éoliennes sont situées dans la zone d'intrusion visuelle. Dans cette zone, les éoliennes occupent plus d'espace que le champ de vision humain statique et l'observateur doit lever la tête pour voir une éolienne en entier. Dans cette zone, le gabarit des éoliennes est supérieur à la plupart des échelles de référence visuelle connues (arbre, maison, église, pylône GSM, pylône de ligne électrique haute tension,...). L'observateur peut éprouver un sentiment de disproportion, d'écrasement par rapport aux éoliennes, une gêne visuelle. L'impact visuel y est très important ;
- Dans la zone comprise entre 450 mètres et 2 kilomètres, zone d'influence visuelle, les éoliennes occupent la majeure partie du champ visuel humain. Les éoliennes les plus proches situées dans l'avant-plan de l'observateur sont dominantes dans le paysage. L'impact visuel y

est important. Dans cette zone, les éoliennes sont des éléments dominants du paysage, pouvant provoquer un inconfort visuel. Elles constituent un changement important du cadre de vie et peuvent diminuer sa qualité paysagère et visuelle. Il est à préciser que dans cette même zone, les sensations de dominance ou d'inconfort diminuent relativement rapidement avec la distance tout en considérant que les incidences paysagères restent importantes ;

- Au-delà de 2 km, les éoliennes sont présentes dans le paysage, elles pourront être visibles mais leur impact visuel sera moindre que dans la zone d'influence visuelle. Dans cette zone, les éoliennes ont un impact visuel qui diminue avec la distance. Il passe d'important à 2 km à faible à environ 4 km ;
- Le périmètre d'étude immédiat qui englobe les zones situées à moins de 1 km des éoliennes. Au sein de ce périmètre, l'effet de surplomb exercé par des structures verticales d'une hauteur de 150 m sera particulièrement important et se traduira par un angle de perception visuelle égal ou supérieur à 9° en terrain plat ;
- Le périmètre d'étude rapproché qui comprend les zones situées entre 1 et 5 km des éoliennes. Au sein de cette zone, les éoliennes exerceront toujours un caractère dominant dans le paysage en raison de leur hauteur et de leur caractère dynamique. Cet effet dominant se traduit par un angle de perception visuelle comprise entre 2 et 9° (en terrain plat) ;
- Le périmètre d'étude lointain qui s'étend théoriquement jusqu'à la distance de visibilité maximale des éoliennes. Cette distance varie en fonction des conditions topographiques et météorologiques, des éoliennes de 150 m de hauteur pouvant être visibles jusqu'à des distances de 25 ou 30 km par ciel serein et atmosphère dégagée. Au-delà d'une distance de 5 km, l'impact visuel est considérablement réduit et les éoliennes, malgré leur gabarit, participent passivement à la lecture du paysage et occupent une partie très limitée du champ de vision ;
- La maximalisation de l'exploitation du gisement éolien élevé d'une région ou d'une partie d'une région de Wallonie, rendue nécessaire en vue d'atteindre les objectifs de 3800 Gigawatt/Heure que s'est fixé le Gouvernement wallon, ainsi que les orientations actuelles des inter-distances « acceptées » entre deux parcs et pressenties au travers des diverses déclarations et permis autorisés (tendant vers 5 kilomètres (4 à 6 km)) occasionneront inévitablement des effets de co-visibilité entre les parcs et d'encerclements sporadiques de certains hameaux, villages, ou villes ;
- Les co-visibilités de parcs éoliens seront inéluctables dans les grands « openfields » bien ventés des plateaux limoneux hennuyers Brabançons et Hesbignons, comme en attestent déjà les co-visibilités entre les parcs existants dans ces régions ;
- Les éoliennes ne constituent pas un acte irréversible au niveau du paysage, après démantèlement des machines, un paysage ne portera quasiment plus de traces voire pas de traces du tout de la présence d'un ancien parc éolien.

Paysage existant :

- A l'échelle régionale, le site du projet se localise au centre du grand ensemble paysager du moyen plateau condrusien. L'ensemble mosan commence à 7-8 km au nord ;

- *Le projet se situe en Condroz, à l'interface entre le « vrai Condroz » et l'Ardenne condrusienne en pays sambro-mosan ;*
- *Le plateau condrusien possède un relief particulier lié aux différences de résistance à l'érosion des roches sous-jacentes. Il est caractérisé par une alternance de crêtes gréseuses (tiges) et de dépressions creusées dans les calcaires (chavées) ;*
- *La nature des sols, essentiellement, a défini un paysage particulier où se dessine, au sein d'un relief ondulé, des damiers de cultures intensives et de petits bois feuillus ;*
- *L'occupation du sol du périmètre du projet est dominée par les surfaces agricoles, dont la grande majorité de parcelles dédiées à la culture intensive. Le plateau est ponctué çà et là de petits plans d'eau souvent bordés de quelques grands feuillus. Ces minuscules bosquets constituent les seuls éléments arborés.*
- *L'aire du plateau agricole de Gesves-Ohey, présente la succession caractéristique de tiges et de chavées, à l'écart de l'action érosive des principaux cours d'eau ;*
- *Du sommet des tiges, les horizons sont souvent formés par le tige suivant. En contrebas, lorsqu'elle suit l'axe du relief, la vue s'échappe à longue distance dans la chavée. Les ondulations du relief sont régulières, aux chavées souvent très larges ;*
- *Entre Sorée et Space, la chavée atteint la largeur exceptionnelle de trois kilomètres. Les villages se répartissent sur le sommet des tiges, préservant ainsi l'espace central fertile ;*
- *Le paysage local ne présente de qualité paysagère particulière en lui-même, il est néanmoins bordé de nombreux PIP, et de plusieurs PVR et LVR ;*
- *La géomorphologie imprime clairement des lignes de forces principales orientées Sud-Ouest/Nord-Est selon l'axe des tiges et chavées ;*
- *Les vues sont soit larges et dégagées lorsque l'on se trouve sur le sommet des tiges, mais toutefois limitées à l'horizon par le tige suivant et les bois qui en occupent le sommet ;*
- *Les points d'appel sont maintenant, par des bâtiments de qualité, le clocher de l'église, le Bois Saint-Jean ainsi que les deux arbres isolés situés sur une hauteur ; du côté de Ohey et Sorée : la ferme de Borsu, le château de Wallay, l'ancien couvent de Francesse et le clocher de l'église d'Ohey ;*
- *Les éléments dégradant du paysage, de nombreux hangars de fermes, l'antenne GSM et les silos de la route N921, mais ces différents éléments sont en général vite absorbés par les obstacles du paysage, ce qui ne sera pas le cas des éoliennes qui présentent une incidence paysagère verticale sans commune mesure ;*
- *Le projet s'implante dans une zone qui est reprise à l'Atlas des Paysages Wallons comme l'une des 4 représentatives du Condroz, le Gouvernement wallon n'a toutefois pas considéré que ce site méritait une protection particulière.*

Configuration spatiale du projet :

R87

- Le projet consiste en la construction d'un parc éolien sur le territoire des communes de Gesves et Ohey.
- Le projet se situe à 260 mètres d'altitude et comprend 6 éoliennes de 2 à 3,4 MW chacune, disposée en une rangée orientée sud-ouest/nord-est suivant les lignes du relief condrusien ;
- La composition paysagère intrinsèque du parc est constituée d'un alignement très légèrement courbe de six aérogénérateurs ;
- La disposition dans l'axe des vents dominants a pour conséquence d'augmenter l'angle d'occupation du champ visuel ;
- L'implantation des éoliennes est constituée d'un alignement de six machines dont les inter-distances sont sous la norme habituelle ce qui a pour conséquence de réduire très légèrement l'emprise visuelle de l'angle horizontal de perception du parc ;
- Du point de vue paysager, l'implantation du parc est proposée au creux d'une chavée : si l'on note à proximité la présence des exploitations agricoles intensives de Space, ou l'implantation de quelques bâtiments agricoles peu intégrés aux harmonies paysagères existantes, il est nécessaire de tenir compte d'un environnement global qui demeure agréable ;
- L'implantation d'éoliennes en Condroz présente peu d'alternative par rapport à un relief caractéristique de succession de tiges et chavées, qui imposent presque inéluctablement des alignements parallèles aux lignes de force du relief ;
- L'analyse des contraintes locales s'exerçant sur le site du projet de Gesves-Ohey et du contexte paysager particulier du Condroz, montre qu'il n'y a pas vraiment d'alternative intéressante à la disposition linéaire et parallèle aux tiges proposée par Windvision ;
- L'implantation du parc au creux d'une chavée n'est pas la disposition idéale. Les éoliennes seront régulièrement perçues de manière tronquée et l'ancrage des pieds au sol sera souvent peu perceptible ce qui rend la lisibilité du parc très aléatoire ce qu'admet l'auteur de l'étude des incidences ;
- L'imposante hauteur des mâts va submerger et réduire visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et de chavées dont les dénivelées sont moindres que les dimensions imposées par les éoliennes ;
- L'implantation en ligne dans un axe sud-ouest nord-est laissera apparaître des superpositions de rotors avec un effet de « hachoir » pour les vues depuis ces orientations cardinales.
- Par rapport au précédent projet refusé le parc a été réduit de moitié, ce qui réduit sensiblement ses impacts paysagers par la pression sur le paysage local, tout en éloignant les éoliennes des zones d'habitat.

Périmètres d'intérêt paysager :

R09

- *Le projet de parc ne s'implante pas au sein ou en limite d'un périmètre d'intérêt paysager du plan de secteur ;*
- *L'éolienne n°6 du projet s'implante à environ 150 mètres d'un grand périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur ;*
- *Le travail de l'ADESA sur les PIP et les PVR et LVR n'est pas encore disponible pour cette partie du Condroz, il n'est donc pas possible de dire si le projet s'implante au sein d'un PIP ADESA ;*
- *Le site d'implantation du projet est encerclé de zones d'intérêt paysager au nord-est et de périmètres d'intérêt visuel au sud-ouest. A l'est, un périmètre d'intérêt paysager au plan de secteur est situé juste à côté du projet d'implantations ;*
- *Le projet s'implante dans une zone qui est reprise à l'Atlas des Paysages Wallons comme l'une des 4 représentatives du Condroz ;*
- *La hauteur des éoliennes (150 m) crée une rupture d'échelle importante dans cet environnement patrimonial : aucun photomontage ne permet d'en percevoir l'impact sur ces différents bâtiments dont la compréhension correcte requiert un environnement pleinement rural ce qu'atteste par ailleurs le CRMSF ;*
- *Les éoliennes se situent à proximité de 11 périmètres d'intérêt paysager au plan de secteur. Le travail de l'ADESA n'étant pas finalisé, il ne sera tenu compte que des documents régionaux disponibles au moment de la rédaction du présent avis :*
 - 1- Ohey, Gesves, PIP de la campagne d'Ohey, Borsu et Sorée - PDS ;*
 - 2- Gesves, Assesse PIP de la Neuve Cour et de Thirifays - PDS ;*
 - 3- Gesves, Assesse PIP du château de Wagnée - PDS ;*
 - 4- Assesse, PIP du Bois Bruce - PDS ;*
 - 5- Gesves, PIP du Bois de Gesves et d'Arche et du château d'Haltinne - PDS ;*
 - 6- Havelange, PIP du château de Doyon - PDS ;*
 - 7- Havelange, PIP du château de Froidmont - PDS ;*
 - 8- Ohey, PIP de Turelure - PDS ;*
 - 9- Ohey PIP du Bois des Grands Triches - PDS ;*
 - 10- Gesves PIP du village de Sorée - PDS ;*
 - 11- Gesves PIP de la Haute Arche - PDS ;*
- *Les périmètres d'intérêt paysager les plus proches du projet sont les n°1, 8, 10. Ils entourent le site d'implantation du projet éolien.*

Points de vue et lignes de vue remarquables :

- *Les points et les lignes de vue remarquables sont des lieux ponctuels ou linéaires d'où l'on jouit d'une vue particulièrement belle (ADESA, 1995) ;*
- *L'inventaire des points et lignes de vue remarquables, déterminé pour la Wallonie par l'ADESA asbl, n'est pas encore disponible pour cette partie du territoire ;*
- *Il est à présumer que l'implantation des éoliennes sur ce milieu ouvert aura des incidences sur les PVR et LVR qui sont orientés vers la plaine et qui se trouvent soit à proximité de cette dernière soit qu'ils sont implantés sur une zone sommitale ;*
- *Les PVR et LVR relativement nombreux sis dans des vallées et concernant les nombreux ruisseaux aux abords du site seront normalement peu ou pas impactés par le projet.*

Environnement bâti :

- *Les noyaux villageois et hameaux aux bâtiments de calcaire ou de grès présentent une structure souvent étirée, parallèle aux courbes de niveau, généralement en haut des tiges. Un grand nombre de châteaux et de fermes seigneuriales marque également le paysage, dans ou à l'écart des villages ;*
- *Les vues depuis le village de Gesves seront transformées. Les éoliennes vont créer de nouveaux points d'appel marquant le paysage et entrant en concurrence notamment avec le clocher de l'église ;*
- *La modification du cadre paysager pour les riverains sera la plus importante pour les habitants de :*
 - ☐ *la ferme de Borsu ;*
 - ☐ *du château de Wallay ;*
 - ☐ *de la route N921 (situés à moins d'1 km) ;*
 - ☐ *de Space ;*
 - ☐ *de l'est de Gesves ;*
 - ☐ *de Sorée ;*
 - ☐ *des extrémités Ouest et Est du village d'Ohey ;*
 - ☐ *de l'ancien couvent de Francesse ;*
 - ☐ *du sud de Reppe (situés dans les 2 km).*
- *Les éoliennes engendreront un effet visuel de domination au niveau de la ferme de Borsu, du fait de sa proximité (410 m) ce qui ne sera pas le cas des autres habitations qui sont situées à plus de 700 m du projet.*

Patrimoine :

- *Le projet éolien s'implante en-dehors de toute zone d'exclusion, de haute sensibilité ou de sensibilité patrimoniale ;*

R87

- Deux éléments du patrimoine exceptionnel se trouvent au sein du périmètre d'étude rapproché, à savoir le château de Haltinne situé à 4,6 km de la première éolienne et le site du château d'Hodoumont à 4,7 km ;
- Aucun élément du patrimoine classé ne se trouve à proximité immédiate du site du projet. La Chapelle Saint-Nicolas est le monument le plus proche, il se trouve à 3 km ;
- La majorité des éléments patrimoniaux ne devrait pas connaître d'incidences majeures dues à la création du parc éolien et ce dû à la distance qui les sépare des éoliennes ;
- Il n'y aura aucune incidence sur le patrimoine exceptionnel ;
- Le patrimoine classé présent dans les 5 km autour du projet ne verra pas de modification importante de son cadre paysager ;
- Le projet aura une incidence sur le bien patrimonial qu'est le château de Wallay, repris à l'inventaire du patrimoine monumental. Les vues sur celui-ci seront modifiées, et son cadre paysagé, transformé, ce qu'atteste l'auteur de l'étude des incidences ;

Arbre remarquable :

- Le chemin d'accès à l'éolienne 1 doit être élargi du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;

Co-visibilité :

- Les parcs proches sont :
 - Sovet, EDF-Luminus, 6 éoliennes - En activité - 13,1 km ;
 - Pessoux, Air Energy, 6 éoliennes - En activité - 13,1 km ;
 - Yvoir-Dinant, EDF-Luminus, 6 éoliennes - En activité - 14,1 km ;
 - Assesse, Electrawinds, 7 éoliennes - En projet - 2,8 km ;
 - Héron, EDF-Luminus, 8 éoliennes - En projet - 12,4 km ;
 - Extension Yvoir-Dinant, EDF-Luminus, 16 éoliennes - En projet - 12,8 km ;
 - Héron-Fernelmont, Aspiravi, 6 éoliennes - A l'instruction - 13 km ;
 - Clavier-Havelange, Electrabel, 6 éoliennes - En projet - 13,3 km ;
 - Extension Yvoir-Dinant, Gestamp, 6 éoliennes - En projet - 14,5 km.
- Les situations de co-visibilité sporadiques avec les parcs existants devraient être très peu problématiques eu égard à la distance qui les sépare ;
- Les situations de co-visibilité avec les parcs en projets ou à l'instruction, ne devraient pas présenter d'incidences fortes eu égard à la distance qui les sépare, à l'exception du projet d'Electrawinds, implanté aussi sur Assesse à une distance de 2,8 kilomètres qui est trop proche, ou trop éloignée pour donner l'impression d'un parc unique ;

- En conclusion, si le projet Electrawinds est abandonné, on peut considérer les effets de co-visibilité comme très acceptables.

3. Observations plan de secteur :

Les éoliennes sont implantées en zone agricole

- L'article 127 §3 du CWATUPE précise cependant que pour des actes et travaux d'utilité publique, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, à condition que ceux-ci «soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage».
- La production d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne peut, de manière générale, être considérée comme une activité d'utilité publique ou d'intérêt général, au sens du CWATUPE, à condition que les éoliennes soient raccordées aux réseaux de transport ou de distribution d'électricité. A ce titre, elles peuvent être implantées en zone agricole par dérogation à l'affectation prévue au plan de secteur.
- Les éoliennes s'implantent « généralement » en zone agricole car c'est prioritairement dans cette zone que l'on trouve les vastes étendues qui peuvent les accueillir et qui présentent, (en fonction des « sous régions » et des spécificités locales) un potentiel venteux qu'il convient d'exploiter en vue d'atteindre les objectifs 2020 en matière de production d'énergie verte et pour lesquelles s'est engagé le Gouvernement wallon ;
- Les éoliennes sont implantées en zone agricole par dérogation. Par leur faible emprise au sol elles ne sauraient remettre en cause l'affectation de la zone ;
- L'implantation des éoliennes en zone agricole, ne prélève qu'une portion congrue de l'espace agricole pouvant être considérée comme anecdotique. Au pire, une éolienne et son chemin d'accès imposent un sens de culture et de récolte différent sur la parcelle concernée par l'implantation ;
- Les risques inhérents aux accidents caractéristiques des éoliennes, effondrement de la machine, bris de pale, chute de glace, etc. le cas échéant sont contenus dans l'espace agricole où l'activité et la présence humaine est réduite ;
- Le principe de précaution pour la sécurité physique des individus réduit déjà drastiquement les possibilités d'implantation dans des zones où la présence et l'activité humaine est récurrente voire permanente. Ces zones sont reprises au code comme zones « destinées l'urbanisation » ;
- L'implantation des éoliennes n'est pas sans incidences :
 - Bruits, effets stroboscopiques, aspects paysagers, rendent l'implantation de ces dernières inenvisageable en zone d'habitat, zone d'habitat à caractère rural, ZACC, zone de loisirs, zone de services publics et d'équipements communautaires sans remise en cause (par de grandes étendues) de l'affectation de zone dans la mesure où la dérogation en cette zone ne peut s'envisager que si le projet ne met pas en péril la destination de la zone et soit compatible avec le voisinage ;
 - Rotation des pales, dépressions et turbulences d'air derrière lesdites pales présentent un risque pour l'avifaune et les chiroptères, ce qui rend délicate l'implantation de ces

Rm

machines à proximité immédiate des lisières et des zones forestières ou en zone forestière voire zone naturelle ;

- ☐ *Espace « sécuritaire » nécessaire aux abords immédiats de la machine rend l'implantation en ZAE ou ZAES peu probable en raison de la consommation d'un espace « rare » et normalement dévolu au développement des entreprises. Une implantation « sporadique » en ZAE n'est pas à exclure (ex : proximité de zone de stockage où l'activité humaine est réduite à très réduite), mais ne pourrait comporter un « parc » éolien de plusieurs machines qui pourrait, par l'espace consommé, rendre « inexploitable » un espace trop conséquent de la zone mettant en péril la destination de la zone ;*
- *Enfin, actuellement, aucune zone d'affectation du plan de secteur n'a été pensée/réfléchie ou définie comme idéale pour implanter et exploiter des éoliennes de forte puissance. En conclusion quelque soit la zone dans laquelle s'implanteraient des éoliennes, il serait inéluctable d'appliquer une dérogation aux prescrits de la zone ;*
- *Ces observations s'appliquent bien au cas d'espèce dans la mesure où le projet dont question ne conduit à la dénaturation du plan de secteur :*
 - ☐ *En effet l'emprise sur les terres agricoles nécessaire au projet est tout à fait anecdotique par rapport à la taille de la plaine agricole concernée et ne représente que quelques milliers de mètres carrés (moins d'un hectare (environ $6 \times 0,15 \text{ ha} = 0,9 \text{ ha}$) pour 6 machines, et environ 1,5 hectare pour l'ensemble des 6 machines avec les chemins d'accès et la cabine de tête, sur une plaine comptant plusieurs centaines d'hectares dans le périmètre d'étude immédiat d'un kilomètre) ;*
 - ☐ *Il s'agit de l'implantation de 6 éoliennes qui ne pourraient à cet endroit s'implanter dans une zone capable sans être soumises à d'autres contraintes majeures, en effet dans le cas nous concernant, la présence de zones d'habitat et zones d'habitat à caractère rural ou ZACC, de zones forestières, de zones de plan d'eau, d'une zone d'extraction (1,1 km), ne permettent pas d'envisager avec un même bonheur la concordance entre les caractéristiques et incidences du projet et le lieu choisi (dans le périmètre d'étude immédiat d'un kilomètre) ;*
- *L'article 35 du CWATUPE stipule que « la zone agricole est destinée à l'agriculture au sens général du terme. Elle contribue au maintien ou à la formation du paysage.... » ;*
- *La SA WINDVISION, sollicite une dérogation à cet article 35 en s'appuyant sur l'article 127§3 du CWATUPE qui précise que pour les travaux d'utilité publique, le permis peut-être accordé en s'écartant du plan de secteur, à condition que ceux-ci « soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage » ;*
- *En matière de paysage, il pourrait être admis que l'implantation et la configuration linéaire du projet contribuent à la structuration du paysage existant en soulignant l'orientation Sud-Ouest/Nord-Est des lignes de force topographiques caractéristiques du paysage condrusien, en tiges (crêtes) et chavées (dépressions), cette disposition qui permet de manière générale, une bonne lisibilité du projet dans le paysage se voit quelque peu entachée par l'implantation au sein d'une chavée qui implique néanmoins une perte de lisibilité aux vues plus lointaines lorsque les mâts sont partiellement occultés par les tiges et que seuls les rotors émergent au-dessus des crêtes ;*

R07

- L'auteur de l'étude des incidences défend la thèse selon laquelle une implantation en chavée, serait moins impactante pour le paysage qu'une implantation sommitale sur un tige. Toujours selon l'auteur, l'implantation des éoliennes en chavée présente l'avantage d'en réduire leur visibilité depuis le nord-ouest et le sud-est, du fait de l'alternance du relief dans ces directions, et de limiter un effet de domination aux vues proches. Il n'en reste pas moins que l'implantation en Condroz reste très délicate ;
- La zone d'habitat à caractère rural la plus proche (GESVES) se situe environ 735 mètres de l'éolienne n°1 du projet, dont l'habitation la plus proche se trouve à plus de 940 mètres de l'éolienne n°1 soit très au delà de la zone dite d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent et à des distances pouvant être qualifiées d'acceptables ;
- La zone d'habitat à caractère rural de OHEY se situe à environ 765 mètres de l'éolienne n°6 et l'habitation la plus proche se trouve à 765 mètres de l'éolienne n°6 soit très au-delà de la zone dite d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent et à des distances pouvant être qualifiées d'acceptables ;
- La plaine dans laquelle s'implante le projet comporte environ 25 habitations ou fermes isolées. L'ensemble de ces habitations et fermes isolées ressentiront une modification paysagère sensible ;
- La maison isolée la plus proche (Ferme de Borsu) se situe à 410 mètres de l'éolienne n°2 projetée soit tout juste en-deçà de la zone d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres alors que les autres habitations isolées se trouvent à plus de 700 mètres des éoliennes soit bien au-delà de la zone d'intrusion visuelle qui est de 450 mètres dans le cas présent ; son corps de logis, actuellement inhabité, se trouve à 350 mètres. On compte encore une discothèque à 545 m sur la N921.

4. Raccordement intra parc et au poste de transformation

Constructions du parc et raccordements « intra » parc :

- Le projet nécessite de revoir le réaménagement des chemins de la manière suivante :
 - le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1.820 m de voiries existantes publiques (chemin vicinal n°5 d'Ohey, chemins vicinaux n°18 et 21 de Gesves) pour l'accès aux éoliennes 1, 5 et 6 ;
 - le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1.090 m de voiries existantes privées pour l'accès aux éoliennes 3, 4 et 5 ;
 - la construction de 1.390 m de nouveaux chemins sur domaine privé pour accéder aux éoliennes 2, 3, 4 et 6 depuis les voiries existantes ;
 - l'aménagement d'aires de manœuvre temporaires au niveau des différents carrefours et virages serrés.
- Le projet devrait générer plus de 20.000m³ de déblais dont environ 65 % des terres de déblai pourront donc être réutilisées sur le chantier ou être étalés sur les terrains agricoles proches. Le surplus, soit environ 6.885 m³ pour Windvision et 975 m³ pour AIEG, devra être valorisé dans des travaux de remblayage sur d'autres chantiers dans le respect des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

R89

Raccordement au poste de transformation

- La production des 3 éoliennes sera injectée dans le poste de raccordement de la sous station du Florée, géré par l'intercommunale AIEG ou son mandataire sis à une distance de 3,9 kilomètres.
- La pose des câbles de raccordement électrique à partir de la cabine de tête jusqu'au poste de raccordement au réseau de Florée (3,9 km) n'est pas une partie intégrante du présent dossier et ces travaux feront l'objet d'une demande ultérieure, à introduire par le gestionnaire du réseau de distribution (AIEG) ; néanmoins, les incidences créées par ce raccordement sont prises en compte dans l'EIE, en vertu du principe d'unicité de l'évaluation des incidences ;

5. Observation rendement du parc :

- Les récents accords du gouvernement wallon sur une révision du cadre de référence d'implantation des éoliennes par lesquels il s'est fixé un objectif ambitieux de production d'énergie éolienne de 3.800 gigawatts/heure d'ici 2020 entraînent de facto la maximalisation du potentiel éolien des sites de toute partie du territoire présentant un productible adéquat à l'éolien « on-shore » ;
- Le parc s'implante dans une des zones wallonnes où le productible semble être dans une bonne moyenne dont il est opportun de maximaliser l'exploitation du gisement éolien ;
- Le facteur net de capacité varie entre 27% et 32%, ce qui met en évidence que le site est un bon site venteux ;
- L'effet de parc a été estimé à environ entre 4,9 et 7,3%, ce qui respecte la limite acceptable fixée à 10% ;
- Un bridage des éoliennes pour des raisons acoustiques entraînerait une perte d'exploitation de la totalité du parc entre 0,9% et 2,3% ;
- Aucun module d'arrêt (shadow module) ne doit être placé sur les éoliennes ;

6. Observations faune-flore : [...]

7. Observations confort visuel et balisage des éoliennes :

Confort visuel :

- Le « Cadre de Référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne » recommande que l'exposition à l'ombre projetée des éoliennes ne dépasse pas le seuil de 30 heures par an et 30 minutes par jour ;
- Les valeurs calculées en ce qui concerne les 6 éoliennes du projet sont toutes inférieures aux seuils de tolérance définis par le 'Cadre de référence', tant pour l'exposition annuelle que journalière ;
- L'impact du projet pour les riverains en termes d'ombre stroboscopique peut donc être considéré comme acceptable ;

Balisage des éoliennes

- Suite à la localisation du parc en zone de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes devront être balisées, de jour et de nuit, selon les prescriptions de la circulaire ministérielle GDF-03. Parmi les possibilités autorisées par cette circulaire pour la zone et la hauteur d'éoliennes concernées, le promoteur envisage le balisage suivant :
 - Balisage de jour : un flash de couleur blanche sur la nacelle (intensité 20.000 cd) et une bande rouge de 3 m de large à mi-hauteur de la tour ;
 - Balisage de nuit : feu rouge clignotant sur la nacelle, de type feux d'obstacles rouges à éclats de moyenne intensité (2.000 cd), et feux d'obstacles rouge continus de basse intensité (10 cd) à 40 m de hauteur sur la tour.
- La présence de balisage présente une incidence plus importante pour le paysage.

8. Observations cartographie "Feltz" : [...]

9. Divers :

Ancien projet/nouveau projet

- l'ampleur de l'ancien projet, son impact paysager 'massif', sa proximité avec les habitations et donc l'importance des nuisances sonores et visuelles pour les riverains proches, ainsi que sa proximité avec le bois St-Jean et la vallée du Samson avaient été relevés.
- Eu égard à ces éléments, Windvision a réduit son projet à une seule ligne de six éoliennes afin de l'éloigner davantage des riverains d'Ohey, Space et Gesves (plus de 700 m), mais aussi du bois St-Jean (plus de 400 m) et de la vallée du Samson, tout en améliorant la lisibilité paysagère de sa configuration.

Analyse de l'effet de parc

- Le Cadre de référence pour l'implantation d'éolienne en Région wallonne (2002) recommande les distances suivantes entre les éoliennes de manière à limiter les pertes de production par effet de sillage :
 - sept fois le diamètre de l'hélice dans l'axe des vents dominants ;
 - cinq fois le diamètre de l'hélice perpendiculairement à l'axe des vents dominants.
- Dans le cas du projet, avec les modèles d'éoliennes envisagés par le promoteur, ces distances varient entre 644 m et 798 m dans l'axe des vents dominants et entre 460 m et 570 m perpendiculairement ;
- En considérant les vents dominants d'orientation sud-ouest, il apparaît que la recommandation du Cadre de référence n'est pas respectée pour toutes les situations, même avec le modèle d'éolienne présentant le plus petit rotor (Enercon E-92) ;
- Les pertes de production par effet de sillage modélisées restent limitées (de 4,9 à 7,3 % de la production électrique selon le modèle considéré) la recommandation du Cadre de

référence de 2002 ne serait donc pas justifiée puisqu'elle obligerait le promoteur à avoir moins d'éoliennes au total, et donc à moins bien valoriser le potentiel venteux du site ;

- *Le maintien d'une distance de garde entre les éoliennes se justifie également pour des raisons de stabilité des turbines. Les distances recommandées à cette fin sont inférieures à celles préconisées par le Cadre de référence ;*
- *Les constructeurs demandent actuellement à ce que les inter-distances entre les éoliennes respectent au minimum cinq fois le diamètre de rotor dans l'axe des vents dominants et de trois fois le diamètre du rotor perpendiculairement à la direction principale des vents. En deçà, il faut réaliser une étude complémentaire relative au calcul des dépassements de charge ; [...]*

Zone Karstique

- *Le projet est en partie situé dans une zone présentant d'éventuels conduits karstiques et d'anciennes exploitations de petites carrières de terres d'argiles, ce qui peut présenter certains risques de stabilité des ouvrages. L'auteur de l'étude des incidences précise que la réalisation d'une étude de stabilité des terrains jusqu'à la roche-mère en plus de l'étude géotechnique classique devrait être réalisée ;*

[...] »

Impact paysager et dérogation au plan-de secteur

Considérant également l'avis du Fonctionnaire délégué de 1^{ère} instance ; qu'exception faite de la problématique acoustique, l'avis du Fonctionnaire délégué se révélait favorable au projet ;

Considérant qu'au plan de secteur de NAMUR approuvé par l'arrêté du gouvernement wallon du 14 mai 1986, les terrains sont situés en zone agricole ;

Considérant que le projet n'est pas conforme à la destination générale de la zone agricole ;

Considérant que la nécessité de s'écarter du plan de secteur découle du fait que si la zone de services publics et d'équipements communautaires semble être la zone de prédilection pour l'implantation d'un tel projet, il faut encore que l'implantation soit compatible avec les autres activités d'utilité publique présentes dans la zone considérée ;

Considérant que dans le cas présent, la commune ne comporte aucune zone de services publics et d'équipements communautaires susceptible de recevoir des éoliennes ;

Considérant que la production d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne peut de manière générale être considérée comme une activité d'utilité publique ou d'intérêt général, au sens des articles 1er, § 1er et 28 du CWATUPE, en ce qu'elle participe à une part des engagements pris par la Belgique et la Région wallonne en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

R87

Considérant que le choix d'un site éolien résulte de critères techniques d'implantation et s'est opéré sur base de nombreux critères d'inclusion (zone agricole suffisamment étendue, d'un seul tenant et bien dégagée, potentiel de gisement éolien important, zones de contraintes paysagères à éviter, distance suffisante par rapport aux habitations et aux infrastructures routières existantes, raccordement au réseau électrique à proximité, accès faciles et présence de nombreux chemins agricoles...) et d'exclusion (pas de contraintes rédhibitoires au niveau de l'aviation, conduites de gaz, faisceaux hertziens, pas de site ou de monuments classés ni de zones d'intérêt paysager à proximité immédiate, zones biologiquement appauvries due à la culture intensive, absence de zones boisées, zone non reprise en Natura 2000, pas d'obstacles majeurs à l'intérieur de la zone d'implantation...);

Considérant, comme mentionné précédemment, que le projet se situe en zone agricole au plan de secteur ;

Considérant que les installations projetées ne répondent pas aux prescriptions de l'article 35 du CWATUPE dans la mesure où celles-ci ne relèvent pas du type d'actes et travaux ou activités admissibles dans cette zone ;

Considérant que, s'agissant d'équipements de service public ou communautaires, il peut être fait application de l'article 127 §3 du CWATUPE ;

Considérant en effet que selon le prescrit de l'article 127 §3. : « (Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation visée à l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au §1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5° et 7°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement - AGW du 27 octobre 2005, art. 5, al. 3). », le fonctionnaire délégué peut s'écarter du plan de secteur ;

Considérant qu'en marge de l'hypothèse où les éoliennes produisant de l'électricité destinée à alimenter le réseau de transport ou de distribution constituent stricto sensu des équipements communautaires ou de services publics, la production d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne constitue une activité d'utilité publique ou d'intérêt général, au sens des articles 1er, § 1er, 28 et 127, § 1er, 7°, du CWATUPE ; que l'ensemble de ces machines ont un potentiel de l'ordre de 12 à 20.4 MW ;

Considérant que les éoliennes en cause sont destinées à produire de l'électricité destinée à être injectée dans le réseau de distribution public, ce dernier étant à l'usage de l'ensemble de la collectivité ;

Considérant que le site de Gesves-Ohey se situe dans la classe de potentiel venteux comprise entre 4300 à 4500 MWh/an (pour une éolienne de type E82 2MW avec une hauteur d'axe 98m - modèle pris comme référence pour établir la cartographie de référence des sites éoliens); que le site de Gesves-Ohey se situe donc dans une zone possédant un bon potentiel de vent à l'échelle de la Région wallonne;

Considérant par conséquent, qu'un parc éolien peut bénéficier de l'application de l'article 127, § 3, du CWATUPE ;

Considérant que l'article 127, § 3, du CWATUPE, applicable en l'espèce, prévoit, notamment, la possibilité de s'écarter du plan de secteur, pour autant que le projet respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage ; que la démonstration du respect de cette exigence impose l'examen successif du paysage existant et de l'impact du projet sur celui-ci ;

Considérant que cette disposition impose à l'autorité administrative, non seulement un usage modéré de la dérogation, mais une motivation dans l'acte qui fasse apparaître, outre le respect des conditions propres au mécanisme dérogatoire appliqué, les raisons de recourir dans l'espèce donnée au mécanisme même de la dérogation ;

Considérant qu'il y a lieu de recourir au mécanisme dérogatoire en raison de plusieurs impératifs techniques qui justifient l'implantation dudit projet sur le territoire de Gesves et d'Ohey (important potentiel éolien du site, éoliennes situées en-dehors de zones de servitudes aériennes d'exclusion, éloignement suffisant par rapport aux zones d'habitat) ; que les impératifs techniques conjugués aux limitations d'ordre juridique établissent le caractère nécessaire de la dérogation sollicitée ; qu'il découle également du fait que les plans de secteur, même s'agissant de la zone de services publics et d'équipements communautaires, n'ont pas été prévus dans la perspective de l'implantation de projets de type éolien ;

Considérant qu'il n'existe pas non plus sur le territoire des communes précitées de zones offrant de meilleures alternatives au projet proposé ;

Considérant que l'article 1er du CWATUPE impose à la Région wallonne de veiller, dans le cadre de ses compétences, à la conservation et au développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ;

Considérant que de plus, la Région a ratifié, le 20 décembre 2001, la Convention européenne du Paysage, laquelle recommande également, notamment, de prendre en considération la dimension paysagère de toute demande de permis ;

Considérant que la Convention de Florence élargit la notion de paysage bien au-delà d'une vision strictement patrimoniale, au sens conservatoire du terme ; que la convention concerne donc aussi bien les paysages pouvant être considérés comme remarquables que les paysages du quotidien et les paysages dégradés ; que c'est un instrument nouveau consacré à la protection, à la gestion et à l'aménagement de tous les paysages ; qu'elle définit ces objectifs en y intégrant des notions liées à l'intervention humaine, la perspective d'un développement durable pour harmoniser les transformations du paysage induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales ;

Considérant que l'examen du respect du critère visé à l'article 127, § 3, du CWATUPE n'est pas détaillé par ledit Code ; qu'il en résulte une marge d'appréciation dans le chef de l'autorité amenée à en apprécier son fondement ;

R09

Considérant que les notions de respect ou de recomposition des lignes de force du paysage n'imposent nullement que l'infrastructure en cause soit dissimulée dans le paysage ; que cette exigence doit s'entendre au sens de la Convention de Florence, c'est-à-dire que l'implantation de l'infrastructure doit s'inscrire selon les principes de protection ou de gestion ou encore d'aménagement du contexte paysager bâti et non bâti ;

Considérant qu'il est erroné de voir dans l'appréciation de la portée de l'article 1er du CWATUPE la consécration du caractère intangible du paysage ;

Considérant qu'il est en effet communément admis et consacré par les principes de la Convention européenne du Paysage susmentionnée que la notion du paysage repose en réalité sur trois caractéristiques principales, à savoir son caractère naturel et humain (bâti et non bâti), sa dimension subjective et son aspect évolutif (il est, de part son caractère naturel et humain, amené à changer au travers du temps) ;

Considérant que les éoliennes sont des installations productives, modernes, qui doivent être démantelées en fin d'exploitation de sorte que l'impact paysager est parfaitement réversible ;

Considérant que le patrimoine historique et notre terroir peuvent très bien coexister dans un environnement moderne orienté vers la préservation des générations futures ; qu'en ce sens cette coexistence est en parfait accord avec l'objet de l'article 1ier du CWATUPE, à savoir « (rencontrer) de manière durable les besoins sociaux, économiques, énergétiques, de mobilité, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources, par la performance énergétique de l'urbanisation et des bâtiments et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager. » ;

Considérant que l'obligation de respect ou de recomposition des lignes de force du paysage n'empêche donc pas l'apparition de nouveaux éléments qui composent et structurent celui-ci, que l'existence d'un impact paysager n'est donc pas synonyme de non respect du critère visé à l'article 127, § 3, du CWATUPE ;

Considérant que, dans le cadre des projets éoliens, ce sont clairement les principes de gestion et d'aménagement du paysage qui sous-tendent le respect des critères de l'article 127, § 3 ;

Considérant que la demande porte sur la construction de 6 éoliennes tripales à axe horizontal d'une hauteur totale maximale de 150 mètres selon le type de machine utilisé ;

Considérant qu'il y a lieu de privilégier l'installation des machines les plus puissantes (privilégier par exemple 3 éoliennes de 1,5 MW plutôt que 9 de 0,5 MW), ce qui est le cas ici (puissance nominale de 2,0 à 3.4 MW selon le modèle envisagé) ;

Considérant en effet que la différence entre les machines n'est que faiblement perceptible pour l'œil humain et s'atténue avec la distance ;

Considérant que le caractère purement esthétique des éoliennes est totalement subjectif (on peut les considérer comme des synonymes de pureté et de progrès comme on peut les considérer comme des constructions industrielles et commerciales inesthétiques) ;

Considérant que le problème environnemental le plus controversé associé aux éoliennes est leur intrusion visuelle dans le paysage, particulièrement dans les régions rurales, nombreuses en Wallonie ; qu'évaluer cet impact est pourtant difficile, car il s'agit d'une notion très subjective ;

Considérant que les éoliennes sont des constructions très visibles ; qu'il est illusoire de vouloir les cacher ; qu'il est par contre possible d'utiliser les éoliennes comme point d'appel ou pour structurer un paysage ;

Considérant que les éoliennes sont de teinte gris clair mat afin de faciliter leur intégration dans le paysage (couleur du ciel) et d'éviter la réverbération en cas de fort ensoleillement ;

Considérant que les équipements techniques (transformateurs de chaque éolienne) sont installés dans la nacelle ou le mât afin de limiter l'impact visuel au pied de chaque mât ;

Considérant que les éoliennes sont implantées au sein de l'ensemble du moyen plateau condruzien, et plus précisément au sein du moyen plateau du vrai condroz ;

Considérant que le périmètre d'étude éloigné (15 km) se situe principalement au sein de l'ensemble paysager du moyen plateau condruzien, et au nord au sein de l'ensemble mosan et de l'ensemble des bas-plateaux limoneux brabançon et hesbignon ;

Considérant que le projet s'implante dans une zone représentative du Condroz ; que le Gouvernement wallon n'a toutefois pas considéré que ce site méritait une protection particulière ;

Considérant que la cartographie Feltz recense les zones où l'implantation d'éoliennes semble inopportune pour des raisons paysagères et patrimoniales principalement ; qu'elle ne permet toutefois pas d'identifier les sites les plus propices à l'installation de nouveaux parcs éoliens ; que cette cartographie est non contraignante et constitue un outils d'aide à la décision ;

Considérant qu'un objectif de productible supplémentaire minimal à installer est proposé pour chaque lot ; que les communes de Gesves et Ohey font partie du lot n°13 ; que le productible supplémentaire minimal à atteindre pour ce lot est de 103 GWh par an ;

Considérant que le CWEDD a remis un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur et les remarques du Conseil sont prises en compte ;

Considérant que si le Condroz est une région délicate pour l'implantation d'éoliennes, il n'en reste pas moins que leur implantation est possible dans certaines conditions ;

Considérant que la Conférence Permanente du Développement Territorial (CPDT) a consacré un Atlas à l'ensemble paysager du Plateau condrusien ; qu'elle a identifié 30 aires paysagères ; que le projet se situe dans l'aire paysagère du plateau agricole de Gesves-Ohey ;

Considérant que la CPDT est en faveur d'un « *développement éolien raisonné, en cohérence avec les spécificités du paysage condrusien* » ; que pour ce qui concerne le Condroz, « *l'agencement interne du parc joue un rôle important sur la recomposition du paysage. Un ordonnancement bien lisible permet souvent une meilleure insertion. Dans le Condroz, aux ondulations caractéristiques, une composition simple, linéaire ou en légère courbe régulière, est sans doute plus en harmonie avec les éléments qui constituent les lignes de force du paysage (tiges et chavées, lisières forestières)* » ;

Considérant que la géomorphologie locale imprime clairement des lignes de forces principales orientées Sud-Ouest/Nord-Est selon l'axe des tiges et chavées ; que des crêtes plus douces apparaissent également dans les chavées et constituent des lignes de forces secondaires qui suivent parfois d'autres orientations ;

Considérant que les éoliennes sont implantées selon une ligne légèrement courbe dans un axe orienté Sud-Ouest/Nord-Est et similaire aux lignes de force locales et supra locales ;

Considérant que les éoliennes viennent à s'implanter sur un replat surélevé à une altitude variant autour de 260 m, au sein d'une chavée (240-250 m) encadrée par les tiges de Space (qui culmine à 270 m) et de Sorée (280 m) ;

Considération que pour quelques situations particulières, le positionnement des éoliennes entre deux tiges pourra générer des pertes de lisibilité lorsque l'on se trouve sur un des deux tiges suivants depuis lesquels seuls les rotors des turbines émergent à l'arrière-plan des crêtes (essentiellement Brionsart, sud de Reppe, Doyon, Gramptinne, Frisée) ;

Considérant cependant que dans ces cas de figure particuliers, l'implantation des éoliennes au sein d'une chavée permettra de modérer les phénomènes de rupture d'échelle et l'impression de domination que les éoliennes pourraient générer dans une implantation sommitale ; que ces situations particulières apparaîtront au sommet des deux tiges suivants, donc nécessairement à une distance déjà suffisamment éloignée que pour limiter l'emprise visuelle des éoliennes ;

Considérant que les vues dans l'axe de la ligne d'éoliennes seront limitées à quelques points de vue ; que l'implantation en ligne *courbée* limitera les situations où les rotors apparaîtront en superposition ; que de ce point de vue une implantation linéaire courbée est préférable à une implantation rectiligne ; que même si ces situations ne sont pas optimales, il est exagéré de parler d'un effet de « hachoir » dans le cas présent, d'autant plus que ces situations apparaîtront souvent pour des observateurs en mouvement sur les routes parallèles aux lignes de force du paysage et/ou à des distances relativement grandes des éoliennes (rue de Huy à Matagne, chaussée de Dinant-N946) ;

Considérant qu'il y a lieu de tempérer les propos de la CCATM d'Ohey et du fonctionnaire délégué sur recours lorsqu'ils estiment que « *l'imposante hauteur des mâts va submerger et réduire visuellement les ondulations de ce paysage caractérisé par une série de tiges et de chavées dont les dénivelés sont moindres que les dimensions imposées par les éoliennes* » ;

Considérant qu'il est vrai que les éoliennes sont des infrastructures dont les dimensions verticales sont sans commune mesure avec les éléments habituels du paysage ; qu'il serait vain de vouloir les intégrer verticalement quelque soit le contexte paysager ; qu'il s'agit d'un état de fait inhérent aux éoliennes et qu'il ne s'agit pas d'une particularité du Condroz ;

Considérant, cependant, que la visibilité du projet sera dans l'ensemble assez limitée et dictée par la géomorphologie du Condroz ; que la position des éoliennes dans une dépression , sur un replat surélevé et donc à une altitude intermédiaire entre le sommet des tiges et le fond de la chavée, permet de modérer la position dominante des éoliennes, en comparaison avec une implantation sommitale ; que dès lors le phénomène d'écrasement visuel lié à la présence des éoliennes sera limité tant dans son ampleur que géographiquement ;

Considérant que de manière générale, la configuration du parc permet une bonne insertion du projet dans le paysage ;

Considérant que la zone d'influence visuelle est comprise entre la zone d'intrusion visuelle et un rayon de 2 km environ autour des éoliennes ; que l'impact visuel y est jugé important par le fonctionnaire délégué ;

Considérant toutefois qu'au sein de cette zone d'influence visuelle, la perception visuelle n'est pas nécessairement négative mais dépend de la perception subjective de chacun à propos des éoliennes ;

Considérant qu'une dizaine d'habitations isolées se situent à une distance inférieure à 1 km des éoliennes ;

Considérant que la ferme de Borsu se situe en deçà de la limite de la zone d'intrusion visuelle (zone déterminée par un rayon correspondant à 3 fois la hauteur d'une éolienne, soit 450 mètres), zone où le contraste (ou la rupture) d'échelle est important par rapport aux autres éléments du paysage ; que l'impact visuel y est jugé très important par l'auteur d'étude ;

Considérant que ce non-respect de distance concerne l'éolienne I2 qui se situe à 410m de l'habitation de la ferme de Borsu et à 350m du corps de logis (non habité) de la ferme ;

Considérant que les éoliennes, de par leurs dimensions et leur proximité, sont susceptibles d'avoir un impact sur le cadre paysager des habitants proches ;

R87

Considérant cependant que la maison est orientée de telle sorte que ses vues privilégiées se trouvent du côté opposé aux éoliennes, vers le sud-est ;

Considérant qu'il s'agit du corps de logis de la ferme, que les exploitants de cette ferme habitent un autre bâtiment ; que ce corps de logis est réservé uniquement à l'exploitant de la ferme ;

Considérant que le demandeur a joint à sa demande de permis un courrier des propriétaires et occupants de la ferme de Borsu dans lequel ils confirment avoir pris connaissance des résultats acoustiques et paysagers de l'étude d'incidences et qu'ils marquent leur accord de principe sur l'implantation du parc éolien ;

Considérant qu'en ce qui concernent les habitations de la rue de Ciney (N921) situées dans un rayon d'un km, deux habitations placées le long de la route ont une large ouverture visuelle en direction du projet ; que la modification du paysage sera importante étant donné la proximité des éoliennes et l'ampleur de l'angle de vue qu'elles occuperont (108°) ; que depuis la troisième habitation, attenante à la ferme située à l'écart de la route, les éoliennes seront très peu visibles étant donné la présence des conifères faisant écran entre la maison et le projet ;

Considérant que pour la ferme de la Vallée, située à moins d'1 km des éoliennes, celles-ci ne seront pas visibles depuis l'habitation de la ferme ; que la modification du cadre paysager associé à la ferme de la Vallée sera négligeable ;

Considérant que le château et la ferme de Wallay dispose d'une ouverture dans les plantations d'arbres juste dans l'axe du perron du château, en direction du sud-est, permettant une vue sur la campagne d'Ohey ; que dans cette ouverture, seules les éoliennes 4 et 5 seront visibles ; que depuis la ferme, étant donné la disposition des bâtiments et la densité des plantations, les éoliennes seront difficilement visibles ; que cependant, depuis les étages, les jardins et les abords du domaine, plusieurs éoliennes pourront être visibles ;

Considérant que le cadre paysager des habitants de Wallay sera inévitablement modifié par l'apparition des éoliennes dans la plaine associée au domaine ; que cependant, elles seront disposées selon une ligne qui s'inscrit dans les lignes de force du paysage, d'autant que le domaine est situé en sommet de tige (280 m d'altitude par rapport à 260 m pour les éoliennes) tandis que le projet s'installerait au centre de la chavée à une distance visuelle suffisante qui exclut tout effet important de contraste d'échelle ; que dès lors l'impact des éoliennes sur le domaine de Wallay peut être jugé acceptable ;

Considérant, concernant la ferme et les habitations de Francesse situées dans un rayon d'un km, que deux habitations et une grande ferme composent ce petit hameau situé en contrebas du site d'implantation du projet ; que les hangars agricoles ferment une partie de la vue mais les éoliennes 1 et 2 seront visibles ; qu'au vu de la distance et de la faible qualité de la vue, la modification du cadre paysager sera négligeable ;

R81

Considérant que les éoliennes seront difficilement visibles pour les habitations de la rue Wallay à Ohey depuis le petit hameau de Henrichène situé à l'arrière du domaine de Wallay car fermé par des rangées d'arbres ;

Considérant que les éoliennes peuvent avoir un impact important dans la zone d'influence visuelle des éoliennes (jusqu'à 2 km) ;

Considérant que les éoliennes seront clairement identifiables à l'approche du village de Gesves par la chaussée de Gramptinne (N942) ; que toutes les éoliennes seront visibles à l'arrière-plan du paysage jusqu'à l'approche du centre ancien marqué par le clocher de l'église ; que cependant, elles n'entreront pas en concurrence visuelle avec ce dernier ;

Considérant que depuis le Champia, les éoliennes ne seront généralement pas visibles étant donné sa position encaissée mais depuis le haut du hameau, certains ont une vue dégagée depuis leur jardins en direction du projet ; que pour ces endroits particulier les éoliennes constitueront de nouveaux points d'appel dominants sur l'horizon, notamment l'éolienne ; que cette situation ne concerne qu'un nombre limité d'habitation ; que le Champia est situé à plus d'un kilomètre de la première éolienne ;

Considérant que depuis Petite Gesves et la rue de Sierpont les vues dans la direction du projet seront modifiées ; que l'auteur d'étude juge que les éoliennes marqueront nettement le paysage à la sortie de Gesves en direction d'Ohey ; que l'ensemble des éoliennes apparaîtra dans une configuration lisible, en relation avec les lignes de force du terrain ; que l'éolienne la plus proche, l'éolienne 1, sera située à plus de 900m de la première habitation existante et à plus de 700m de la zone d'habitat à caractère rural ; que ces distances sont bien supérieures à la distance de 450m qui constitue la limite de la zone d'intrusion visuelle ;

Considérant que les éoliennes ne seront pas visibles depuis le Fonds de Gesves situé dans la vallée et sur le bas du versant opposé du tige de Space: rue Bourgmestre René Bouchat, rue Les Fonds, ruelle Burton, etc. ;

Considérant que depuis Brionsart, situé sur le versant suivant qui fait face au projet, les éoliennes seront visibles à l'arrière-plan du tige de Space ; que la ligne d'éoliennes suivra les lignes de forces du paysage puisqu'elle se placera selon le même axe que le tige ; que les mâts des éoliennes seront partiellement occultés par le tige de Space ; que la distance entre les éoliennes et Brionsart sera de l'ordre de 1500 m ; que les éoliennes ne seront pas en position dominante forte du fait de leur positionnement dans la chavée ;

Considérant que le hameau de Space est situé à plus de 1000 m des premières éoliennes ; que la vue en direction des éoliennes est largement ouverte, que les éoliennes modifieront de manière importante le paysager et qu'elles occuperont un angle de vue important ; que cependant elles viendront s'implanter de manière parfaitement lisible dans le paysage étant donné qu'elles se placent selon une ligne légèrement courbe qui suit la dépression ;

Considérant que le hameau de Reppe est situé à plus de 1700 m des éoliennes, en contrebas du tige de Space ; que la visibilité en direction des éoliennes sera variable ;

Considérant que la modification du cadre paysager sera plus importante pour la partie Sud de ce hameau qui jouit d'une vue dégagée vers le tige de Space ; que les éoliennes ne seront pas visibles dans leur entièreté étant donné leur positionnement dans la chavée à l'arrière du tige de Space ; que cela aura pour conséquence une moindre lisibilité ; que cette moindre lisibilité sera compensée par une plus faible domination visuelle des éoliennes dans le paysage ;

Considérant que la partie Nord, bien que plus élevée en altitude, aura des vues partiellement occultées par les arbres ; qu'elle se trouve à une distance supérieure à 2 km des éoliennes, en dehors de la zone d'influence visuelle ;

Considérant que la partie centrale de ce même hameau n'aura pas de vue vers les éoliennes ;

Considérant que les éoliennes seront peu visibles depuis le village d'Ohey du fait de sa position dans l'axe de la ligne d'éoliennes, de la structure du bâti et de la présence ponctuelle de végétation ;

Considérant que les éoliennes seront principalement visibles depuis le bout des rues de Gesves et du Berger, depuis la rue de Reppe et, à plus grande distance, depuis les rues du Moulin, Marteau et Draily ; que les éoliennes apparaîtront de manière cohérente avec les lignes de force du paysage, en une ligne fuyante et serrée ;

Considérant que depuis Sorée, la modification du cadre paysager des habitants de Sorée sera relativement importante ; que l'une ou l'autre éolienne sera toujours visible mais que le parc sera rarement visible en entier ;

Considérant qu'au-delà de la zone d'influence visuelle les habitants de la rue Trou Bouquiau à Haut-Bois, de Gramptinne, de La Bouchaille, de Doyon et de La Béôle verront aussi leur cadre paysager être modifié, sans que cela ne soit problématique ;

Considérant que les éoliennes ne seront pas visibles depuis les habitations situées en fond de vallée ou sur un versant opposé au projet ; qu'elles ne seront pas visibles depuis Haltinne, Stru, le hameau de Là-Bas, le village de Barsy, Coutisse ainsi que depuis la grande partie des villages de Eve et Evelette ;

Considérant que les éoliennes seront peu visibles depuis le centre de Gesves, Haillot, Matagne, Jallet, Frisée, Florée, Wagnée et Sorinnes-la-Longue, ou bien de manière non problématique ;

Considérant que depuis Bois de Gesves, les éoliennes seront visibles à l'arrière-plan du village à la faveur d'une ouverture visuelle sans que cela ne soit problématique

Considérant que de manière générale, en ce qui concerne l'impact du projet sur les lieux de vie, la modification du cadre paysager sera la plus importante pour les habitants de la ferme de Borsu, du château de Wallay, de la route N921 et de l'ancien couvent de

Francesse, mais également pour les habitants de Space, de l'est de Gesves, de Sorée, des extrémités Ouest et Est du village d'Ohey et du sud de Reppe ;

Considérant que les éoliennes n'engendreront cependant un effet visuel de domination qu'au niveau de la ferme de Borsu, du fait de sa proximité (410 m), tandis que les autres habitations sont situées à plus de 700 m du projet, c'est-à-dire bien au-delà de la zone d'intrusion visuelle ;

Considérant que la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles a rendu en date du 28 mars 2013 un avis défavorable sur le projet ;

Considérant que la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles fait appel au principe de précaution face à l'implantation du parc compte tenu de la présence dans un rayon de 5 km de nombreux monuments et sites classés ou inscrits sur la liste du patrimoine exceptionnel ;

Considérant que deux éléments du patrimoine exceptionnel se trouvent au sein du périmètre d'étude rapproché, à savoir le château de Haltinne situé à 4.6km de la première éolienne et le site du château d'Hodoumont, situé à 4.7km ;

Considérant que deux chapelles classées exceptionnelles sur le territoire d'Ohey se trouvent entre 5 et 7 km du projet ;

Considérant que les trois sites exceptionnels les plus proches, à savoir le château de Haltinne, le parc du château d'Hodoumont et la chapelle Saint-Hubert se trouvent tous en contrebas et sont en partie entourés par de la végétation arborée de sorte que les éoliennes ne seront pas visibles ni depuis, ni en covisibilité avec ces éléments ;

Considérant que les cartes de covisibilité montrent que les éoliennes ne seront pas visibles depuis la ferme de la Rochette ou encore le manoir de Froidefontaine ;

Considérant que contrairement à ce qu'affirme la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles, les photomontages réalisés illustrent correctement l'impact des éoliennes sur l'environnement patrimonial et ses bâtiments, même si un photomontage, de par son format et son caractère statique, ne rendra jamais compte totalement de la perception réelle une fois les éoliennes installées ;

Considérant que les photomontages n'ont de sens que lorsqu'ils apportent des éléments d'analyse complémentaires ; qu'il n'y a pas lieu de réaliser des photomontages si les éoliennes ne sont pas visibles ni depuis, ni en covisibilité avec les éléments patrimoniaux ;

Considérant que les photomontages sont des outils d'aide à l'analyse paysagère, au travers de vues panoramiques ou bien de vue à l'échelle humaine ; qu'il convient de se référer non seulement aux photomontages mais également aux observations de l'auteur d'étude qui permettent d'appréhender tout autant que les photomontages l'impact des éoliennes sur leur environnement ;

Considérant que l'auteur d'étude considère que les incidences paysagères sur le patrimoine exceptionnel seront inexistantes ; que le fonctionnaire délégué sur recours abonde dans ce sens ;

Considérant qu'aucun élément du patrimoine classé ne se trouve à proximité immédiate du site ; que la chapelle Saint-Nicolas est le monument le plus proche, à 3km du site ; que les éoliennes pourront être partiellement visibles depuis celle-ci en période hivernale ; que les vues vers celle-ci ne seront quant à elles pas modifiées ;

Considérant que l'étude d'incidences comme le fonctionnaire délégué sur recours concluent que le patrimoine classé présent dans un rayon de 5 km autour du projet ne verra pas de modification importante de son cadre paysager ;

Considérant que globalement, le fonctionnaire délégué sur recours constate que la majorité des éléments patrimoniaux ne devraient pas connaître d'incidences majeures et ce dû à la distance qui les sépare des éoliennes ;

Considérant que le seul élément du patrimoine monumental présent à proximité immédiate du parc éolien est le château de Wallay et de la ferme adjacente ; que la distance à la première éolienne est de 840 m ;

Considérant que les éoliennes modifieront le cadre paysager proche depuis le château de Wallay et dans une moindre mesure depuis la ferme ; que les éoliennes seront disposées de manière lisible depuis le domaine et ses alentours ;

Considérant que l'impact visuel depuis le domaine de Wallay est modéré par la distance relativement importante que le sépare de la première éolienne ; que les éoliennes s'installent au milieu de la chavée alors que le domaine est quant à lui situé sur le tige, ce qui exclut tout effet important de contraste d'échelle ;

Considérant que le domaine de Wallay est entouré de végétation et essentiellement visible depuis la rue de Gesves et de Ciney (N921) ; que les éoliennes apparaîtront dans le cadran visuel du Château de Wallay, à son avant-plan, principalement depuis la rue de Ciney ; que les éoliennes 5 et 6 génèreront un effet de domination ;

Considérant que la rue de Ciney (N921) est une route provinciale ; que les observateurs seront en mouvement dans leur véhicule lorsque des situations de covisibilité entre les éoliennes et le Château de Wallay apparaîtront ; que les points de vue panoramiques offerts depuis la rue de Ciney sont déjà altérés par la présence de panneaux de signalisation, une discothèque et des bâtiments agricoles (notamment des silos) ;

Considérant par ailleurs que l'impact paysager des éoliennes sur le domaine de Wallay doit être apprécié en regard du bénéfice environnemental et énergétique du parc éolien et de l'intérêt général ;

Considérant qu'on peut admettre que le cadre paysager aux environs du domaine de Wallay soit modifié dès lors qu'il n'est pas exagéré par rapport au bénéfice global du projet pour la collectivité ;

Considérant que l'inventaire des Périmètres d'Intérêt Paysager (PIP) et des Points et Lignes de Vue Remarquable (PLVR), déterminé pour la Wallonie par l'ADESA asbl, n'est pas encore disponible pour cette partie du territoire ;

Considérant que l'ADESA a précisé à l'auteur d'étude qu'elle basera son inventaire sur les zones d'intérêt paysager et les périmètres de grande sensibilité déterminés dans les schémas de structure communaux ;

Considérant qu'en ce qui concerne les PIP, l'auteur d'étude a par conséquent intégré dans son analyse paysagère les zones d'intérêt paysager du schéma de structure d'Ohey, les périmètres de sensibilité visuelle du schéma de structure de Gesves, les unités paysagères du schéma de structure de Havelange ainsi que les PIP définis au plan de secteur ;

Considérant qu'en ce qui concerne les PLVR, l'auteur d'étude a intégré les PLVR définis dans les schémas de structure communaux d'Ohey et d'Havelange ; que la commune de Gesves n'a pas proposé de PLVR mais que l'auteur d'étude a réalisé sa propre recherche des PLVR ;

Considérant que les périmètres d'intérêt paysager / de sensibilité visuelle les plus proches du projet sont les n°1, 8, 9, 16, 17 et 18 ; qu'ils entourent le site d'implantation du projet éolien ; que le périmètre n°17 est issu du SSC de Gesves et l'éolienne 1 se trouve en bordure (à 20 m) ; que le n°1 est un périmètre du plan de secteur qui n'a pas été entièrement retenu par le SSC d'Ohey ; qu'il se trouve à 150 m de l'éolienne 6 ; que les quatre autres se trouvent entre 520 et 1200 m des éoliennes en projet ;

Considérant que pour ce qui concerne le PIP 17 « Vallée du Samson », l'auteur d'étude conclut que les éoliennes « apparaîtront en arrière-plan de ces paysages variés et harmonieux liés à la vallée du Samson, comme de nouveaux points d'appel ; que « la modification du cadre paysager proche sera importante, sans que la structure interne du périmètre de sensibilité visuelle en soit affectée. » ;

Considérant que le PIP proche de la rue de Ciney et défini au plan de secteur n'a pas été repris dans le schéma de structure communal d'Ohey ; que l'auteur d'étude a validé ce choix vu la présence d'éléments peu harmonieux au sein du PIP et le manque d'éléments remarquables ;

Considérant que l'auteur d'étude estime que les éoliennes ne perturberont pas la lecture interne des PIP 1, 8 et 16 bien qu'elles en modifieront le cadre paysager proche et qu'elles seront visuellement présentes depuis la majeure partie de ces PIP ;

Considérant que pour les PIP 9 et 18, les rotors des éoliennes émergeront à l'arrière de la crête sous forme d'une ligne selon une situation peu favorable étant donné que ce sont

essentiellement les rotors qui émergeront à l'arrière de la crête en arrière-plan de la tige de Space ; que cependant cette ligne est en relation avec les lignes de force du paysage;

Considérant que l'auteur d'étude considère qu'« étant donné que ces deux PIP concernent essentiellement le fond de vallée, l'impact du projet sur ceux-ci reste limité puisque les éoliennes ne seront pas visibles depuis le fond. »;

Considérant pour les autres PIP l'auteur d'étude estime que « la modification des vues paysagères sera nulle ou peu problématique. » ;

Considérant qu'en ce qui concerne les lignes de vue remarquable LVR n° 1 et 2, proposées par le schéma de structure d'Ohey, le Château de Wallay y est visible ; que l'auteur d'étude juge que « les vues n'y sont pas particulièrement remarquables étant donné la présence d'infrastructures agricoles » ; que les éoliennes vont nettement marquer le paysage, mais que la configuration du parc sera clairement lisible;

Considérant qu'en ce qui concerne la ligne de vue remarquable LVR n°3 de Wallay, l'auteur d'étude considère que « la vue est remarquable mais le paysage comporte quelques éléments déstructurants liés à l'intense activité agricole de l'endroit » ; que « la vue sera modifiée par l'implantation des éoliennes dans la campagne car ce seront de nouveaux éléments marquant dans le paysage et que l'angle horizontal d'occupation visuelle sera important (95°) » ; que « cependant, elles seront disposées de manière lisible, en relation avec les lignes de force du paysage. » ;

Considérant que le point de vue remarquable PV4 de l'ancien couvent de Francesse est situé à 1300m de la première éolienne, sur le haut du versant du tige de Sorée ; que les éoliennes apparaîtront dans la moitié Est du cadran visuel, déjà marqué par des infrastructures agricoles ; que l'auteur d'étude considère que « le projet sera lisible étant donné que les éoliennes suivront les lignes de forces dessinées par les tiges et chavées », que « cependant, il va modifier le cadre paysager remarquable de ce point de vue par l'apparition de nouveaux points d'appel dominants dans le paysage. » ;

Considérant que les lignes de vue remarquables LVR n° 5 et n° 6 du tige de Sorée sont situées à 2200 m des éoliennes ; que la configuration du projet s'inscrit dans les lignes de force telles qu'elles seront perçues localement ;

Considérant que le point de vue remarquable PVR n°7 se situe plus ou moins dans l'axe de la ligne d'éoliennes ce qui perturbera la lisibilité de celle-ci ; qu'il s'agit d'un point de vue remarquable offrant un panorama à 360° et que l'auteur d'étude estime que « la qualité du point de vue ne sera toutefois pas remise en question étant donné son amplitude » ;

Considérant que les autres LPVR ne seront que faiblement impactés par les éoliennes ;

Considérant qu'aucune situation de visibilité, ni de co-visibilité n'est attendue entre le projet éolien et le PICHE à Florée ;

Considérant que le cadre paysager de Sorée (PICHE et RGBSR) sera modifié ; que les éoliennes seront visibles jusqu'au cœur du village ; que cette visibilité ne sera que partielle du fait de la présence du bâti et de la végétation qui occulteront les éoliennes ; que les qualités intrinsèques des périmètres PICHE et RGBSR seront préservées malgré la présence des éoliennes ; que la vue privilégiée sur la silhouette du village depuis le nord, sur la route N921, ne sera pas affectée ;

Considérant que depuis Petite Gesves (RGBSR) le périmètre soumis au RGBSR ne sera pas modifié mais les éoliennes feront partie intégrante du cadre paysager de celui-ci ;

Considérant que les arbres remarquables présents à proximité ne constituent pas des points de repère forts du paysage et qu'ils ne seront pas affectés par la présence des éoliennes ;

Considérant que le site comporte quelques points d'appel ou de repère mais qui disparaissent très rapidement lorsque l'on s'éloigne ;

Considérant que les éoliennes apparaissent dans quelques situations en concurrence visuelle avec le clocher de Gesves ;

Considérant à ce sujet que depuis la chaussée de Gramptinne (N942) à Gesves, le clocher reste clairement identifiable et que les éoliennes apparaissent quant à elles dans une configuration très lisible (photomontage 2) ; que le clocher et les éoliennes n'apparaîtront pas dans le même cadran visuel pour l'observateur ; que de manière générale, l'observateur qui parcourera la route N942 n'aura que rarement les éoliennes dans son champ de vision ;

Considérant que les éoliennes apparaîtront en concurrence directe avec le clocher à partir de Bosimont, l'éolienne 1 apparaissant plus grande que le clocher (photomontage 5) ; que la configuration du parc sera cependant clairement lisible ; que par ailleurs des bâtiments agricoles relativement imposants entrent déjà en concurrence visuelle avec le clocher et qu'il ne s'agit donc pas d'une zone totalement préservée jusqu'à présent ;

Considérant que depuis Pourrain les éoliennes entreront également en concurrence visuelle avec le clocher pour les habitants de la partie Est de Pourrain (photomontage 24) ; que la plupart des habitations sont situées sur le flanc du versant qui fait face au Nord et à Gesves de sorte que les vues privilégiées seront conservées ; considérant que les éoliennes apparaîtront selon une configuration lisible ; que la distance déjà grande qui sépare les habitations des éoliennes limitera l'angle d'occupation visuelle des éoliennes ; que par ailleurs l'implantation des éoliennes dans la chavée et non pas au sommet d'un tige limite l'effet de domination des éoliennes dans le paysage ;

Considérant que le projet est situé en « aire agricole à maintenir » au schéma de structure communal de Gesves ; que celui-ci a défini des périmètres de sensibilité visuelle « à l'intérieur desquels tout actes et travaux doivent faire preuve d'un effort significatif d'intégration visuelle. Lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de

R09

la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet sera donc particulièrement étudié. » ;

Considérant que le schéma de structure communal d'Ohey précise que « *les implantations d'éoliennes ne sont pas autorisées dans et aux abords de ces zones d'intérêt paysager et notamment dans la campagne d'Ohey située entre Gesves et Evelette.* » ;

Considérant que l'analyse de l'auteur d'étude concernant l'impact des éoliennes sur la campagne oheytoise est la suivante : « *Les éoliennes en projet se trouvent certes dans la campagne d'Ohey, mais en dehors de toute zone d'intérêt paysager. Seulement deux éoliennes se situent à moins d'1 km de la zone d'intérêt paysager de Turelure (PIP8) du SSC d'Ohey : les éoliennes 5 et 6 sont prévues respectivement à environ 520 m et 930 m de cette zone d'intérêt. Le projet éolien s'écarte donc partiellement des orientations exprimées dans le SSC d'Ohey. Toutefois, si le projet éolien modifiera le cadre paysager de cette zone d'intérêt paysager de Turelure (PIP8), sa structure paysagère interne ne sera cependant pas modifiée. En outre, les éoliennes s'agenceront selon une configuration linéaire lisible, en relation directe avec les lignes topographiques majeures du paysage. Enfin, la campagne entre Gesves et Ohey sur laquelle s'implante le projet est déjà marquée par des infrastructures peu intégrées au paysage (bâtiments agricoles, parcs à conteneurs, silos, etc.). Au regard de ces éléments, les incidences paysagères du projet sur la zone d'intérêt paysager de Turelure et la campagne d'Ohey en elle-même ne seront pas problématiques* » ;

Considérant que le schéma de structure communal est un outils d'orientation en matière d'aménagement du territoire ;

Considérant que l'étude d'incidences montre que globalement il est possible d'installer un parc éolien dans la campagne oheytoise entre Gesves et Evelette sans affecter de manière déraisonnable et irréversible la qualité paysagère de l'ensemble de l'entité ;

Considérant par ailleurs, et comme il est précisé dans le schéma de structure communal, qu'une grande partie du territoire de la commune d'Ohey est située en périmètre d'intérêt paysager ; que cela démontre la richesse paysagère de la région, mais que cela démontre également que l'usage d'une portion relativement restreinte du territoire de la commune d'Ohey à dessein du présent projet ne mettra pas en péril la qualité paysagère de l'ensemble de la localité ;

Considérant que le schéma de structure communal d'Ohey comporte des mesures d'aménagements ; que l'une d'entre elles consiste en l'établissement de Règlements Communaux d'Urbanisme (mesure M3) ; que l'une des ces mesures concerne l'éolien et qu'il y est indiqué que « *la commune présente un potentiel pour le développement de l'éolien qu'il faut réglementer pour accompagner le paysage sans le déstructurer* » ;

Considérant qu'il y est ensuite précisé qu' « *il s'agira également de définir un RCU pour tout projet de développement de l'éolien sur le territoire de la Commune. Aucun projet d'éolien ne pourra être créé préalablement à l'adoption définitive de ce RCU. L'objectif de*

R01

ce RCU sera de déterminer à l'échelle de la commune d'Ohey les zones d'exclusion de développement éolien, les limites et conditions de son développement de manière à veiller à une intégration paysagère et environnementale optimales » ;

Considérant qu'aucun RCU n'a été approuvé à l'heure actuelle à ce sujet ; que la création de ce RCU est mentionné dans le schéma de structure en ordre de priorité 3 de réalisation, c'est-à-dire que la mise en œuvre de la mesure est à réaliser dans les 10 ans suivant l'adoption du schéma de structure communal ;

Considérant qu'une étude des alternatives d'implantation (en terme de localisation du projet) a été réalisée par l'auteur d'étude ; que cette analyse démontre que, compte tenu des contraintes existantes, les sites éoliens potentiels de Ohey (site 1) et Ohey/Jallet (site 2) sont les seuls sites qui pourraient avoir un potentiel semblable au présent projet ;

Considérant qu'en ce qui concerne le site 1, la configuration des lieux ne permet pas une intégration paysagère conforme à la structure topographique des tiges et chavées ; qu'en ce qui concerne le site 2, il se trouve partiellement en zone d'intérêt paysager du SSC d'Ohey et à proximité directe du château d'Hodoumont;

Considérant que seule une étude d'incidences complète permettrait de connaître le potentiel réel de ces deux sites alternatifs ; que la mise en œuvre de ceux-ci n'engendrerait pas moins d'incidences que le présent projet ;

Considérant qu'on peut estimer en tout état de cause que le projet rejoint au moins partiellement les objectifs annoncés du RCU en ce qu'il correspond à la meilleure option en terme d'intégration paysagère et environnementale ;

Considérant que le schéma de structure communal prévoit de diminuer la dépendance aux énergies fossiles (mesure M25); qu'il précise que *« concernant l'éolien, en raison des qualités paysagères du territoire communal, la plus grande prudence sera adoptée dans sa promotion et son développement sera soumis à une étude paysagère approfondie visant à préserver les paysages » ;*

Considérant qu'on peut estimer que le volet paysager de l'étude d'incidences remplit cette dernière mission ;

Considérant que le présent projet n'est pas en contradiction avec les schéma de structure communal d'Ohey ;

Considérant que la commune de Gesves dispose d'un schéma de structure communal ; que celui-ci définit des périmètres qu'il qualifie de grande valeur sensibilité visuelle *« à l'intérieur desquels tout actes et travaux doivent faire preuve d'un effort significatif d'intégration visuelle. Lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet sera donc particulièrement étudié » ;*

Considérant que la commune de Gesves dispose également d'un règlement communal d'urbanisme ; que celui-ci inclut les mêmes exigences en terme d'intégration visuelle ;

Considérant que le schéma de structure communal de Gesves précise que la campagne de Borsu entre Gesves et Sorée sur laquelle s'implante les éoliennes est une zone agricole à maintenir ouverte ;

Considérant que règlement communal d'urbanisme inclut les mêmes exigences que le schéma de structure communal en terme de maintien des vues ouvertes ;

Considérant que le règlement communal d'urbanisme vise la prolifération des installations agricoles en zone ouverte dans une région marquée par l'agriculture intensive, et non les éoliennes ;

Considérant en tout état de cause que les exigences du règlement communal d'urbanisme et les orientations du schéma de structure sont respectées ;

Considérant en effet que les périmètres de sensibilité visuels du schéma de structure et du règlement communal d'urbanisme sont repris dans l'étude d'incidences sous la dénomination de périmètre d'intérêt paysager ; qu'ils correspondent à la plaine alluviale et les versants de la plaine du ruisseau des Fonds de Gesves, la plaine alluviale du Samson depuis Francèsse jusqu'à Houyou en passant par Champia, aux Campagnes entre Pourrain et Houyou et la vallée du ruisseau de Hoûte ainsi qu'à l'enveloppe paysagère du village délimitée par l'ensemble des points de vue les plus intéressants à Sorée ;

Considérant, que l'auteur d'étude conclut que pour les périmètres d'intérêt paysager les plus proches, c'est-à-dire les PIP 16, 17 et 18, leur structure paysagère interne ne sera pas perturbée ; que pour les autres PIP, la modification des vues paysagères sera nulle ou peu problématique ;

Considérant, en ce qui concerne les vues ouvertes, que le parc éolien est composé d'une ligne de 6 éoliennes ; que les interdistances entre éoliennes sont comprises entre 435 m et 635 m ; que les tours d'éoliennes ont un diamètre de l'ordre de quelques mètres ;

Considérant que l'auteur d'étude affirme que *« les éoliennes en projet ne seront pas de nature à fermer le paysage et les vues longues »* et que le fonctionnaire délégué sur recours confirme que *« les éoliennes, par leur langage architectural élancé, le faible encombrement au sol qu'elles représentent et les distances qui les séparent, ne ferment pas les vues longues même si elles en modifient très sensiblement les notions de profondeur »* ;

Considérant dès lors que le maintien des vues ouvertes tel qu'imposé par le règlement communal d'urbanisme est respecté ;

Considérant que la cabine de tête sera construite à proximité d'un hangar agricole existant ; qu'elle respecte les prescrits du règlement communal d'urbanisme ;

Considérant que la configuration d'un parc éolien ne peut jamais être optimale à partir de tous les points de vue ; qu'il convient cependant de veiller à la meilleure insertion possible dans le paysage local ; que dans le cadre du présent projet les situations de moindre visibilité sont relativement peu nombreuses ; que de manière générale, la configuration proposée permet une bonne insertion et visibilité du projet dans le paysage ;

Considérant que la ligne légèrement courbe des six éoliennes, assez régulièrement espacées, suit la même direction que les crêtes et dépressions ;

Considérant que le projet éolien est configuré de telle sorte qu'il souligne la structure topographique du paysage local ;

Considérant donc que les critères visés à l'article 127, § 3, du CWATUPE sont respectés en ce que l'implantation d'éoliennes ne constitue pas une barrière visuelle ;

Considérant que les conditions de l'article 127 §3 du CWATUPE sont réunies ;

Considérant par ailleurs que l'emprise sur les terres agricoles nécessaire au projet est tout à fait anecdotique par rapport à la taille de la plaine agricole concernée et représente environ 1.5 hectare ; que c'est à mettre en relation avec les centaines d'hectares que compte la plaine ;

Considérant que la présence des éoliennes n'affectent pas les cultures au-delà de la zone d'emprise au sol ;

Considérant que l'impact des éoliennes sur la rentabilité et la viabilité économique des activités agricoles et tout à fait négligeable ;

Considérant que les impacts attendus du parc sur les animaux terrestres seront peu importants, voire négligeables ; que pour les mammifères, une légère baisse de fréquentation des abords immédiats du parc n'est pas à exclure dans un premier temps, mais il est probable que cet effet s'estompera rapidement au fil des mois ;

Considérant que la zone d'implantation est destinée à l'agriculture ; que les terres au niveau du site du projet sont en grande majorité couvertes de grandes cultures ; que l'élevage est peu présent sur la zone d'implantation et que le cas échéant les impacts seraient peu importants, voire négligeables ;

Covisibilité

Considérant que les parcs éoliens en activité ou en projet les plus proches sont situés à une distance supérieure à 12km, excepté pour le projet d'Electrawinds à Assesse, situé à 2.8km ;

Considérant que le projet d'Electrawinds a fait l'objet d'une réunion d'information préalable le 10 décembre 2009 ; que depuis lors, aucune demande de permis n'a été introduite pour ce projet et que les études semblent avoir été suspendues par le promoteur;

Considérant dès lors que les impacts cumulatifs des deux projets devront être analysés le cas échéant dans le cadre de l'étude d'incidences sur l'environnement du projet développé par Electrawinds à Assesse ;

Considérant que, pour ce qui concerne les autres parcs à proximité, l'étude d'incidences conclut que les situations de covisibilité avec l'un ou l'autre de ces parcs ou projets seront relativement rares et qu'elles seront principalement limitées aux points hauts, depuis les sommets des tiges (en particulier le tige Gesves-Marchin), ou aux alentours d'Héron, en bordure Nord de la vallée mosane ; que l'interdistance d'au moins 12 km entre le projet de Gesves-Ohey et ces autres parcs et projets rend ces rares situations de covisibilité très peu problématiques ;

Effet stroboscopique

Considérant que le « Cadre de Référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne » du 21 février 2013 recommande que l'exposition à l'ombre projetée des éoliennes ne dépasse pas 30 heures par an et 30 minutes par jour ; que selon l'EIE, ce seuil n'est nullement atteint au droit des habitations les plus proches ;

Considérant que les incidences de l'ombre stroboscopique pour les automobilistes a été étudiée en page 227 ; que la conclusion est que les incidences sont non significatives pour la N921 et la N946 qui sont les deux axes les plus proches du site ;

Chemins à aménager

Considérant que le charroi nécessaire projet impose le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1 820 m de voiries existantes publiques (chemin vicinal n°5 d'Ohey, chemins vicinaux n°18 et 21 de Gesves) pour l'accès aux éoliennes 1, 5 et 6 ; le renforcement et l'élargissement à 4 m de 1 090 m de voiries existantes privées pour l'accès aux éoliennes 3, 4 et 5 ; la construction de 1 390 m de nouveaux chemins sur domaine privé pour accéder aux éoliennes 2, 3, 4 et 6 depuis les voiries existantes ; l'aménagement d'aires de manœuvre temporaires au niveau des différents carrefours et virages serrés ;

Considérant que le Collège communal d'Ohey demande que les chemins ou sentiers de promenade qui seront utilisés dans le cadre du chantier ou de l'exploitation puissent rester comme tels et conserver leur assise perméable ; que cette demande semble pertinente pour d'une part maintenir le caractère agricole de la zone et d'autre part limiter les modifications du régime d'écoulement des eaux ; que les matériaux qui seront utilisés permettent de répondre à cette exigence ;

Considérant que les chemins privés seront élargis en domaine privé uniquement ;

Considérant que certains chemins vicinaux seront élargis mais que cet élargissement restera dans l'emprise des chemins vicinaux telle que définie à l'Atlas des chemins ; qu'en ce sens il n'est pas prévu d'élargissement de la voirie communale ;

R89

Considérant que les modifications apportées à la voirie vicinale sont détaillées dans les coupes C.V.I.1, C.V.I.2, C.V.I.3, C.V.I.4, C.V.I.8, C.V.I.9, C.V.I.10, C.V.I.11 et C.V.I.13 du plan descriptif 1/5 de la demande de permis unique ;

Considérant que dans le cas présent, le Service Technique Provincial est compétent en ce qui concerne les voiries vicinales et qu'il a remis un avis positif en date du 25 mars 2013 ;

Considérant que l'exploitant a prévu de procéder à la pose de panneaux de signalisation de type « F45c » aux points « A » et « G » et de panneaux portant la mention « chemin privé » à l'accès de la cabine de tête et de l'éolienne 2 mentionnées sur le plan d'architecte (Annexe 5) et conformément aux demandes du service technique provincial ;

Chemin du GAL (chemin vicinal n°5 à Ohey)

Considérant que des circuits de randonnée pedestre, équestre ou cycliste passent à proximité ou dans le périmètre du parc éolien ;

Considérant qu'un circuit de randonnée cycliste passe au sein du périmètre du parc éolien, entre les éoliennes 2 et 3 ; considérant que les promeneurs approcheront à moins de 250 m des éoliennes et subiront un effet de domination ;

Considérant que plusieurs circuits de randonnée pedestre passent également au sein du périmètre du parc éolien ; que leur fonctionnalité ne sera pas remise en cause même si les éoliennes modifieront le cadre paysager ;

Considérant qu'un chemin de randonnée du GAL emprunte le chemin vicinal n°5 à Ohey ; considérant que les promeneurs s'approcheront à une distance de l'ordre de 190m de l'éolienne n°6 ;

Considérant que la nature des aménagements n'induera pas d'impacts sur les circuit de randonnée du GAL ;

Considérant que la nature des aménagements proposés aux voiries et les matériaux utilisés n'induiront pas d'impact négatifs pour les randonneurs équestres ;

Considérant que les éoliennes constitueront indéniablement de nouveaux points d'appel visuel dans le paysage ;

Considérant que la présence des éoliennes peut être perçue par certains promeneurs comme une dégradation du paysage, mais que d'autres au contraire y trouveront une certaine esthétique et un but de promenade ;

Considérant qu'il en soit que la présence des éoliennes et les aménagements de voirie qu'elles suscitent ne sont pas de nature à impacter de manière significative les activités de randonnées dans les environs du parc éolien ;

R89

Raccordement

Considérant que le courant électrique moyenne tension (11,5 kV) produit par les éoliennes sera acheminé par des câbles électriques souterrains (2 systèmes de 3 câbles de 400 mm² disposés en trèfle) jusqu'à la cabine de tête qui sera construite à côté d'un hangar agricole, en bordure d'un chemin privé permettant l'accès aux éoliennes 3 et 4 ;

Considérant que la cabine de tête sera installée à côté d'un hangar agricole, en bordure d'un chemin privé permettant l'accès aux éoliennes 3 et 4; qu'un câble souterrain acheminera le courant jusqu'au poste de raccordement de Florée situé à ± 3.9 km ;

Considérant que le câblage sera placé dans l'emprise ou dans les accotements des nouveaux chemins d'accès à créer sur domaine privé et des chemins à élargir dans l'emprise du domaine public.

Considérant qu'un tronçon du raccordement interne empruntera la rue Borsu ; que la pose des câbles se fera par forage dirigé ;

Considérant qu'un tronçon du raccordement interne empruntera les chemins vicinaux n°2, 73 et 74 ; que la pose des câbles se fera dans l'emprise du domaine publique ; qu'aucun passage en cross-country n'est envisagé ;

Considérant que les travaux de raccordement électrique pourraient occasionner une gêne ponctuelle et non problématique ; que les champs électriques et magnétiques générés par le raccordement électrique du parc seront largement inférieurs aux valeurs limites européennes ;

Chantier

Considérant que durant la phase de chantier, les inconvénients à prendre en compte sont principalement le bruit, les nuisances liées au charroi et le risque d'accident;

Considérant qu'en phase de chantier, les niveaux sonores ne dépasseraient pas la valeur limite de 50 dB[A] au droit de l'habitation la plus proche, située à 350 mètres;

Considérant que le projet nécessite le réaménagement de quatre chemins existants sur une longueur d'environ 2.910 m, deux publics et deux privés, ainsi que la création de quatre nouveaux chemins d'accès sur terrain privé sur 1.390 m ;

Considérant qu'en phase de réalisation, le projet n'implique pas de risque particulier, que la sécurité au chantier serait assurée par le respect de la législation en vigueur, qui oblige le demandeur à mandater un coordinateur sécurité-santé agréé; que celui-ci élaborera un plan sécurité-santé pour chaque étape du chantier et veillera à sa bonne application;

Considérant que le chantier générera une quantité de déblais non négligeable ; que le demandeur a un accord avec la s.a. Wanty pour la valorisation et/ou le stockage des terres excédentaires dans la région ;

R89

Ecoquartier

Considérant qu'un projet d'écoquartier est en cours de développement sur le territoire de la commune de Gesves au lieu-dit Sierpont ;

Considérant que ce projet d'écoquartier comprend 50 logements neufs et est intégré dans un schéma directeur dûment approuvé par l'autorité communale de Gesves en date du 4 avril 2013 ;

Considérant que cet écoquartier est projeté dans une zone d'habitat à caractère rural ; que l'éolienne la plus proche de la zone d'habitat à caractère rural est l'éolienne 1, située à une distance de 735m;

Considérant qu'au vu des éléments de l'étude d'incidences, notamment ceux relatifs à l'impact paysager, à l'acoustique et à l'ombre portée, le projet de parc éolien n'hypothèque pas la réalisation éventuelle de l'écoquartier ;

Parc à conteneurs

Considérant que le parc à conteneur est situé à environ 310m de l'éolienne 6 ;

Considérant que, du point de vue des risques d'accident générés par les éoliennes, le parc à conteneur se situe dans une zone dont le niveau de risque est inférieur à 10-6, niveau généralement considéré comme le niveau de risque maximal à ne pas dépasser dans les zones d'habitat et les zones fréquentées par le public ;

Considérant que le parc à conteneur pourrait être soumis à l'effet d'ombre portée; considérant que ce phénomène apparaît principalement au levé du jour ou en soirée lorsque le soleil est bas dans le ciel ; que dès lors les travailleurs du parc au container seront exposés à ce phénomène que de manière limitée ;

Considérant que les niveaux acoustiques générés par le parc éolien au sein du parc à conteneur seront inférieurs à 45dB(A) ; considérant que les activités liées au parc à conteneur génèrent elles-mêmes des nuisances sonores (trafic des usagers, déplacement des bennes etc) ;

Considérant qu'en journée, les conditions générales fixent pour la zone agricole et la zone d'habitat la valeur limite à ne pas dépasser à 50 dB(A) ; considérant qu'il n'y a pas lieu d'imposer au parc éolien vis-à-vis du parc à conteneur le respect de niveaux sonores plus contraignants que ceux des conditions générales ;

Procédure relative au complément d'étude

Considérant que l'instruction de la demande en première instance a été réalisée en tenant compte de la norme de bruit de 40 dB(A) maximum la nuit, conformément aux conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; que l'avis remis le 17 avril 2013 par la Cellule bruit de le

R89

Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement l'a également été au regard du respect de ladite norme ;

Considérant que la Cellule bruit a remis un avis défavorable motivé par le fait que les bridages à mettre en œuvre pour respecter la norme actuellement en vigueur dépassent la valeur de 3dB(A) qu'elle considère comme une limite à ne pas dépasser;

Considérant que, vu les raisons du refus de permis en première instance, le demandeur a introduit un recours en réformation afin de tendre à l'obtention du permis sollicité; que ce recours se base, pour sa partie environnementale, sur un document technique relatif aux nuisances sonores avec bridages et à l'évolution du productible due auxdits bridages ;

Considérant que ce document technique remplace les chapitres correspondants de l'étude d'incidences sur l'environnement initiale; que dès lors, dans le cadre du respect du Code de l'environnement eu égard aux dispositions relatives à l'information du public, il y avait lieu de soumettre ces documents à enquête publique ;

Considérant que ce point de procédure a été abondamment contesté dans les récriminations formulées pendant lesdites enquêtes publiques ainsi que dans l'avis, sollicité sur recours, de la CCATM de Gesves; qu'on peut y lire:

"[...] qu'aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance. Signalons que la procédure générale en son article 93 §3 n'envisage les modifications éventuelles à la demande de permis et leur complément d'étude d'incidences que préalablement à la décision de l'autorité compétente.

[...]

qu'aucune disposition n'autorise l'autorité compétente sur recours de prescrire au demandeur un complément d'EIE ou d'en accepter un en provenance du demandeur. Il convient de remarquer que la procédure de recours n'est pas contradictoire et n'autorise nullement le demandeur d'intervenir pendant l'instruction de ce recours.

[...]";

Considérant que cette analyse est erronée dans la mesure où, s'il est exact que la procédure prévue par l'article 93, §3, du décret du 11 mars 1999 n'est susceptible de s'appliquer qu'en première instance, il faut constater que, dans le cadre du présent dossier, les pièces fournies pendant la procédure de recours ne constituent en rien une modification du projet faisant l'objet de la demande, ce projet restant inchangé; qu'il n'y a en effet ni ajout, ni suppression, ni déplacement d'éolienne et les plans de l'établissement ne sont dès lors pas modifiés; que les modifications introduites lors du recours ne portent que sur des modalités d'exploitation qui ne modifient en rien le projet initial; que lesdites modalités d'exploitations pourraient même se voir modifiées dans le futur en fonction de l'évolution de la législation; que l'article 93, §3, ne peut donc être mis en cause ;

Considérant qu'en ce qui concerne la fourniture en cours de procédure, et plus particulièrement pendant la procédure de recours, d'un complément d'étude d'incidences, l'article D. 29-12 du Livre I^{er} du Code de l'environnement, dispose: *"l'autorité compétente pour adopter le plan ou le programme et pour délivrer les autorisations relatives aux*

projets, ainsi que le collège communal des communes organisant l'enquête publique, peut procéder à toute forme supplémentaire de publicité et de consultation dans le respect des délais de décision qui lui sont impartis " ;

Considérant dès lors que c'est en vertu de cette disposition que, lorsque nécessaire, l'autorité compétente sur recours fait organiser une enquête publique pendant l'instruction du recours afin de soumettre de nouvelles pièces administratives à la consultation du public; que jusqu'à présent, le Conseil d'Etat n'a jamais critiqué cette pratique qui va dans le sens de la meilleure information du public, conformément à la volonté du Code de l'environnement ;

Considérant que le complément d'étude d'incidence a été transmis au fonctionnaire technique sur recours à l'initiative du demandeur; que c'est ledit fonctionnaire qui l'a ensuite transmis aux communes concernées afin qu'elles organisent une enquête publique ;

Considérant que ce document n'avait pas à être "accepté" ou non par le fonctionnaire technique sur recours; qu'en effet, Il n'appartient pas à ce fonctionnaire d'écarter d'autorité des documents contenant des précisions complémentaires qui lui seraient adressées par un demandeur, un requérant ou une instance d'avis; que le contraire pourrait même lui être reproché ;

Considérant en effet que le Code de l'environnement, en son article D. 69 dispose: *"L'autorité compétente apprécie les incidences du projet en prenant en considération l'étude d'incidences sur l'environnement ou la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, les avis recueillis dans le cadre de la procédure en autorisation et toute autre information qu'elle juge utile."*;

Considérant de plus que l'avis de la CCATM de Gesves dont question *supra* (ainsi que certaines oppositions formulées pendant les enquêtes publiques) contient une contradiction dans les motivations l'amenant à "rejeter" le complément d'étude d'incidence; qu'en effet, on peut d'abord lire, comme motif de rejet, que:

"aucune disposition ne permet d'apporter une modification au dossier de la demande de permis après la décision en première instance.",

alors que, quelques ligne après, on peut lire:

" Cette EIE complémentaire n'a pas de raison d'être pour les raisons suivantes:

elle ne concerne aucune modification à la demande de permis, ni en ce qui concerne les types d'éoliennes envisageables ni en ce qui concerne leur emplacement, ni en ce qui concerne la taille ou le statut juridique des zones de compensation proposées." ;

Considérant donc, pour conclure sur ce point, que le complément d'EIE introduit par le demandeur devait, dans le respect des législations environnementales en vigueur, être accepté par le Fonctionnaire technique sur recours, être pris en considération par ce dernier en ce qui concerne les nouvelles informations techniques qu'il apportait, et être

soumis à enquête publique en tant que pièce faisant intégralement partie de l'EIE; qu'aucune violation de la législation n'a été commise ;

Productible et aspects acoustiques

Considérant que le bruit émis par une éolienne en phase d'exploitation est essentiellement de deux types : le bruit mécanique induit par les frottements mécaniques du rotor et le bruit aérodynamique généré par le frottement de l'air ; qu'une éolienne à " transmission directe " atténue considérablement le premier type de bruit (pas de boîte de démultiplication) ; que le choix d'un mât cylindrique plutôt qu'un mât en treillis réduit le second type de bruit et avantage le bilan acoustique de l'engin ;

Considérant que le bruit généré durant la phase de chantier est surtout le fait des engins de chantier (pelle mécanique, grue, groupe électrogène, camions) ; que les niveaux sonores de ces engins à 500 mètres en champs libre est systématiquement inférieur à 50 dB[A] (limite acceptable en période jour pour les zones d'immission concernées) ; que le fonctionnement de ces engins est intermittent et limité aux jours et heures habituels de travail ; qu'en définitive, les impacts sonores de la phase de chantier peuvent être jugés non significatifs au niveau des premières habitations, en raison des distances élevées qui les séparent des zones de travaux ;

Considérant que la puissance acoustique émise par une éolienne varie fortement d'un modèle d'éolienne à un autre ; qu'elle est dépendante des technologies utilisées ; qu'elle atteint pour des éoliennes, telles que celles envisagées par le demandeur, une valeur comprise entre 96,4 et 107 dB[A], à la puissance nominale de production électrique ;

Considérant que les simulations effectuées sur base du logiciel CadNaA dont la méthode est respectueuse de la norme ISO 9613-2 « Acoustics – Attenuation of sounds during propagation outdoors » sont maximalistes car elles prennent en compte toute une série de conditions favorables à la propagation du bruit dans l'environnement (taux d'humidité de l'air de 80%, température de 10°C, coefficient d'absorption du sol de 0,7, ...), jamais rencontrées simultanément dans la pratique ; que 32 récepteurs (points de calcul) ont ainsi été disposés au droit des habitations les plus proches ou en limite des terrains urbanisables non encore mis en œuvre (l'habitation située au-dessus de la discothèque est incluse dans les récepteurs sélectionnés); que les éoliennes sont toutes situées à une distance de plus de 700 mètres des premières habitations exceptée pour les récepteurs R11 et R12 positionnés aux habitations situées au lieu-dit 'Borsu » ;

Considérant que le bruit particulier d'une éolienne est le plus émergent dans l'ambiance sonore pour une vitesse de vent comprise entre 5 et 7 m/s, selon le modèle ; qu'en dessous de cette vitesse du vent, la vitesse de rotation des pales est trop faible que pour générer un bruit aérodynamique important, qu'au-delà de cette vitesse du vent, le bruit généré par l'ambiance (vent dans les feuillages de la végétation) devient trop important et surpasse le bruit spécifique de l'éolienne ; que les courbes iso-bruit sont ainsi représentées, pour les différents modèles choisis, à ces vitesses critiques ;

Considérant que les différents modèles étudiés, en termes d'impact acoustique sont :

- l'Enercon E92 E2 – 2,350 MW – mât de 104 mètres, pour un vent possédant des vitesses ≤ 5 m/s, 6 m/s, 7 m/s, 8 m/s et ≥ 9 m/s ;
- la REpower MM100 – mât de 100 mètres, pour un vent possédant des vitesses ≤ 5 m/s, 6 m/s, 7 m/s, 8 m/s et ≥ 9 m/s ;
- la REpower 3.2M – mât de 93 mètres, pour un vent possédant des vitesses ≤ 5 m/s, 6 m/s, 7 m/s, 8 m/s et ≥ 9 m/s ;
- la REpower 3.4M – mât de 98 mètres, pour un vent possédant des vitesses ≤ 5 m/s, 6 m/s, 7 m/s, 8 m/s et ≥ 9 m/s ;

Considérant qu'afin de quantifier les niveaux de bruit pouvant être attendus au droit des habitations riveraines, le bureau d'études a réalisé une simulation acoustique pour chacun de ces modèles ; que les éventuels facteurs correctifs donnés par les constructeurs ont été pris en compte et les simulations ont été réalisées dans une optique maximaliste, comme décrit supra ;

Considérant qu'au niveau du site du projet, l'ambiance sonore y est actuellement influencée par (1) le trafic automobile sur la N921, (2) le trafic automobile local, relativement limité en intensité, notamment le soir et la nuit ; (3) le bruit inhérent à l'activité agricole (passage d'engins agricoles, travail dans les champs, bruit à proximité des fermes implantées dans les villages) ;

Considérant que le niveau de bruit L_{aeq1h} mesuré varie globalement entre 34 et 43 dB(A) lorsque le vent ne dépasse pas 5 m/s ; que le niveau de $L_{a90,1h}$ varie entre 27 et 35 dB(A) lorsque le vent est faible (< 5 m/s), que ces niveaux sont caractéristiques d'un milieu rural calme, autant durant la journée que durant la nuit ;

Considérant qu'il est attendu que le bruit des éoliennes sera perceptible ponctuellement au droit des habitations les plus proches ; que la perception de l'émergence se ressentira plus fortement au niveau de la ferme du Borsu en raison de sa distance au parc éolien (410m) ; qu'à part la ferme du Borsu la distance de garde de 700m a été adoptée entre les éoliennes et les premières habitations ce qui permettra de limiter ce phénomène d'émergence ; que la perception sera variable en fonction des conditions météorologiques et de l'importance du bruit routier ; que par vent de forte intensité, l'émergence éventuelle du bruit des éoliennes dans l'ambiance générale disparaîtra ; qu'en journée, l'émergence du bruit du parc dans l'ambiance générale sera plus limitée, voire nulle.

Considérant que l'Académie française de Médecine, dans son rapport du 23 mars 2006, recommande : "... par précaution, que soit suspendue la construction des éoliennes d'une puissance supérieure à 2,5 MW situées à moins de 1.500 m des habitations." ;

Considérant que cette consigne, bien que préventive et applicable à un pays voisin, attire néanmoins l'attention des riverains sur les risques éventuels d'une trop grande proximité des éoliennes par rapport aux habitations ;

Vu le rapport du groupe d'experts de l'AFSSET (Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail) intitulé « Impacts sanitaires du bruit généré par les éoliennes », paru en mars 2008 ;

Considérant que l'AFSSET a été saisie le 27 juin 2006 par les ministères français en charge de la santé et de l'environnement afin de conduire une analyse critique du rapport de l'Académie de Médecine évaluant le retentissement du fonctionnement des éoliennes sur la santé de l'homme ;

Considérant que, dans ses conclusions, ce rapport indique : « L'examen des données relatives aux niveaux de bruit mesurés au voisinage des éoliennes, des simulations de propagation de son et des enquêtes de terrain montre que la définition à titre permanent d'une distance minimale d'implantation de 1.500 m vis-à-vis des habitations, même limitée à des éoliennes de plus de 2,5MW, n'est pas représentative de la réalité des risques d'exposition au bruit et ne semble pas pertinente. » ;

Considérant que ce rapport recommande d'étudier les incidences du bruit générées par un projet éolien, au cas par cas, comme cela a été réalisé dans le cadre de l'E.I.E. qui nous préoccupe ;

Considérant qu'en phase de chantier, les niveaux sonores pourraient dans certains cas dépasser la valeur limite de 50 dB(A) et ce uniquement dans le cas où plusieurs engins fonctionneraient simultanément à régime maximal ; qu'une coordination parfaite du chantier et le respect des horaires de travail permettraient néanmoins d'éviter ce dépassement ;

Considérant que l'article 18, §2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les bruits liés à la circulation des véhicules et engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction ne doivent pas être pris en compte dans l'application desdites conditions ;

Considérant qu'en phase d'exploitation, le bruit généré par les éoliennes serait de trois natures différentes :

- un bruit mécanique créé par le mouvement ou le frottement des composants métalliques ;
- un bruit aérodynamique créé par le vent ;
- un bruit produit par les transformateurs ;

Considérant, en ce qui concerne les nuisances sonores, que l'exploitant devrait respecter les valeurs limites imposées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant

Rq

les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; que les limites de niveaux sonores les plus contraignantes s'appliqueraient en période de nuit ;

Considérant que l'arrêt n° 222.592 du 21 février 2013 du Conseil d'État confirme que la valeur limite de nuit de 40 dB(A) s'applique au bruit des éoliennes pour toute vitesse de vent, y compris lorsque celle-ci dépasse 5 m/s ;

Considérant que les données des constructeurs montrent qu'un bridage permettant une réduction de puissance acoustique des machines est possible, moyennant une réduction de production énergétique ; que suivant les modèles d'éoliennes, ce bridage permet d'atteindre une réduction de 3 à 5.6 dB(A) pour des vitesses de vent de 7, 8 ou 9 m/s, mesurée à 10 m de hauteur sur le champ éolien ;

Considérant que cette plage de vitesse (entre 7 et 9 m/s) correspond aux émissions de bruit les plus élevées pour les éoliennes considérées, que le bruit émis pour les vitesses de vents supérieures n'augmente plus et le bruit du vent devient prépondérant ;

Considérant qu'il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum, pour toute vitesse de vent évaluée à 10 m de hauteur sur le site éolien ;

Considérant que l'étude d'incidences comporte une étude acoustique actuelle et prévisionnelle, réalisée par le bureau agréé CSD Ingénieurs Conseils ; que les mesures d'évaluation de l'ambiance ont été réalisées par CSD ; que ce bureau était agréé en matière de bruit au moment de l'étude ;

Considérant que les niveaux prévisionnels ont été calculés au droit des habitations existantes les plus proches et en limite des zones d'habitat au plan de secteur ;

Considérant qu'en l'absence de bridage, les niveaux maximum prévus aux points les plus sensibles sont, contrairement à l'erreur qui affecte l'avis de la cellule bruit, les suivants :

- l'Enercon E92 E2 45,1 et 45,6 dB(A);
- la REpower MM100 44,1 et 44,6 dB(A);
- la REpower 3.2M 44,4 et 44,9 dB(A);
- la REpower 3.4M 44,8 et 45,2 dB(A);

Considérant qu'une campagne de suivi acoustique doit vérifier l'efficacité de ce programme de bridage ;

Considérant que les émissions d'infrasons par les éoliennes sont principalement générées par des phénomènes physiques lors du passage des pales devant la tour ; que, bien qu'inaudibles, les infrasons sont présents dans notre environnement le plus quotidien ; qu'ils existent dans tout l'environnement industriel ; qu'à des intensités énormes, on les

R01

retrouve aussi dans les explosions, le tonnerre, les tremblements de terre, etc. ; que l'étude expérimentale de leur audibilité et de leurs effets sur l'homme ou l'animal exige des laboratoires très sophistiqués, en raison de leur grande longueur d'onde et de l'énormité des intensités qui doivent être générées pour qu'ils soient perceptibles ; qu'aux intensités auxquelles on les retrouve dans les sites industriels les plus bruyants, les infrasons, à peine audibles, n'ont aucun impact pathologique prouvé sur l'homme, au contraire des fréquences plus élevées du spectre auditif ; que ce n'est que dans les explosions, naturelles ou générées par l'homme, qu'ils peuvent avoir une part de responsabilité dans les lésions souvent létales observées ; qu'au-delà de quelques mètres de ces engins, les infrasons du bruit des éoliennes sont très vite inaudibles ; qu'ils n'ont aucun impact sur la santé de l'homme ;

Considérant que les mesures des infrasons sont réalisées en y appliquant un filtre G, défini selon une norme ISO, qui exprime la sensibilité de l'homme aux infrasons (de manière analogue au filtre A, appliqué pour les fréquences audibles) ; que les niveaux acoustiques moyen pondéré G mesuré à 200 mètres d'une éolienne, en fonction de la vitesse du vent, s'expriment par des valeurs comprises entre 58 (5 m/s) et 65 (12 m/s) dB[G] ; que la communauté scientifique considère qu'un niveau de 100 dB[G] est tout juste audible tandis que les niveaux de 90 dB[G] ou moins ne sont pas perceptibles ; que la législation danoise a, quant à elle, défini une valeur guide de 85 dB[G] pour la gamme des fréquences inférieures à 20 Hz ; que les niveaux mesurés (max de 65 dB[G] à 12 m/s) permet d'écarter tout risque de gêne significative liée aux infrasons, à des distances supérieures à 200 mètres, ce qui est toujours le cas pour les habitations les plus proches du parc éolien ;

Considérant que les émissions sonores des éoliennes ne se limitent pas aux fréquences audibles par l'oreille humaine, mais concernent également la bande de fréquence des basses fréquences et des infrasons ; que par basses fréquences, on entend des sons compris entre 20 Hz et 160 Hz, tandis que les infrasons sont caractérisés par des fréquences inférieures à 20 Hz ; que les infrasons et les basses fréquences peuvent créer une gêne auditive lorsque leurs niveaux sont proches ou supérieurs à leur seuil d'audibilité ; que les basses fréquences peuvent induire, lors d'expositions prolongées à des niveaux très élevés, des effets vibratoires nocifs au niveau de certaines cavités du corps humain ; qu'on parle dans ce cas de maladies vibro-acoustiques ;

Considérant que certaines études ont été menées pour définir l'impact des basses fréquences sur la santé ; qu'il existe des symptômes vibro-acoustiques, dus à l'effet vibratoire induit par les basses fréquences dans certaines cavités creuses du corps humain ; que cependant, ces études mettent en évidence de façon non systématique ces symptômes ; que, de plus, les expériences menées concernent des fréquences très basses avec une très forte intensité (plus de 100 dB(A)) durant une exposition prolongée (10 ans et plus) ;

Considérant que dans le cas des éoliennes, les émissions dans le spectre des basses fréquences (20 à 160 Hz) sont inférieures à 100 dB(A), ce qui implique des niveaux à l'immission (habitations) inférieurs à 45 dB(A) ; que tout risque sanitaire lié aux basses

fréquences générés par les éoliennes à des distances supérieures à 350 mètres peut être écarté ;

Considérant, en tout cas, que l'analyse effectuée par l'Institut de Physique appliquée de l'Université de Stuttgart sur les émissions d'infrasons démontre que, pour une gamme des éoliennes de 2 à 3 MW et à une distance de plus de 350 mètres des habitations, ce qui est toujours le cas dans le présent projet, les émissions d'infrasons générés par des éoliennes ne sont pas susceptibles d'induire une gêne auditive ou un risque sanitaire pour les riverains ;

Considérant qu'en terme de nuisance sanitaire, il est clair que le rapport du Docteur Nina Pierpont (Canada) du 20 décembre 2009, présentant des recherches originales primaires sur des personnes symptomatiques vivant près de grandes éoliennes (1,5 à 3 MW) implantées depuis 2004 et mettant en évidence la possible existence d'un « *syndrome éolien* », a véritablement jeté un pavé dans la mare, égratignant du même coup la théorie du risque sanitaire nul inhérent aux parcs éoliens, défendue par certains ;

Considérant que l'ouvrage identifie en effet un groupe de symptômes tels que troubles du sommeil, maux de tête, acouphènes, sensation d'augmentation de la pression à l'intérieur de l'oreille, vertiges, nausées, troubles de la vue, tachycardie, irritabilité, problèmes de concentration et de mémoire ou passages d'angoisse, tous éminemment liés au fonctionnement de l'oreille interne et à la présence d'infra-sons ;

Considérant que ce rapport divise : encensé par certains pour avoir mis des mots sur les souffrances jusqu'alors non reconnues de riverains d'éoliennes industrielles, il est aussi dénigré par d'autres qui lui reprochent une approche trop peu scientifique et un travail non cautionné par des référents ; qu'on peut notamment lui reprocher de ne pas avoir publié ses résultats dans une revue scientifique renommée, gage d'un travail reconnu ;

Considérant qu'on pourrait également lui reprocher sa méthodologie ; qu'il utilise une série de cas en tant que protocole de recherche ; qu'il apparaît que ce rapport constitue un compte-rendu descriptif d'une série d'individus présentant le même problème médical, sans cependant utiliser de groupe de témoin pour comparaison ;

Considérant que les « *faiblesses* » de ce rapport sont connues de l'auteur (sujet abordé dans son livre) ; que ledit rapport incite d'ailleurs le monde scientifique à continuer des études dans le même domaine, peut-être avec plus de moyens financiers et humains ; qu'il souhaite notamment que des études épidémiologiques soient entreprises ;

Considérant que des organisations telles que l'OMS, des instances gouvernementales comme l'Académie française de médecine et même l'Association Britannique de l'Energie Eolienne ont commandité de telles études épidémiologiques qui doivent être menées à long terme sur les riverains des éoliennes ; que les résultats de ces études ne sont pas encore connus ; que le délai est souvent très long entre les premiers doutes sur une nuisance quelconque, les observations cliniques et enfin la diffusion de la vérité scientifique au public ;

R87

Considérant que le bureau régional de l'OMS pour l'Europe a lancé en 2003 une étude destinée à examiner les effets des bruits nocturnes sur les perturbations du sommeil et de la santé en général ; que le but de cette étude est de produire des recommandations sur les niveaux admissibles de bruits nocturnes ; qu'un rapport préliminaire a été publié en 2009 (OMS, 2009) ; qu'il recommande principalement que pour prévenir les effets du bruit nocturne sur la santé, les populations ne doivent pas être exposées durant la nuit à des niveaux de bruits dépassant les 40 dB(A) à l'extérieur des habitations selon l'indicateur L_{outside, night} tel que défini par la directive européenne 2002/49/EC ;

Considérant, en ce qui concerne les parcs implantés en Wallonie, qu'on peut comprendre qu'il soit extrêmement difficile d'établir une relation de causes à effets entre d'une part, la panoplie de symptômes évoqués ci-dessus et, d'autre part, la présence d'éoliennes ; qu'il faut savoir que toutes les personnes vivant près d'éoliennes ne développent pas ces symptômes et que, par ailleurs, des personnes habitant dans des zones totalement libres de toute éolienne peuvent présenter lesdits symptômes ; qu'on ne peut donc véritablement parler, dans l'état actuel des connaissances, de cas « avérés » de sujets souffrant du « syndrome éolien » ;

Considérant, de la même façon, le dérangement occasionné par un bruit dépend de différents facteurs : le niveau d'intensité, la fréquence, le niveau de bruit de l'environnement, la configuration du terrain entre l'émetteur et le récepteur, la nature du récepteur, etc. ; que la sensibilité au bruit augmente si celui-ci est composé de sons de différentes fréquences ; que les effets du bruit sur les personnes peuvent ainsi être classés en trois catégories :

- 1 - les effets subjectifs, y compris agacement, insatisfaction, nuisance ;
- 2 - l'interférence avec les activités (conversation, sommeil, apprentissage) ;
- 3 - les effets physiologiques (anxiété, acouphènes, atteintes auditives) ;

Considérant que, du fait de la variabilité dans la tolérance au bruit d'une personne à l'autre, il est très compliqué de quantifier les effets du bruit ainsi que de le corrélérer à des réactions d'agacement et d'insatisfaction ;

Considérant qu'il n'existe actuellement aucune preuve scientifique publiée de façon très précise qui montre un lien présumé entre éoliennes et effets néfastes sur la santé de l'homme et des animaux et qui pourrait justifier d'un appel à l'application du principe de précaution dans ce domaine ; que même l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) affirme qu'il n'y a pas de preuves "irréfutables" qui étayeraient l'allégation affirmant que « les parcs éoliens peuvent nuire à la santé des personnes vivant à proximité » ;

Considérant que des riverains ont évoqué le caractère impulsif du bruit éolien ;

Considérant qu'aucun facteur de correction pour bruit impulsif n'a été appliqué lors de ces modélisations car le bruit généré par les éoliennes de puissance, comme celles envisagées dans le présent projet, ne présente pas de caractère 'impulsif' (au sens de la

R81

définition de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements classés) ;

Considérant que dans le cadre des études déjà réalisées par le Conseil Supérieur de la Santé en Belgique ou bien encore par l'Agence Française De Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail, il n'a jamais été mis en avant d'éventuelles émissions acoustiques de type impulsionnel liées aux éoliennes ; que l'AGW du 4/7/2010 définit un bruit impulsif comme « un bruit qui comporte une ou plusieurs impulsions d'énergie acoustique » tandis que la norme ISO 1996[1] parle d'un « bruit caractérisé par de brefs relèvements de la pression acoustique » ; que « un bruit peut être qualifié d'impulsif si l'on constate une augmentation de 10 dB(A) ou plus entre deux LA_{eq,10msec} successifs et si la durée du phénomène n'excède pas 1 seconde. » ; que par exemple des bruits impulsifs sont des tirs de mire ou d'artillerie ; que, vu la définition d'un bruit impulsif, une éolienne n'émet pas ce type de bruit ;

Considérant que, parmi les oppositions formulées lors de la deuxième enquête publique revient abondamment le fait que le permis ait principalement été refusé en première instance sur base de la conclusion du chapitre "bruit" du préambule de l'acte de refus formulé comme suit:

"Considérant qu'aucun des quatre modèles d'éoliennes envisagés ne permet, même moyennant un bridage nocturne de 3 dBA maximum, de respecter les normes des conditions générales ; que la mise en place d'un bridage plus conséquent est un non-sens du point de vue de la production énergétique qui empêche l'exploitation optimale du potentiel venteux du site";

et qu'il était donc inutile de soumettre à enquête publique un document proposant un bridage plus important entraînant de ce fait une diminution du productible qui avait été considéré comme étant un facteur susceptible de justifier le refus du permis sollicité ;

Considérant que la conclusion ci-dessus est erronée; qu'en effet, la seule donnée tangible à prendre en considération est la valeur maximale du productible espéré dans le respect des normes; qu'il n'y a pas à tergiverser sur une *"exploitation optimale du potentiel venteux du site"* si ledit potentiel n'est de toutes façons pas récupérable en respectant la législation en vigueur; qu'il convient de juger de l'opportunité du projet et de ses inconvénients pour l'environnement au regard du bénéfice environnemental qu'il peut apporter en matière de production d'électricité ;

Considérant à ce sujet, qu'il convient à ce stade de préciser certaines positions qui sous-tendent le raisonnement des autorités compétentes pour délivrer ou non un permis éolien et ce, au regard d'oppositions "génériques" qui se retrouvent dans la majorité des récriminations enregistrées lors des enquêtes publiques:

- Relativement à la variabilité de la production d'électricité éolienne, il est régulièrement affirmé que le bénéfice en termes de réduction d'émissions de CO₂ est inexistant dans la mesure où des centrales TGV doivent rester en stand-by pour palier le manque de production des éoliennes à certain moment. Ce raisonnement est erroné

R01

car partiel et réducteur. En effet, tout d'abord, quasi toutes les productions "renouvelables" sont soumises à des variations. Le photovoltaïque en fonction de l'ensoleillement, l'hydroélectrique en fonction des variations de débit (principalement la Meuse en ce qui concerne la Belgique) liées aux phénomènes naturels, aux incidents de navigation, aux travaux d'infrastructure... De plus la demande en électricité est elle-même fortement variable. Dès lors, les producteurs et les distributeurs d'électricité gèrent en permanence ces variations et le phénomène de certaines centrales maintenues en stand-by afin de répondre à des variations est une réalité sans rapport direct avec la production éolienne. De plus, sauf cas rares, ces divers facteurs variables sont connus à l'avance (cycle répétitif de la consommation horaire, prévisions météo relatives à l'ensoleillement, le vent, les précipitations) et les équilibres nécessaires en termes de production (ou importation) et de distribution d'électricité sont prévisibles et ne relèvent pas d'une gestion "scénario catastrophe" permanente. Enfin, la Belgique n'est pas un territoire isolé qui doit s'auto suffire et s'auto réguler. Les interconnexions des réseaux avec les pays voisins permettent, par moment, d'importer de l'électricité et à d'autres moments d'en exporter. Le postulat selon lequel 1 MW éolien installé demande 1 MW de centrale TGV en stand-by est une contre vérité diffusée dans le public par les opposant "de principe " à l'éolien.

- En relation directe avec ce qui vient d'être énoncé ci-dessus, il faut rappeler que le raisonnement de base de la production éolienne est que 1MWh gaz-vapeur produit 456 kg de CO₂, qui sont économisés pour la même production éolienne. De cela, il faut retrancher le CO₂ produit sur le cycle de vie de l'éolienne pour sa fabrication, son installation, son exploitation et son démantèlement. L'*Intergovernmental Panel on Climate Change*, groupe d'experts mis sur pied par l'ONU, a déterminé que l'empreinte carbone sur la vie d'une éolienne représentait ± 12 kg de CO₂. De récentes études de l'ULB et de l'ULg qui tentent de prendre en considération tous les aspects de la production éolienne en termes de "coût" en CO₂ arrivent à des chiffres de 380 à 400 kg de CO₂ économisé par MWh éolien produit. Dès lors, même si le chiffre exact est difficile à déterminer, il est indéniable que les MWh produits par l'éolien réduisent fortement la production de CO₂.

Considérant que les chiffres de productibles présents dans la première étude d'incidences sur l'environnement et dans le complément introduit lors de la procédure de recours ont fait l'objet, parmi les récriminations formulées lors de la 2^{ème} enquête publique, de suspicions de manipulations afin de "limiter" artificiellement les pertes dues aux bridages; qu'il y a lieu de confirmer que tous les chiffres figurant dans les différents tableaux sont exact; que toutefois, suivant l'endroit où ils apparaissent, ils ne comprennent pas nécessairement les mêmes "soustractions" de pertes par rapport au chiffre de départ représentant la puissance électrique brute ;

Considérant en effet que ce dernier chiffre (pour chaque modèle d'éolienne considéré) est bien identique dans les deux documents; que dès lors, afin de clarifier les choses, un récapitulatif des différentes valeurs que l'on peut trouver dans les tableaux tant de l'EIE que de son complément est présenté ci-dessous:

Dénomination	Enercon E92	Repower MM100	Repower 3.2	Repower 3.4M	Source
Hauteur d'axe (m)	104	100	93	98	1er rapport & complément
Diamètre du rotor (m)	92	100	114	104	1er rapport & complément
Puissance nominale (MW)	2,3	2	3,2	3,4	1er rapport & complément
Puissance totale du parc (MW)	13,8	12	19,2	20,4	1er rapport & complément
Nombre d'éolienne	6	6	6	6	1er rapport & complément
Production annuelle brute P50 brute (MWh/an)	36997	38254	50495	45256	1er rapport & complément
Pertes de sillage entre éoliennes	4,9%	5,5%	7,3%	7,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité technique éolienne	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité du raccordement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1er rapport & complément
Indisponibilité du réseau	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	1er rapport & complément
Pertes électriques	1,5%	1,5%	0,5%	0,5%	1er rapport & complément
Pertes formation glace	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	1er rapport & complément
Hystérèse par vent fort	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	1er rapport & complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) sans bridage acoustique et sans bridage en faveur des chiroptères	33154	34156	44668	40162	1er rapport & complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique selon la norme hollandaise	32645	33500	43660	39820	1er rapport
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 40 dB(A)	29193	33394	43228	38869	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	11,9%	2,2%	3,2%	3,2%	
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 43 dB(A)	31555	34078	44194	39691	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	4,8%	0,2%	1,1%	1,2%	complément
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage en faveur des chiroptères	32854	33808	44207	39804	complément
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	0,9%	1,0%	1,0%	0,9%	
Production annuelle nette P50 nette (MWh/an) avec bridage acoustique 40 dB(A) et en faveur des chiroptères	28910	33063	42792	38515	
Pertes de production par rapport au P50 net sans aucun bridage	12,8%	3,2%	4,2%	4,1%	complément
Production annuelle nette moyenne par éolienne (MWh/an)	4818	5511	7132	6419	
Nombre d'heure équivalente pleine charge moyenne par éolienne	2095	2756	2229	1888	
Facteur de capacité net moyen par éolienne (%)	23,9	31,5	25,4	21,8	

Considérant qu'il est également utile de préciser que le productible considéré, comme habituellement dans les études d'incidences sur l'environnement pour des projets éoliens, correspond au "P50", ce qui signifie qu'il y a 50 % de probabilité que cette valeur soit dépassée ;

Considérant finalement que, en ce qui concerne le bien-fondé ou non d'implanter le parc en projet, il convient de déterminer si un bridage permet de respecter les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en matière de bruit et si la mise en œuvre de ce bridage permet au parc de toujours assurer une production suffisante pour justifier son implantation ;

Considérant, en ce qui concerne les possibilités de bridage, que les constructeurs des éoliennes étudiées dans l'EIE proposent des modes de bridage qui assurent des diminutions des émissions sonores permettant de respecter les normes à l'immission aux droit des habitations proches; que cette diminution, dans le cas présent est de l'ordre de 4 à 5 dB(A) ;

Considérant que la Cellule bruit, a remis, tant en première instance qu'en recours, des avis défavorables; que ces avis sont motivés sur base d'une valeur de bridage maximale de 3 dB(A); que la Cellule bruit estime en effet que *"Il est prudent de considérer que la limite de niveau sonore, à l'immission, de nuit, de 40 dB(A) doit pouvoir être satisfaite moyennant un bridage de 3 dB(A) au maximum [...]"*; que toutefois, cette "prudence" n'est en rien justifiée techniquement ou scientifiquement; que cette limite de 3 dB(A) paraît arbitraire ;

Considérant dès lors qu'il est difficile pour l'autorité appelée à statuer sur la demande de permis, de se ranger simplement à cet avis alors que les constructeurs proposent des solutions de bridage qui permettent d'atteindre les valeurs légales (40 dB(A) dans le présent dossier, même si des simulations avec 43 dB(A) sont présentes dans les documents); que la décision doit donc se baser, tant que des solutions techniques concrètes existent et peuvent être mises en œuvre, sur le productible après bridage ;

Considérant que l'EIE complémentaire montre que les bridages nécessaires au respect des normes de bruit en tout temps affectent la production de manière inégale ; qu'en effet, la perte constatée sur l'ensemble du parc éolien va de 2,2 % pour la Repower MM100 à 11.9 % pour l'Enercon E92 ; que les deux autres modèles envisagés affichent tous deux des pertes de 3,2 % ;

Considérant que, d'une manière générale, les pourcentages de pertes sont relativement faibles; que cela s'explique dans la mesure où les périodes pendant lesquelles des bridages sont nécessaires ne correspondent pas forcément aux périodes où le vent sera suffisant pour permettre aux éoliennes d'atteindre les émissions sonores nécessitant la mise en œuvre des bridages; que lesdits bridages, prévus en périodes de transition et de nuit, seront loin d'être systématiquement d'application pendant ces périodes ;

Considérant que c'est la société GreenPlug qui a fourni au bureau d'études agréé CSD le calcul prospectif du productible; que ledit calcul a été contrôlé par l'auteur de l'étude d'incidences qui a validé et repris les résultats dans le complément d'étude d'incidences ;

Considérant que l'étude d'incidences sur l'environnement et son complément ont été analysés par le CWEDD qui a remis des avis favorables tant sur la qualité des documents que sur l'opportunité environnementale du projet ;

Considérant que la méthodologie utilisée par le bureau GreenPlug est largement décrite aux pages 5, 6 et 7 de l'annexe N de l'EIE; que cette étude s'est basée sur une analyse complète des données de vent sur le site éolien entre avril 2007 et juin 2008; que l'ensemble des procédures "Measnet" (référence dans le secteur) a été respecté et les certificats de calibration des instruments de mesure obtenus ;

Considérant que GreenPlug a utilisé le modèle d'écoulement de vent Wasp (Wind Atlas Application Program) qui est l'outil de référence pour le calcul des conditions de vent sur un site; que ce logiciel est reconnu internationalement par la communauté scientifique dans le domaine d'expertise des productions de parcs éoliens ;

Considérant que les différentes étapes de l'étude WASP sont les suivantes :

- intégration du climat de vent long terme du site ;
- modélisation des zones larges et proches : topographie, rugosité, obstacles ;
- cartographie du potentiel sur le site ;
- calcul du climat de vent et profils verticaux par éolienne.

que le productible du futur parc éolien est ensuite calculé comme suit:

- intégration des données techniques des éoliennes ;
- calcul du productible prévisionnel du parc ;
- calcul des pertes par sillage ;

Considérant le modèle WASP est un modèle d'écoulement linéaire adapté aux terrains non complexes comme celui de Gesves-Ohey; que toutes les étapes pour l'évaluation du productible ont été respectées; que les résultats produits prennent bien en compte les pertes de sillage des éoliennes; qu'elles figurent dans le tableau 12 de l'annexe N de l'EIE et dont les niveaux sont reproduits ci-dessous :

Eolienne n°	Enercon E92 %	Repower MM100 %	Repower 3.2 %	Repower 3.4M %
1	1.41	1.74	2.02	1.70
2	4.64	5.26	6.88	6.60
3	4.89	5.65	7.33	6.81
4	6.82	7.59	10.07	9.81
5	6.44	7.14	9.64	9.34
6	5.21	5.7	8.03	7.89

Considérant que les pertes de sillage ne sont que légèrement influencées par les programmes de bridage appliqués; que l'on peut constater que les pertes sont plus élevées pour les éoliennes situées à l'intérieur du parc que pour les éoliennes situées à ses deux extrémités, ce qui est normal puisque, dans les configurations de vents les plus fréquentes (SE ou NO), les éoliennes du milieu du parc sont toujours dans le sillage de celles d'extrémité ;

Considérant que l'on peut également constater que les bridages de certaines éoliennes permettent à d'autres situées derrière de produire plus grâce à la diminution de l'effet de sillage; que dès lors, les pertes de production dues aux bridages sont un peu compensées ;

Considérant finalement que les pertes globales par effet de sillage sont comprises entre 4.9% et 7.3% selon les modèles d'éoliennes étudiés; que ces niveaux de perte sont des niveaux moyens habituels pour un projet de cette taille; que ces chiffres ont été validés par les services de la DGO4 – Département de l'Energie du Bâtiment Durable qui a également confirmé le bon potentiel venteux du site et l'intérêt du projet au regard de son productible ;

Considérant que le site de Gesves-Ohey se situe effectivement dans la classe comprise entre 4300 à 4500 MWh/an (pour une éolienne de type E82 2MW avec une hauteur d'axe 98m - modèle pris comme référence pour établir la cartographie de référence des sites éolien); que le site de Gesves-Ohey se situe dans une zone possédant un bon potentiel de vent à l'échelle de la Région wallonne;

Considérant de plus que ce bon potentiel peut être mieux exploité par l'utilisation d'éoliennes plus performantes que la machine prise en référence pour l'établissement de la cartographie susmentionnée; qu'en effet, par exemple, l'éolienne de Repower MM100 2 MW, prise comme référence dans l'étude d'incidences, possédant un diamètre de rotor d'environ 20m plus grand que celui de l'Enercon E82 2MW voit sa production nette calculée atteindre 5511 MWh/an; que la productivité nette annuelle attendue est donc largement supérieure à 4300 MWh/an pris comme référence à l'échelle de la Région wallonne sur base de l'Enercon E82 de 2MW ;

Considérant que les inter-distances préconisées dans les cadres de référence de 2002 et 2013 sont données, comme tout le contenu desdits cadres, aucun n'ayant été jusqu'à présent rendu légal par le Gouvernement, à titre d'indication utile dans la conception d'un parc éolien; que dès lors, leur non respect n'est pas un motif de refus du permis s'il est établi que le productible est toutefois suffisant; que l'étude d'incidence tend à le prouver ;

Considérant que l'EIE complémentaire montre également que les pertes liées au bridage en faveur des chauve-souris est limité à 1 % de la production ;

Considérant que les pertes cumulées du bridage acoustiques et du bridage en faveur des chauve-souris sera de 12,8 % pour l'Enercon E92, de 3,2% pour la Repower MM100, de 4,2 % pour la Repower 3.2M et de 4,1 % pour la Repower 3.4M ; que l'auteur d'étude a considéré que les pertes liées au bridage acoustique et au bridage en faveur des chauve-souris étaient dissociées, alors que dans la réalité la période de la journée la plus sensible à la fois pour l'acoustique et pour les chauve-souris est la période de nuit ; qu'il s'agit donc de chiffres maximalistes ;

Considérant que l'avis de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions – Cellule Bruit a été sollicité sur recours ; que cette Cellule a rendu un avis défavorable en date du 2 mai 2013 ;

Considérant que l'avis de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement – Département de l'Environnement et de l'Eau – Direction de la Prévention des Pollutions – Cellule Bruit se réfère à un critère de bridage nocturne de 3dB(A) justifiant par principe un effet négatif alors que les effets de bridage ont été examinés de façon concluante par le bureau d'étude d'incidences ;

Considérant que le complément d'étude d'incidences a cependant étudié les aspects de bridages et démontrent la rentabilité du projet et ce, malgré les bridages dus aux contraintes acoustiques, de sillage et chiropétries ;

Emergences sonores

Considérant qu'en ce qui concerne les émergences sonores, le chiffre de 10 dB(A) présent dans certaines réclamations est à nuancer dans la mesure où les comparaisons entre le niveau de bruit ambiant et le bruit à l'immission des éoliennes ne sont pas mesurés dans les mêmes conditions; qu'en effet, les relevés du bruit ambiant effectués dans le cadre de la réalisation de l'étude d'incidences sur l'environnement l'ont été pour des vitesses de vent inférieures à 5 m/s (EIE, p 196); que par contre les immissions sonores des éoliennes sont calculées pour les vitesses de vent générant de la part des éoliennes les émissions sonores maximales, c'est-à-dire 7 à 8 m/s ;

Considérant que dans ces conditions de vent, le niveau sonore ambiant serait relativement plus élevé, rendant dès lors les émergences moins perceptibles ;

Considérant de plus que l'émergence la plus significative n'a de pertinence qu'au droit de la ferme de Borsu, bâtiment le plus proche des éoliennes; que pour les autres habitations, les plus impactées se trouvent à une distance de plus 700 m (R17-R16-R15); que pour la majorité des habitations riveraines du parc distantes de plus de 800 m et situées dans les secteurs allant de sud-ouest à nord-ouest, les émergences devraient être en pratique peu perceptibles ;

Considérant que les lettres d'oppositions ou les documents de type "contre-étude d'incidences" contiennent des arguments qui ne peuvent faire l'objet d'une remise en question du projet par l'autorité compétente; qu'en effet, les réfutations relatives à la politique du Gouvernement wallon en matière d'énergies renouvelables, au bien-fondé du développement éolien "onshore", à l'indépendance des bureaux d'études agréés, aux normes de bruit utilisée par rapport au bruit particulier des éoliennes, à l'influence réelle des gaz à effet de serre, à la réalité du réchauffement climatique, à l'efficacité de la production électrique éolienne, à l'absence d'un cadre de référence légal, à l'absence de conditions sectorielles éoliennes, au coût du MWh éolien, à la politique des certificats verts, etc. n'ont pas à être prises en compte dans le cadre de l'instruction d'une demande de permis ;

Considérant en effet que l'autorité compétente se doit d'instruire la demande au regard de la législation en vigueur au moment de l'instruction de ladite demande et en utilisant les moyens légaux prévus à cet effet; que les remises en question d'idéologies, de politiques, de textes légaux, de méthodes de mesures et de calculs, etc., ne ressortissent pas de la portée du permis d'environnement/unique ;

Balisage

Considérant que la zone d'implantation se trouve dans une région de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes seront balisées de jour et de nuit comme décrit dans le paragraphe 7.3.2 de la Circulaire GDF03 (http://www.mobilite.belgium.be/fr/transport_aerien/circulaires/gdf/).

Considérant qu'afin de garantir la sécurité des vols pendant les travaux, si des grues ou d'autres moyens dont la hauteur est supérieure à 25 mètres AGL (au-dessus du niveau du sol) sont utilisés, un balisage de nuit y sera appliqué par des feux de basse intensité type A

R07

(10 cd min.) ; comme stipulé dans la circulaire GDF 03 ; que les nuisances induites par le balisage lumineux sont de faibles importances et peuvent être atténuées, le cas échéant ;

Effets sur les faisceaux hertziens et la radiodiffusion

Considérant l'avis favorable émis par l'IBPT en date du 14 mars 2013; que selon cet avis le projet n'est pas susceptible d'interférer avec les faisceaux hertziens autorisés ;

Considérant l'avis favorable sous conditions émis par la RTBF en date du 02 mai 2013 ; que celle-ci impose que, s'il devait s'avérer que l'implantation de ces éoliennes devait provoquer des perturbations dans la diffusion et réception de ses émissions, le gestionnaire du projet prendra en charge, à titre d'indemnisation du préjudice subi, l'ensemble des coûts consécutifs à une modification des caractéristiques techniques du site d'émission perturbé de la RTBF ou, au besoin, liés à l'installation ou au renforcement d'un autre site d'émission ;

Efficacité de l'éolien

Considérant que les riverains mettent en cause « l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard de son faible rendement énergétique » ; que contrairement à ce qu'ils affirment, le complément d'étude d'incidences met en évidence la production électrique prévisible du parc selon le type d'éolienne considéré, y compris avec les éventuels bridage acoustique et en faveur des chiroptères; que les heures équivalentes pleine charge atteignent 2756 heures pour le modèle Repower MM100 de 2MW, soit une facteur de capacité de 31.5 % ; qu'un site présentant un bon potentiel venteux en Région wallonne dépasse les 2.200 heures de fonctionnement par an à plein régime pour une éolienne de 2 MW, soit 4.400 MWh par éolienne ; que le site projeté peut donc être considéré comme ayant un bon potentiel venteux ; que ce moyen peut être rejeté ;

CO₂

Considérant que la production annuelle nette projetée du parc varie entre 28.9 GWh et 42.8 GWh, toutes pertes confondues (y compris du fait du bridage acoustique et en faveur des chauves-souris), en fonction du modèle adopté ;

Considérant que compte tenu des émissions de gaz à effet de serre (GES) consenties pour la construction, l'acheminement et le démantèlement d'une éolienne, on peut affirmer que pour un cycle de vie global d'une installation, une éolienne « génère » de l'ordre de 24 g éq-CO₂ par kWh d'électricité produite ; qu'à production électrique identique, en comparaison avec une centrale TGV émettant 456 g éq-CO₂ par kWh, le projet économise annuellement plus de 13.000 tonnes éq-CO₂ ; que cette économie correspond aux émissions annuelles de GES produites par 2.290 logements ou 6.185 véhicules ;

Considérant que les opposants soulèvent que la construction d'une éolienne n'est pas écologique, elle n'amène aucune réduction de gaz à effet de serre ; que l'économie d'émission de gaz à effet de serre qui sera assurée grâce à la réalisation du parc est estimée à plus de 13.000 tonnes d'équivalent CO₂ ; que la fabrication des éoliennes, leur

transport, leur construction, leur démantèlement et, dans une moindre mesure, les travaux de maintenance, sont responsables d'émissions de gaz à effet de serre ; que les quantités émises sont cependant rapidement compensées par les émissions évitées de gaz à effet de serre par le parc éolien ; que les impacts du parc éolien en fonctionnement sur la qualité de l'air sont positifs ; que ces polluants atmosphériques sont en effet générés par le fonctionnement des centrales thermiques, mais pas par les éoliennes ; que lorsque les éoliennes sont à l'arrêt ou ne produisent pas la capacité maximale, des centrales thermiques doivent prendre le relais pour compenser l'électricité produite ; que ces centrales, par l'utilisation de combustibles fossiles émettent des gaz à effet de serre et du CO₂ ; qu'une complémentarité entre différents modes de production électrique est toujours nécessaire pour assurer la sécurité de l'approvisionnement électrique ; que lorsque les éoliennes fonctionnent, elles permettent de réduire le régime de fonctionnement d'autres moyens de production, en particulier les centrales thermiques responsables d'émissions polluantes et d'utilisation de combustibles fossiles ; que tout système qui réalise une combustion (cas des centrales thermiques) produit toujours du CO₂ ; que ce gaz produit l'effet de serre tant critiqué ; qu'il convient d'apporter une alternative à ce type de centrales ; qu'à terme, les différentes sources d'énergie utilisables sur Terre ne sont pas inépuisables ; que les énergies renouvelables proviennent essentiellement des éoliennes, des barrages hydro-électriques, des marées et de la géothermie ; que ces énergies ne produisent pas de CO₂ en fonctionnement ni d'éléments radio-actifs ; que le choix de développer les énergies renouvelables en général, et la production d'énergie éolienne en particulier a fait l'objet d'une approbation par le Gouvernement wallon ; que cette politique vise à rencontrer les objectifs assignés à la Région wallonne en matière de développement d'énergies renouvelables ;

Considérant que, de plus, lorsque le vent est suffisant, c'est-à-dire supérieur à 11 km/h, l'électricité fournie par le parc alimenterait le réseau et permettrait de réduire la production des centrales thermiques de régulation (centrales au gaz et au charbon) ; qu'en cas de vents trop faibles, l'absence de production devrait être compensée par ce même type de centrales ;

Certificats verts

Considérant que, pour soutenir la production d'électricité verte, la Région wallonne a mis en place le système des certificats verts ; que celui-ci a l'avantage d'offrir une rentrée financière supplémentaire pour les producteurs d'électricité verte et de garantir globalement un certain pourcentage de production d'électricité verte pour l'ensemble de la Wallonie ;

Considérant que le mécanisme des certificats verts étant un mécanisme d'aide à la production, on ne considère pas l'utilisation qui en est faite ; qu'en effet, que l'électricité soit consommée entièrement sur place, injectée entièrement sur réseau ou partiellement consommée et injectée, le producteur reçoit ses certificats pour la totalité ; que l'usage qui en est fait importe peu, cette électricité verte permettant finalement une économie de CO₂ ;

Considérant que, par ces mécanismes d'octroi de certificats verts aux producteurs et de quota à remettre dans le chef des fournisseurs, la Région wallonne a créé un marché virtuel qui permet de financer le développement de l'électricité verte en lui assurant une meilleure rentabilité ; que la charge financière supplémentaire supportée par l'achat de certificats verts par un fournisseur est répercutée sur le consommateur final ; que ce « business » peut être l'objet de critique mais est cependant tout à fait légal ;

DNF et compensations

Considérant que l'ensemble des travaux seront entrepris sur des parcelles de culture intensive sans intérêt biologique particulier; qu'aucun élément du maillage écologique local ne sera affecté par la mise en œuvre du chantier ;

Considérant que les éoliennes sont situées en dehors de tout site Natura 2000 et en dehors d'un couloir migratoire important pour les oiseaux ; que les éoliennes 2 et 5 sont situées à moins de 200 mètres de petits boisements dont l'un avec plan d'eau ; que les éoliennes 3 et 5 sont situées au sein du SGIB « Plaine de Sorée », site abritant surtout des espèces d'amphibiens ;

Considérant que ce projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les habitats naturels de sites Natura 2000 ni sur les habitats des SGIB de la région ;

Considérant que les éoliennes se situent en dehors des zones d'exclusion définies par l'association Natagora, tant en ce qui concerne l'avifaune qu'en ce qui concerne les chiroptères ;

Considérant que l'évaluation des incidences conclut à une diminution de la densité d'oiseaux nicheurs (espèces des plaines principalement) à moins de 200 m des emplacements prévus pour les éoliennes ;

Considérant que dans son avis du 6 mai 2013, le DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE NAMUR juge que les relevés biologiques réalisés par l'auteur d'étude sont globalement satisfaisant en quantité et en qualité et suffisante par rapport à ce à ce qui est préconisé par le DÉMNA et le DNF pour les évaluations des incidences des parcs éoliens sur la faune ;

Considérant que l'auteur d'étude conclut quant aux populations locales de chiroptères, qu'elles risquent de subir un impact négligeable à faible selon les espèces, compte tenu de l'abondance et de la répartition des espèces sensibles ; que le DNF estime quant à lui que les données récoltées par le bureau d'études CSD attestent d'un intérêt local « modéré à fort » selon les espèces ;

Considérant que compte tenu des impacts identifiés, l'auteur d'étude recommande la mise en place de mesures de compensation pour l'avifaune des plaines (couverts nourriciers et bandes enherbées) et pour les chauves-souris (amélioration du maillage écologique et réhabilitation de mares) ;

Considérant que le DNF juge que les mesures d'accompagnement (compensation) demandées en lien direct avec la préservation des espèces d'oiseaux nicheuses ou hivernantes en plaine agricole semblent satisfaisantes pour assurer la préservation des espèces d'oiseaux nicheur ou hivernants ;

Considérant que, suite aux recommandations du bureau d'étude, le demandeur a proposé des mesures de compensation qui consistent en l'aménagement de 12 ha de terres pour la faune agraire, 1200 m de plantation de haies d'essences indigènes et la revitalisation (curage) de 2 mares ;

Considérant que ces mesures ont fait l'objet de conventions signées entre le demandeur et les propriétaires terriens ;

Considérant cependant que le DNF estime que d'un point de vue qualitatif, les mesures de compensation (qui font l'objet de conventions signées) pour l'avifaune proposées par le bureau d'études Faune & Biotope s'écartent parfois relativement des mesures COA1 et COA2 de la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens », notamment en ce qui concerne les parcelles 1 et 2 prévues dans les compensations qui devraient impérativement associer le couvert nourricier (COA1) et la bande enherbée (COA2), ce qui n'est pas le cas dans le projet ;

Considérant que les parcelles 1 et 2 en question représentent une surface totale de 4.5Ha sur les 12 ha de mesures de compensation que comporte le projet ;

Considérant qu'il serait déraisonnable de remettre en cause l'entièreté du projet du fait du non respect partiel des mesures COA1 et COA2 telles que proposées dans la « Note de référence pour la prise en compte de la biodiversité dans les projets éoliens » ; qu'il y a lieu de se poser la question des conséquences de ce non respect pour l'avifaune locale et les populations de chiroptères ;

Considérant que le DNF conclut lui-même que le projet n'est pas susceptible d'impact significatif sur les espèces d'oiseaux et de chauves-souris (qu'elles soient ou non d'intérêt communautaire) ; qu'il serait certes préférable d'appliquer de manière stricte la note de référence mais que la non application stricte de celle-ci ne sera pas de nature à impacter de façon significative les populations d'oiseaux et de chauve-souris ;

Considérant qu'on peut donc estimer que la mise en place stricte des mesures de compensation telles que décrites dans la note de référence ne constitue pas une condition sine qua non pour l'octroi du permis ;

Considérant que dès lors, les mesures de compensation rendent le projet admissible ;

Considérant que la distance de fait entre la lisière forestière existante et l'éolienne 5 est de 150m ;

Considérant que le DNF indique dans son avis que, selon les relevés de l'EIE, l'éolienne 5 - à moins de 200 m d'un petit bois avec plan d'eau - semble présenter un risque plus

important d'impact sur les chiroptères, lequel pourrait être réduit à un seuil acceptable en présence d'une régulation efficace ;

Considérant que les pertes de production engendrées par cette régulation sera faible (inférieures à 1 %) ;

Considérant que lors de sa phase d'exploitation, le projet éolien n'aura pas d'impact direct sur les populations de Triton crêté ou d'autres amphibiens ;

Considérant que ceux-ci risquent d'être légèrement impactés par la création de nouvelles voiries entre habitats de reproduction et d'hivernage;

Considérant que le DNF préconise de prévoir des aménagements favorables à cette espèce (revitalisation de mare, plantations de haies, ...), ce qui est prévu dans le dossier ;

Considérant que le projet d'implante dans des parcelles agricoles dont l'intérêt biologique est relativement faible et à une distance en général suffisante des milieux plus riches en diversité ;

Considérant que l'impact sur la flore sera non significatif ; que l'auteur d'étude recommande cependant :

- « de respecter l'intégrité de tout élément arbustif ou arboré (hormis plantes invasives) situé le long du tracé de raccordement projeté et, à défaut, compensation par la plantation d'éléments similaires sur le triple de la longueur détruite ;
- qu'après les travaux les talus et accotements modifiés soient remis en état de façon à obtenir un résultat équivalent à la situation initiale (même profil, mêmes dimensions des accotements, même type de sol) ; que les talus les plus pentus soient réensemencés avec un mélange 'pré fleuri' ;
- de repérer systématiquement les plantes invasives présentes dans les accotements des chemins à élargir et le long du tracé du raccordement électrique et élimination de ces plantes avant ou pendant l'exécution du chantier de façon à éviter leur dissémination dans l'environnement »;

Ecoulement des eaux et érosion

Considérant, en réponse à la demande de prise en compte du GISER, en ce qui concerne l'écoulement des eaux, ni la prétendue imperméabilisation du site, ni les fondations du projet, compte tenu de l'échelle du projet par rapport au site, ne seront significatives ; elles n'engendreront aucune modification notable du potentiel de réalimentation de l'aquifère ;

Considérant qu'en phase d'exploitation, le projet n'implique pas de risque significatif d'érosion des sols en raison des superficies limitées et du fait que les travaux ont lieu dans un terrain relativement plat ;

R07

Captage

Considérant que l'éolienne 1 se situe dans une zone arrêtée de prévention éloignée des captages de Gesves « Houte E1 et Houyoux G1 » (code SWDE059) ; que cette zone de prévention éloignée est régie par un arrêté du 20 décembre 2005 - Arrêté ministériel relatif à l'établissement des zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés Houte E1, Houyoux G1, sis sur le territoire de la commune de Gesves (M.B. 07.02.2006) ; que le projet n'engendrera donc pas d'impacts significatifs sur les zones de captage ;

Géologie

Considérant que le site ne présente pas de contraintes géologiques particulières incompatibles avec un projet éolien ; que l'auteur d'étude, qui a envisagé ce point dans son étude, n'a pas décelé lors de la réalisation de l'étude d'incidences de contraintes géologiques incompatibles avec un projet éolien ;

Considérant que les dimensions précises de la fondation dépendent de la nature du sol et sont déterminées individuellement pour chaque machine sur base des résultats des essais de sol prévus préalablement à la construction des fondations ;

Considérant que l'auteur d'étude préconise de réaliser après obtention du permis et pour chaque éolienne au minimum deux sondages au pénétromètre statique de 20 tonnes (essai CPT ou Cone Penetration Test) ainsi qu'au minimum un forage de reconnaissance géologique atteignant le socle calcaire ;

Considérant que, dès lors que le projet n'est pas remis en cause par d'éventuels risques géologiques, les études complémentaires qui doivent être menées préalablement à la construction des éoliennes sont du ressort de l'exécution technique du projet ;

Sécurité

Considérant que les éoliennes projetées doivent répondre aux normes internationales de la Commission électrotechnique internationale (CEI) relatives à la sécurité des éoliennes, et notamment aux normes suivantes :

IEC 61400-1 : Sécurité et conception des éoliennes ;

IEC 61400-22 : Homologation des éoliennes ;

IEC 61400-23 : Essais de résistance des pales;

Considérant que la sécurité de l'éolienne est garantie par un système de surveillance ; que les éoliennes de nouvelle génération seraient par ailleurs équipées de dispositifs de contrôle, de sécurité et d'arrêt d'urgence ; que le bris de pale constitue, statistiquement, le risque le plus important pour les composants de l'ouvrage ; que la nouvelle génération d'éoliennes est équipée de matériaux composites plus légers et résistants que les anciennes ; que dans la situation où une pale vient à se briser, il a été calculé que la projection ne peut s'effectuer sur plus de 500 mètres (350 mètres pour une pale entière) ;

R81

que la chute de la tour est un autre risque qui s'est déjà produit par le passé ; que ceci s'explique par le phénomène de résonance entre la tour et les pales ; que les vibrations non amorties pourraient alors engendrer la destruction de la machine ; que ce phénomène est pris actuellement en compte lors de l'exploitation des éoliennes ;

Considérant que le danger à envisager est donc uniquement celui de la chute de parties d'éoliennes ; qu'il peut s'agir de la chute du mât bien que ce scénario soit peu probable, la chute du rotor ou encore le détachement d'une pale d'un mât ;

Considérant que le bris de pale constitue le risque le plus important pour les composants de machine ; que ce risque doit être relativisé suite à l'utilisation actuelle de matériaux composites, plus légers et résistants que les anciennes pales métalliques ;

Considérant que les éoliennes ne contiennent pas de substance dangereuse, mis-à-part de l'huile de lubrification en faibles quantités ; que les dangers importants proviennent uniquement de la chute accidentelle de pièces des éoliennes qui pourraient endommager des zones proches et donc des zones où pourraient se situer des substances dangereuses ou des personnes ;

Considérant que le bris d'un mât est un risque exceptionnel, bien que déjà produit auparavant ; qu'un phénomène de résonance entre la tour et les pales est à l'origine de la destruction de la machine ; que pour les éoliennes de nouvelle génération, le comportement vibratoire de chaque composant de l'éolienne et les interactions des différents éléments entre eux sont prévisibles suite à une modélisation de la dynamique des structures ; que les machines sont maintenant conçues pour résister à des vents violents (rafales de 190 km/h durant 3 seconde) ; que la fiabilité de ces structures a été mise en évidence lors de la tempête du 14 juillet 2010, où aucun accident éolien n'a été à déplorer sur le territoire de la Wallonie ;

Considérant que l'inventaire des accidents (en termes de probabilité d'occurrence) réalisé dans le cadre de l'élaboration du « Handboek Risicozonering Windturbines » (ouvrage de référence européen en matière d'évaluation des risques liés aux éoliennes), précise que le risque de bris de pale entière est de $8,4.10^{-4}$ (soit entre 8 et 9 accidents par 10.000 année), que celui de bris de morceau de pale est de $2,6.10^{-4}$ (soit entre 2 et 3 accidents par 10.000 année), et le bris du mât de $1,3.10^{-4}$ (soit entre 1 et 2 accidents par 10.000 année) ; qu'aucun accident sérieux de cette nature ayant entraîné mort d'homme n'a été identifié à ce jour ; que le risque le plus élevé est à mettre à l'actif du personnel de construction et de maintenance, catégorie de personnes pour laquelle plusieurs décès ont été enregistrés ;

Considérant que le Condroz fait partie des régions européennes présentant des faibles taux de givrage potentiel des pales ; qu'en effet, le nombre de jours pouvant impliquer un risque de formation de glace sur les pales peut être estimé de 2 à 7 jours par an ;

Considérant que les éoliennes sont équipées de système de détection de glace sur les pales ; qu'à la moindre anomalie, le dispositif d'arrêt d'urgence est déclenché et l'éolienne s'arrête ;

Considérant que lorsque l'éolienne est à l'arrêt, la chute de glace au pied de la machine reste dans tous les cas un scénario probable (au même titre que sous une ligne électrique ou un poteau d'éclairage) ; que dans le cas présent, les pales de l'éolienne 1 uniquement surplomberont un chemin agricole et de randonnées; qu'il s'agit d'une voirie connaissant un très faible passage, exclusivement agricole ou de randonneurs ;

Considérant que le risque d'accident associé à une chute de glace est dès lors minime ;

Considérant qu'il est possible de minimiser davantage les risques par l'apposition d'un panneau avertissant de la chute possible de glace en conditions hivernales ;

Alternatives, choix des éoliennes et Best Available Technology (BAT)

Considérant que l'auteur d'étude a réalisé une analyse des alternatives de localisation, de configuration et technique du parc proposé ;

Considérant qu'en ce qui concerne les alternatives de localisation, seul le site potentiel de Hamois-Havelange serait un site alternatif envisageable ; que sa mise en œuvre n'est pas incompatible avec le site de Gesves-Ohey ; que rien ne permet de penser que les incidences du site alternatif de Hamois-Havelange seraient plus faibles que celles du présent projet ; qu'il ne justifie donc pas la délocalisation du projet de Gesves-Ohey ;

Considérant qu'il n'y a pas d'alternative plus intéressante que la configuration d'implantation proposée ;

Considérant l'avis favorable sous condition émis par la Direction du Développement Rural, Service extérieur de Wavre en date du 26/04/2013 ; que celle-ci estime que le projet nécessite des modifications de l'implantation de certains chemins d'accès et aires de manutentions ;

Considérant que le demandeur a justifié dans son recours les raisons du choix d'orientation des aires de manutention et de la position des chemins d'accès tels que proposés ;

Considérant que les aménagements des voiries d'accès aux éoliennes 3 et 4 prennent en compte les limites d'exploitation telles que rencontrées sur le terrain et non les limites parcellaires ; que les orientations des plateformes 5 et 6 ont été définies avec les exploitants agricoles en fonction du sens de culture et de la pente naturelle du terrain ;

Considérant que les aménagements au sol proposés permettent de concilier de façon optimale les exigences d'une utilisation agricole du site et d'une exploitation éolien ; qu'en ce sens, l'avis de la Direction du Développement Rural, Service extérieur de Wavre est rencontré ;

Considérant également qu'il n'y a pas d'alternative technique plus intéressante que les modèles de la gamme proposée ; que les éoliennes en projet sont des éoliennes à axe horizontal d'une puissance unitaire de minimum 2 et de maximum 3,4 MW ; qu'au stade actuel du projet, le demandeur n'a toutefois pas encore arrêté son choix définitif quant au constructeur et au modèle précis qu'il compte installer sur le site du projet ; qu'il souhaite réserver le choix du modèle à l'appel d'offres qu'il lancera auprès de plusieurs constructeurs, après l'obtention de l'ensemble des autorisations, que cela lui permettra d'opérer son choix parmi les modèles qui seront effectivement disponibles sur le marché à ce moment et qui répondront aux contraintes techniques, économiques et environnementales du projet et aux conditions du permis ;

Considérant que cette démarche est effectivement judicieuse compte tenu de l'évolution rapide du secteur de l'éolien, qui va dans le sens d'une augmentation des performances techniques (augmentation du rendement, etc.) et environnementales (réduction des émissions sonores, etc.) des machines ; que le choix définitif des éoliennes après la délivrance du permis permet donc une sélection parmi les modèles les plus performants disponibles sur le marché à ce moment, ce qui s'inscrit dans le principe de l'emploi des meilleures technologies disponibles (BAT) ;

Démantèlement

Considérant que la durée de vie d'une éolienne est estimée à 20 ans ; que rien ne permet d'affirmer que l'exploitation du site sera poursuivie au-delà de cette période ; qu'à cet effet, et conformément au « Cadre de Référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne » du 21 février 2013, un cautionnement doit être prévu en vue du démantèlement des éoliennes en cas de défaillance financière de l'exploitant ;

Considérant que les déchets proviennent essentiellement de la phase de construction et de démantèlement des installations ; que les déchets issus de la phase de construction et de démantèlement doivent être évacués selon la législation en vigueur ; qu'un cautionnement de 80.000€ par éolienne doit être imposé en vue de pallier les obligations de démantèlement et de remise en état des lieux lors de l'arrêt de l'activité de l'éolienne ou de cessation de l'activité, de disparition ou de faillite du demandeur ; que cette disposition est adéquate et suffisante ;

Considérant qu'en cas d'arrêt définitif de fonctionnement du parc éolien, le demandeur prévoit une remise en état du site pour permettre l'usage agricole du terrain ; que ces mesures garantissent le caractère réversible de la destination de la zone ;

Suivi des Recommandations de l'EIE

Considérant que l'auteur des l'EIE a formulé des recommandations dans le but de minimiser ou compenser les éventuels impacts sur l'environnement ; qu'aucune recommandation n'implique une modification de la demande de permis ;

Considérant que le demandeur n'a pas fait part de son intention de s'écarter des recommandations de l'auteur d'étude et qu'il entend donc les respecter ;

R87

Cession du permis

Considérant que l'auteur de la demande de permis est la société Windvision Belgium SA située à Interleuvenlaan 15D 3001 Heverlee dont le numéro à la BCE est 859 739 902 et que par conséquent, il s'agit de la société légalement responsable pour le respect des conditions du permis ; qu'en cas de cession partielle ou totale du permis, la société Windvision Belgium SA a l'obligation d'en notifier l'administration par lettre recommandée ; que le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis

Comité d'accompagnement

Considérant que lors de la réunion d'information préalable le 07 février 2012, le promoteur s'est montré ouvert à toute forme de participation locale ; que cette participation n'a pas pu être concrétisée ; qu'il apparaît de par les remarques émises lors de l'enquête publique qu'il y a une demande de certains riverains et ou de certaines communes concernées dans le présent projet ; qu'un comité d'accompagnement permettrait le cas échéant de rendre effective cette participation ;

Considérant qu'une communication active et participative entre les différents acteurs est de nature à faciliter l'acceptation du projet par le plus grand nombre ;

Considérant que le Code de l'environnement prévoit la possibilité de mettre en place un comité d'accompagnement ; qu'il s'agit d'un organe de dialogue entre le demandeur, les autorités publiques et la population à l'égard d'un projet autorisé ; qu'il n'y a pas de contre-indication particulière à sa mise en œuvre ;

Principe de précaution

Considérant que les riverains se plaignent qu'il n'a pas été tenu compte du principe de précaution ; que le principe de précaution n'interdit pas la construction et l'exploitation d'entreprises ; que ce principe est en effet défini comme suit par l'article D.3 du Livre I^{er} du Code de l'environnement : « *principe (...) selon lequel l'absence de certitude scientifique ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût socialement et économiquement acceptable* » ; qu'il faut faire l'équilibre entre les avantages et les inconvénients ; que l'autorité compétente, par les conditions d'exploitation qu'elle impose, vise à minimiser les inconvénients pour l'environnement et pour les riverains ; que le Conseil européen du 12 décembre 2008 s'est accordé sur le « *paquet énergie climat* » visant notamment à produire 20 % de la consommation énergétique des 27 États membres à partir de sources d'énergie renouvelables et à réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à leur niveau de 1990 ; que la Belgique en ses diverses composantes contribuera pour 13 % de sa propre consommation et de ses propres émissions à la réalisation de ces objectifs, nécessitant le recours à toutes les filières du « *renouvelable* », en ce compris l'éolien on-shore et l'éolien off-shore, ce dernier ne pouvant d'ailleurs suffire à lui seul ; que les efforts devront donc être poursuivis

R87

(cf. le Plan wallon Air-Climat), même s'il est vrai que la Wallonie enregistrait en 2007 avec satisfaction une diminution de 13,9 % de ses émissions de gaz à effet de serre ;

Valeurs de biens immo

Considérant que la problématique de la dépréciation de la valeur des biens immobiliers, n'est pas du ressort de la législation environnementale sur laquelle se fonde cet arrêté ni de celui de l'autorité compétente ;

Tourisme

Considérant que les impacts éventuels sur le tourisme n'est pas du ressort de la législation environnementale sur laquelle se fonde cet arrêté ni de celui de l'autorité compétente ;

Autres

Considérant de plus que, parmi les très nombreuses réclamations qui ont été formulées pendant les enquêtes publiques, un grand nombre provient de personnes habitant à des dizaines de kilomètres du projet et qui ne sont donc pas impactées par celui-ci; qu'il faut toutefois constater que le nombre de réclamations provenant des villages proches du projet est également important mais contiennent pour la plupart des arguments qui, comme expliqué *supra*, ne peuvent être pris en compte dans le cadre de l'instruction administrative de la demande de permis unique ;

Considérant, au vu de ce qui précède, que le permis sollicité peut être accordé, assorti de conditions d'exploitations particulières.

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation sont suffisantes pour garantir la sécurité, la salubrité et la commodité publiques ;

Pour les motifs cités ci-dessus,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}. Le recours introduit par WINDVISION BELGIUM S.A. contre l'arrêté des Fonctionnaires technique et délégué, pris en date du 16 août 2013, lui refusant un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête, dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES est RECEVABLE.

ARTICLE 2. § 1^{er}. La décision des Fonctionnaires technique et délégué, en date du 16 août 2013, refusant à la S.A. WINDVISION BELGIUM un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW et une cabine de tête dans un établissement situé Lieu-dit "Campagne de Borsu" à 5340 GESVES est INFIRMÉE.

§ 2. L'implantation et l'exploitation de l'établissement visant à construire et exploiter un parc de 6 éoliennes d'une puissance individuelle comprise entre 2 et 3.4 MW, et comportant les bâtiments, installations, activités et dépôts suivants :

I01. éolienne n°1 (2000-3400 kW);

I02. éolienne n°2 (2000-3400 kW);

I03. éolienne n°3 (2000-3400 kW);

I04. éolienne n°4 (2000-3400 kW);

I05. éolienne n°5 (2000-3400 kW);

I06. éolienne n°6 (2000-3400 kW);

B01. cabine de tête;

et établi conformément aux plans annexés sont AUTORISÉES moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

Les coordonnées Lambert des éoliennes autorisées sont:

	X :	Y :
I01 :	201704,0	121759,0
I02 :	202098,0	122057,0
I03 :	202623,0	122413,0
I04 :	202915,0	122737,0
I05 :	203231,0	123141,0
I06 :	203531,0	123600,0

ARTICLE 3. Les conditions d'exploitation applicables à l'établissement sont les suivantes :

- Arrêté du gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.
- Arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA.

ARTICLE 4. Les conditions particulières d'exploitation applicables à l'établissement sont les suivantes :

4.1. Mesures compensatoires et de conservation de la nature

4.1.1. Une régulation efficace par bridage de la machine 5 sera mise en place en paramétrant l'arrêt des éoliennes comme suit :

Du 1^{er} avril au 31 mai et du 1^{er} août au 31 octobre de chaque année :

- entre l'heure du coucher du soleil et l'heure du lever du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 8 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 6°C,
- en l'absence de pluie.

Du 1^{er} juin au 31 juillet de chaque année :

- pendant 6 heures après l'heure du coucher du soleil,
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 7 mètres par seconde à hauteur de la nacelle,
- lorsque la température de l'air est supérieure à 10°C,
- en l'absence de pluie.

R57

Le bridage devra être opérationnel avant la mise en fonctionnement de l'éolienne.

Ces conditions pourraient être revues en fonction des résultats de relevés en continu qui seraient menés (les conditions requises sont édictées dans la note de référence de la DGARNE).

4.1.2. Les mesures de compensation prévues au dossier mais revues pour être conformes au cahier des charges des mesures COA1 et COA2 de la note de référence de la DGARNE devront être mises en œuvre au moins 6 mois avant la mise en fonctionnement du parc éolien, en concertation avec le service forestier, à savoir :

- mise en place des mesures de compensation COA1 et COA2 (selon strict cahier des charges du DEMNA !) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, ... et les parcelles OHEY/Haillot/D377a et b, 378a et b, D310, etc
- plantation de 1200 m de haie d'essences indigènes en mélange (emprise de 5 m de large) sur les parcelles OHEY/Ohey/D13B, D15, D22C, etc
- revitalisation (curage) des deux mares (parcelles OHEY/Haillot/ D408e et D377a) ;

4.1.3. Un crapauduc sera créé conformément à l'avis du DNF à hauteur de la petite mare lors de l'aménagement du nouveau chemin d'accès menant à l'éolienne 4 ;

4.1.4. Les instructions particulières suivantes seront scrupuleusement respectées:

- exécuter les travaux en dehors de la période avril - juillet (dérangement des espèces nicheuses).
- lors des travaux, veiller à ne pas écraser d'amphibiens (dont les Tritons crêtés), en particulier à hauteur de la petite mare située le long du nouveau chemin d'accès à l'éolienne 4 ;
- à propos du chemin d'accès à l'éolienne 1, l'élargir du côté opposé à l'arbre remarquable et effectuer la tranchée de raccordement électrique de ce côté également afin de permettre un contournement suffisant des branches et du système racinaire ;
- réaménager le chemin d'accès à l'éolienne 1 et l'aire de montage de celle-ci de manière conviviale étant donné le passage de deux sentiers de randonnée ;
- après les travaux, remettre en état les talus et accotements de façon à obtenir un résultat équivalent à la situation initiale. Les talus seront réensemencés avec un mélange 'prés fleuris' ;
- repérer les plantes invasives présentes le long des voiries d'accès au site et le long du tracé du raccordement électrique souterrain et éliminer ces plantes avant ou pendant l'exécution du chantier de façon à éviter leur dissémination. Pour cela, un

responsable spécialement désigné devra réaliser le suivi environnemental du chantier ;

4.1.5. Les autres recommandations de l'EIE seront également mises en œuvre avant le fonctionnement du parc.

4.2. Conditions relatives aux nuisances sonores

Au vu des prévisions de bruit à l'immission mises en évidence par les simulations présentes dans l'étude d'incidences sur l'environnement, des bridages en périodes de transition et de nuit doivent être appliqués. Afin de déterminer au mieux les paramètres de bridage permettant de respecter les normes de bruit, les actions suivantes sont mises en œuvre:

4.2.1. CAMPAGNE DE SUIVI ACOUSTIQUE

Art 1. Dans les 12 mois suivant la mise en service du parc éolien, l'exploitant fait réaliser une campagne de suivi acoustique par un bureau agréé pour les catégories 1 et 2 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit.

Cette étude concerne les émissions sonores de l'ensemble du parc éolien.

Art 2. Si le bureau d'acoustique l'estime nécessaire à la détermination du bruit particulier des éoliennes, des périodes de mise hors service du parc seront aménagées, de manière à permettre une mesure du bruit résiduel.

Art 3. La campagne de mesures comprend un enregistrement en continu des $LA_{eq,1sec}$ pendant une période de 2 mois minimum, en 3 points d'immission représentatifs des différents sites exposés aux bruits des éoliennes.

Les mesures sont réalisées à l'extérieur des immeubles, à au moins 3.5 mètres de toute structure réfléchissante autre que le sol, en un endroit qui est directement exposé ou qui est susceptible d'être directement exposé au bruit des éoliennes, et à une hauteur comprise entre 1.2 et 1.5 mètre au-dessus du sol.

Un anémomètre est en placé durant toute la campagne de mesures, sur le site éolien, à une hauteur de 10 mètres.

Les paramètres mesurés et enregistrés par l'anémomètre sont, toutes les minutes, la vitesse moyenne, la vitesse maximale et la direction moyenne du vent. Chaque paramètre est relatif à la minute écoulée.

Les enregistrements sont poursuivis en cas d'intempéries et incluent les valeurs mesurées pour des vitesses de vent jusqu'à 10 m/s.

Chaque microphone est équipé d'une bonnette de protection contre le vent et les intempéries.

R09

Art 4. L'exploitant fournit au bureau d'acoustique les données de vitesse et direction du vent au niveau de la nacelle des éoliennes.

L'étude de suivi acoustique comprend un relevé des données pluviométriques, par tranches de 10 minutes, disponibles au niveau de la station météo la plus proche.

4.2.2. TESTS DE BRIDAGE

Art 5. Si des dépassements des niveaux de bruit limites sont constatés, l'étude comprend des tests de bridage sur les éoliennes suspectées d'être responsables des dépassements, y compris s'il s'agit d'éoliennes du parc déjà en service. Ces tests sont destinés à vérifier la réduction effective des émissions sonores.

Art 6. Durant ces tests de bridage, des mesures à l'émission sont réalisées sur l'une des éoliennes bridées. Ces mesures sont effectuées au point de référence et selon les conditions de mesure décrites dans la norme IEC 61400 partie 11. Les niveaux $L_{Aeq,1sec}$ y sont mesurés chaque seconde en continu simultanément à ceux relevés à l'immission.

Les tests de bridage et mesures à l'émission comprennent au moins 2 heures de mesures sans bridage et 2 heures de mesures avec bridage, lorsque la vitesse du vent à 10 mètres de hauteur est supérieure à 7 m/s, durant au moins 50% du temps.

4.2.3. RAPPORT

Le rapport technique de la campagne de suivi acoustique est transmis à la cellule bruit de la DGO3 (15, Avenue Prince de Liège à 5100 Jambes), au fonctionnaire chargé de la surveillance dans un délai de 13 mois à dater de la mise en exploitation du projet ainsi qu'au comité d'accompagnement.

4.3. Conditions relatives au volet " Mobilité-Transport Aérien "

La zone d'implantation se trouvant dans une région de catégorie C (zone d'exercices militaires), les éoliennes seront balisées de jour et de nuit comme décrit dans le paragraphe 7.3.2 de la Circulaire GDF03 (http://www.mobilit.belgium,be/fr/transport_aerien/circulaires/).

Afin de garantir la sécurité des vols pendant les travaux, si des grues ou d'autres moyens dont la hauteur est supérieure à 25 mètres AGL (au dessus du niveau du sol) sont utilisés, un balisage de nuit y sera appliqué par des feux de basse intensité type A (10 cd min.).

Les instances reprises ci-dessous sont notifiées par écrit 60 jours avant le début des travaux de construction. Ce courrier précise la date du début des travaux, de l'implantation de la construction, de la fin des travaux ainsi que du démontage

R87

éventuel de la construction avec mention de la position exacte des obstacles en coordonnées Lambert ainsi que la hauteur totale afin, si cela s'avère nécessaire, de Toute information utile (placement de grues, ...) est notifiée à temps via le fax COMOPSAIR Airspace Control Ops au 02/701.72.66 (et MDC au 02/752.42.01).

- la Direction générale Transport aérien (M. Kris Clarysse avec mention des LA/A-POR/BDC/13-2051, dossier WT987) ;
- la Défense (Major Frédéric Rouffé avec mention des références suivantes : MITS : 13-00162860, dossier 30/1206-1) ;
- Belgocontrol (M. Johan Caroen avec mention des références suivantes : O/AIM/U/Wind-241/13-0225).

Les installations à énergie éolienne doivent être équipées d'un système d'alarme automatique qui avertit une centrale en cas de pannes (lampe défectueuse, rupture de courant...). Les pannes doivent être immédiatement communiquées au «Military Detachment for Coordination» (02/752.44.52). Le balisage lumineux doit être réparé et son fonctionnement correct rétabli dans les 48 heures. En cas de panne grave, un rapport détaillé journalier doit être transmis à ce service.

Dans le respect des prescriptions de la circulaire GDF03 susmentionnée, les feux 'W' seront occultés de nuit vers le bas et leur intensité lumineuse sera limitée au strict minimum prescrit. Les balisages de jour et de nuit de toutes les éoliennes seront synchronisés.

4.4. Conditions relatives au volet "RTBF" (Diffusion hertzienne)

Si l'implantation des éoliennes provoque des perturbations dans la diffusion et la réception des émissions diffusées par voie hertzienne par la RTBF, l'exploitant prend en charge, à titre d'indemnisation du préjudice subi, l'ensemble des coûts consécutifs à une modification des caractéristiques techniques du site d'émission perturbé de la RTBF ou, au besoin, liés à l'installation ou au renforcement d'un autre site d'émission.

4.5. Conditions relatives à la construction, l'exploitation et au démantèlement des éoliennes - Cautionnement

- La période d'exploitation est prévue pour un terme expirant le 17 janvier 2034. Au terme de cette période et à défaut d'avoir une nouvelle autorisation, le site est remis en état. Dans ce but, une sûreté de 80.000 euros par éolienne est constituée, dès la délivrance du permis unique, en application des dispositions de l'article 55 du décret du 11/03/1999 relatif au permis d'environnement. Le permis n'est exécutoire qu'après la constitution dudit cautionnement ;
- Les ouvrages de fondation et d'ancrage sont réalisés sur base d'une connaissance suffisante du sol et du sous-sol, ainsi que des coefficients de sécurité vis-à-vis des

R87

risques sismiques. Si nécessaire, des essais de reconnaissance géotechniques et géophysiques seront réalisés ;

- Avant le début des travaux, un état des voiries communales, chemins et sentiers est effectué, en accord avec le service travaux, un représentant du Collège communal des communes concernées ainsi qu'un représentant du DNF;
- Le planning des transports exceptionnels est communiqué aux gestionnaires des voiries empruntées ;
- L'autorité compétente et le Fonctionnaire chargé de la surveillance sont informés des arrêtés de police pris lors de l'exécution des travaux ;
- Les travaux d'aménagement des chemins d'accès aux éoliennes sont planifiés en concertation avec les exploitants agricoles concernés afin de garantir un accès à leurs champs lorsque c'est nécessaire ;
- Les chemins à aménager sont constitués de matériaux perméables (voir lettre sur les recommandations pour les itinéraires du GAL - transmise hors délai : numéro 1697) ;
- Les aménagements prévus par le GISER contre inondations et ruissellements sont mis en œuvre le cas échéant ;
- Après travaux de montage des éoliennes, seules les zones nécessaires à l'exploitation de celles-ci sont maintenues. Les autres parcelles sont remises en état, en concertation avec les propriétaires et les exploitants agricoles. Les voiries communales, chemins et sentiers sont remis en état en concertation avec les communes concernées.
- L'intégrité de tout élément arbustif ou arboré sera respectée sur tout le parcours du le raccordement électrique ;
- Les éoliennes sont équipées d'un dispositif destiné à retenir les pales en cas d'arrachement de celles-ci ;
- Les éoliennes sont équipées d'un dispositif de freinage les empêchant d'atteindre des vitesses de rotation excessives et dangereuses pour la sécurité publique ;
- En vue d'éviter les dangers liés à la foudre, les éoliennes sont efficacement reliées à la terre ;
- Avant toute opération de terrassement, l'exploitant s'informe de la présence éventuelle de pipe-lines, lignes électriques ou autres équipements souterrains et prend toutes les dispositions nécessaires pour que les travaux ne mettent pas en danger la sécurité des personnes et des biens ;
- Il sera pris en considération le risque sismique de manière à calculer au mieux le dimensionnement des fondations et à garantir la stabilité des éoliennes ;

- Tout le matériel présentant un risque de pollution du sol ou des eaux est entreposé sur une aire étanche permettant de récolter les fuites éventuelles. Les substances polluantes récoltées sont éliminées conformément à la législation en vigueur ;
- L'exploitant tient à disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance, les données relatives à la production électrique annuelle de chacune des éoliennes érigées. Si une éolienne enregistre une production annuelle électrique inférieure à 1 MWh, elle sera considérée comme définitivement hors d'état de fonctionnement. L'exploitant procèdera dans l'année à la remise en état justifiée par une production électrique atteignant la valeur seuil indiquée ci-avant ;
- Un système automatisé de contrôle assure la régulation des installations et le monitoring local ou à distance de celles-ci. En tout état de cause, un dispositif d'urgence est prévu pour l'arrêt immédiat en cas de danger ;
- Avant la mise en service et ensuite au minimum une fois par an, les installations sont vérifiées par un technicien compétent qui établit un certificat de contrôle. Les installations ne peuvent être mises en service que si ledit certificat conclut à la conformité des installations avec les diverses prescriptions applicables. Les certificats de contrôle sont archivés et tenus à la disposition du Fonctionnaire chargé de la surveillance. Les certificats de contrôle sont émis individuellement pour chaque éolienne ;
- Les travaux de réalisation et de remise en état des tranchées, cheminements, aires de montage et de travail, ainsi que l'enfouissement des câbles à grande profondeur sont effectués avec le plus grand soin. Un accord préalable des exploitants concernés est demandé afin de réduire au maximum le morcellement des superficies cultivées, de respecter les engagements relatifs aux mesures agro-environnementales et de veiller au bon fonctionnement des drainages existants ;
- Les câbles sont enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles ;
- Une attention particulière est apportée aux écoulements naturels, au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles ;
- Les recommandations de l'auteur d'étude d'incidences sont respectées, sous réserve qu'elles n'entrent pas en concurrence avec les conditions reprises ci-dessus ;

ARTICLE 5. Un comité d'accompagnement est institué.

Le comité d'accompagnement est un organe de dialogue entre le demandeur, les autorités publiques et la population.

Dans les 2 mois qui suivent la notification de la présente décision, l'exploitant organise une réunion d'information à destination des Collèges communaux de Gesves et de Ohey et de la population riveraine en vue de constituer le comité d'accompagnement.

Rxj

Le comité d'accompagnement se compose :

- Autorité :
 - au maximum 2 représentants au total des Collèges communaux de Gesves et de Ohey
 - un représentant du Département des Permis et des Autorisations – Direction de Namur-Luxembourg
 - un représentant de la DGO4 – Direction Namur
- Exploitant : au maximum 3 personnes
- Population concernée : au maximum 3 représentants

Pour chaque membre effectif, un membre suppléant issu du même groupe est désigné.

Les membres du comité d'accompagnement et leurs suppléants exercent leur mandat à titre gratuit.

Les éventuels frais de fonctionnement sont à charge de l'exploitant.

Les conseillers en environnement des communes de Gesves et de Ohey sont membres de plein droit du comité d'accompagnement.

Les représentants de chaque groupe sont indépendants et ne peuvent être liés à aucun autre groupe que ce soit personnellement ou par lien familial jusqu'au 4^{ème} degré.

Le comité est présidé par un membre du Collège communal de Gesves ou de Ohey. L'exploitant en assure le secrétariat.

Une fois établi, le comité d'accompagnement adopte un règlement d'ordre intérieur lors de sa première réunion.

Le règlement détermine notamment :

- les modalités de convocation ;
- les modalités d'élaboration et de communication de l'ordre du jour ;
- les modalités de déroulement des réunions ;
- la périodicité des réunions

Le président du comité établit le procès-verbal de chacune des réunions du comité d'accompagnement.

Au terme de chaque année civile, un rapport d'évaluation de l'impact des activités de l'établissement sur l'environnement reprenant notamment les résultats des analyses éventuelles réalisées au cours de l'année et le relevé des éventuels incidents constatés est établi par l'exploitant qui le transmet, au plus tard deux mois après la fin de l'année concernée au comité d'accompagnement.

Après avoir été approuvé par le comité d'accompagnement, ce rapport est tenu à la disposition de la population qui peut le consulter sur simple demande auprès de l'administration communale.

ARTICLE 6. Le permis unique est accordé pour un terme expirant le 17 janvier 2034 tant en ce qu'il tient lieu de permis d'environnement que de permis d'urbanisme.

Le permis est exécutoire à partir du lendemain de la notification qui en est faite à l'exploitant.

ARTICLE 7. Le permis est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les trois ans à compter du jour où le permis devient exécutoire conformément à l'article 46.

Par dérogation à l'alinéa précédent et sans préjudice de l'article 55, § 3, lorsqu'une sûreté est imposée conformément à l'article 55, § 1er, ce délai commence à courir à partir :

- 1° du jour suivant l'expiration du délai de recours contre la décision prévu à l'article 95, § 2 ;
- 2° du lendemain de la notification qui est faite au demandeur de la décision rendue sur recours ou, à défaut, du lendemain du délai qui était imparti à l'autorité de recours pour envoyer sa décision en vertu de l'article 95, § 7.

La péremption s'opère de plein droit. Toutefois, à la demande de l'exploitant, le permis est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé aux alinéas précédents.

La prorogation est accordée par l'autorité qui était compétente en première instance pour délivrer le permis dont la prorogation est demandée.

ARTICLE 8. Le présent permis est frappé de caducité lorsque l'établissement autorisé n'est pas exploité durant deux années consécutives.

ARTICLE 9. L'exploitant est tenu :

- 1° de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2° de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3° de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leur actions visées à l'article 61, § 1^{er}, points 3, 4 et 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 4° de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes

Rxj

décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;

- 5° de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;
- 6° d'informer l'autorité compétente et le fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;
- 7° de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8° de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

ARTICLE 10. Toute transformation ou extension d'un établissement de classe 1 ou de classe 2 qui ne consiste pas en :

- 1° le déplacement de l'établissement ;
- 2° la transformation ou l'extension de l'établissement entraînant l'application d'une nouvelle rubrique de classement autre que de classe 3 ou étant de nature à aggraver directement ou indirectement les dangers, nuisances ou inconvénients à l'égard de l'homme ou de l'environnement, et affectant le descriptif ou les plans annexés au permis ou encore une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés ;

doit être consignée par l'exploitant dans un registre.

Tous les ans, à la date anniversaire du présent arrêté et pour autant que l'établissement ait subi des transformations ou extensions, l'exploitant envoie une copie de la liste des transformations ou extensions intervenues au cours de l'année écoulée au fonctionnaire technique et au Collège communal de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement, et à l'organisme désigné si la transformation ou l'extension affecte notablement une source d'émission de gaz à effet de serre spécifiés.

ARTICLE 11. L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

ARTICLE 12. Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des*

infractions en matière d'environnement - de la partie décrétable du Livre I^{er} du Code de l'environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

ARTICLE 13. Mention du présent arrêté est faite au registre dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel.

ARTICLE 14. Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

ARTICLE 15. Dans les 10 jours de la prise de décision celle-ci est portée à la connaissance du public par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article D.29-22 du Livre I^{er} du Code de l'environnement. La durée de cet affichage est de vingt jours.

ARTICLE 16. La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
 - au demandeur ;
 - au fonctionnaire technique ayant instruit la demande en première instance ;
 - au fonctionnaire délégué ayant instruit la demande en première instance ;
 - au Collège communal de et à 5340 GESVES ;
 - au Collège communal de et à 5350 OHEY ;
 - au Collège communal de et à 5370 HAVELANGE ;
 - au Collège communal de et à 5330 ASSESSE ;
 - au fonctionnaire chargé de la surveillance du ressort de la DGO3 - DPC - Direction extérieure de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
2. En expédition conforme par envoi libre :
 - au fonctionnaire délégué sur recours ;
 - à la CCATM DE GESVES, Chaussée de Gramptinne n° 112 à 5340 GESVES ;
 - à la CCATM DE OHEY, Place Roi Baudouin n° 80 à 5350 OHEY ;
 - à la COMMISSION ROYALE DES MONUMENTS, SITES ET FOUILLES, rue du Verbois n° 13 bte c à 4000 LIEGE 1 ;

- au CWEDD, Rue du Vertbois n° 13 bte c à 4000 LIEGE ;
- à la DGO3 - DEE - DPP - CELLULE BRUIT, Avenue Prince de Liège n° 15 à 5100 JAMBES ;
- à la DGO3 - DSD, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- à la DGO3 - DEE - eaux de surface, avenue Prince de Liège 15 à 5100 5100 JAMBES ;
- à la DGO3 - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE NAMUR, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
- à la DGO3 - DRCE - DIR. DÉVELOPPEMENT RURAL DE WAVRE, Avenue Pasteur n° 4 à 1300 WAVRE ;
- à la DGO4 - DEBD - ENERGIE & BÂTIMENT DURABLE, rue des Brigades d'Irlande n° 1 à 5100 JAMBES) ;
- à l'IBPT, Ellipse Building-Bât.C-Boulevard du Roi Albert II n° 35 à 1030 BRUXELLES ;
- à la RTBF - DIRECTION DES EMETTEURS, Boulevard Reyers n° 52 à 1044 BRUXELLES ;
- à la DIRECTION GENERALE DU TRANSPORT AERIEN, Ctr communication Nord 2è étage - rue du Progrès n° 80 bte 5 à 1030 BRUXELLES ;
- au SERVICE TECHNIQUE PROVINCIAL, chaussée de Charleroi n° 85 à 5000 NAMUR ;
- à la DGO3 - DPC - Direction extérieure de Namur-Luxembourg, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;

Fait à NAMUR, le

17 JAN. 2014

Philippe HENRY